

Cyberpresse

L'info en direct
sur Internet
page A18



Auto
La Passat
fait oublier
le passé
page C1



Baseball
65^e
page S4

Hockey
3
4
page S3



La Presse
à
NEW YORK

Clinton à la télé et à l'ONU

RICHARD HÉTU
collaboration spéciale

Ce sera aujourd'hui le jour de la vidéo et peut-être celui de la vérité pour le président des États-Unis.

Pendant que Bill Clinton prononcera un discours devant l'Assemblée générale des Nations unies à New York, le peuple sera exposé, de gré ou de force, à la diffusion des quatre heures d'interrogatoire du président par le procureur spécial Kenneth Starr sur sa relation avec Monica Lewinsky.

Le spectacle sans précédent pourrait bien déterminer l'avenir de Clinton à la Maison-Blanche.

À 9 h ce matin, la Chambre des représentants transmettra électroniquement l'enregistrement vidéo du témoignage du président devant le grand jury de Starr. Simultanément, toutes les chaînes d'information continue aux États-Unis (CNN, MSNBC, Fox News, C-Span et RDI à Montréal) et Internet le diffuseront, sans aucune interruption publicitaire. Les grands réseaux de télévision (ABC, NBC et CBS) en présenteront également de grands extraits.

Au même moment, l'imprimerie du gouvernement délivrera des milliers d'exemplaires de quelque 2800 pages d'annexes au rapport de Starr, qui contiendraient de nouveaux détails scabreux.

À 10 h 30, Clinton commencera son allocution à l'ONU.

Au cours de la dernière semaine, les médias ont beaucoup parlé de l'humiliation et du péril auxquels la diffusion de son témoignage exposerait Clinton. Le 17 août dernier, face au grand jury et aux procureurs de Starr, le président de la plus grande puissance mondiale a dû répondre à des questions sur les moindres détails de sa vie sexuelle. Flanqué de ses avocats dans la salle des cartes de la Maison-Blanche, il a eu des moments de colère. Et il a coupé les cheveux en quatre.

Selon le rapport de Starr, le président s'est même obstiné avec un procureur sur le sens à donner à l'expression « toute la vérité ».

Starr accuse Clinton des crimes de parjure, obstruction à la justice et abus de pouvoir. Son zèle à traquer le président est de plus en plus sévèrement critiqué aux États-Unis.

Vendredi dernier, au grand désespoir des démocrates, les républicains de la Commission judiciaire de la Chambre des représentants ont voté pour la diffusion de l'enregistrement vidéo.

Voir CLINTON en A2

VIP: 85 suspensions

MARIE-CLAUDE GIRARD
et CHRISTIANE DESJARDINS

La Ville de Montréal a décidé de sévir fortement contre ses employés impliqués dans l'usage illicite de vignettes de stationnement en suspendant sans solde, hier, environ 75 agents de stationnement et une dizaine de cadres.

Tous sont menacés de congédiement puisque la directrice des tra-

vaux publics, Johanne Falcon, a transmis une recommandation en ce sens au comité exécutif. Celui-ci devra trancher, dans trois jours, tout au moins — car les employés suspendus disposent de trois jours pour plaider leur cause auprès de Mme Falcon.

Le tiers des agents suspendus sont des employés permanents. Les cinquante employés auxiliaires en cause auront, exceptionnellement,

le droit de se faire entendre pour tenter de faire renverser la recommandation de congédiement qui pèse sur eux.

Le comité exécutif devrait procéder à des congédiements d'ici à vendredi, selon Michel Goyer, chef négociateur au service du personnel. Un ou deux dossiers d'agents de stationnement sont encore à l'étude, indique-t-il. Des onze cadres de la division du stationne-

ment, un seul échappe au couperet.

Des suspensions temporaires et des avis disciplinaires seront signifiés à d'autres employés dans les jours à venir. Pour l'instant, la Ville ne s'en prend pas aux détenteurs de vignettes mais à ceux qui leur ont permis de stationner illégalement sans recevoir de contraventions.

Voir VIP en A2

De l'or... à 13 ans!

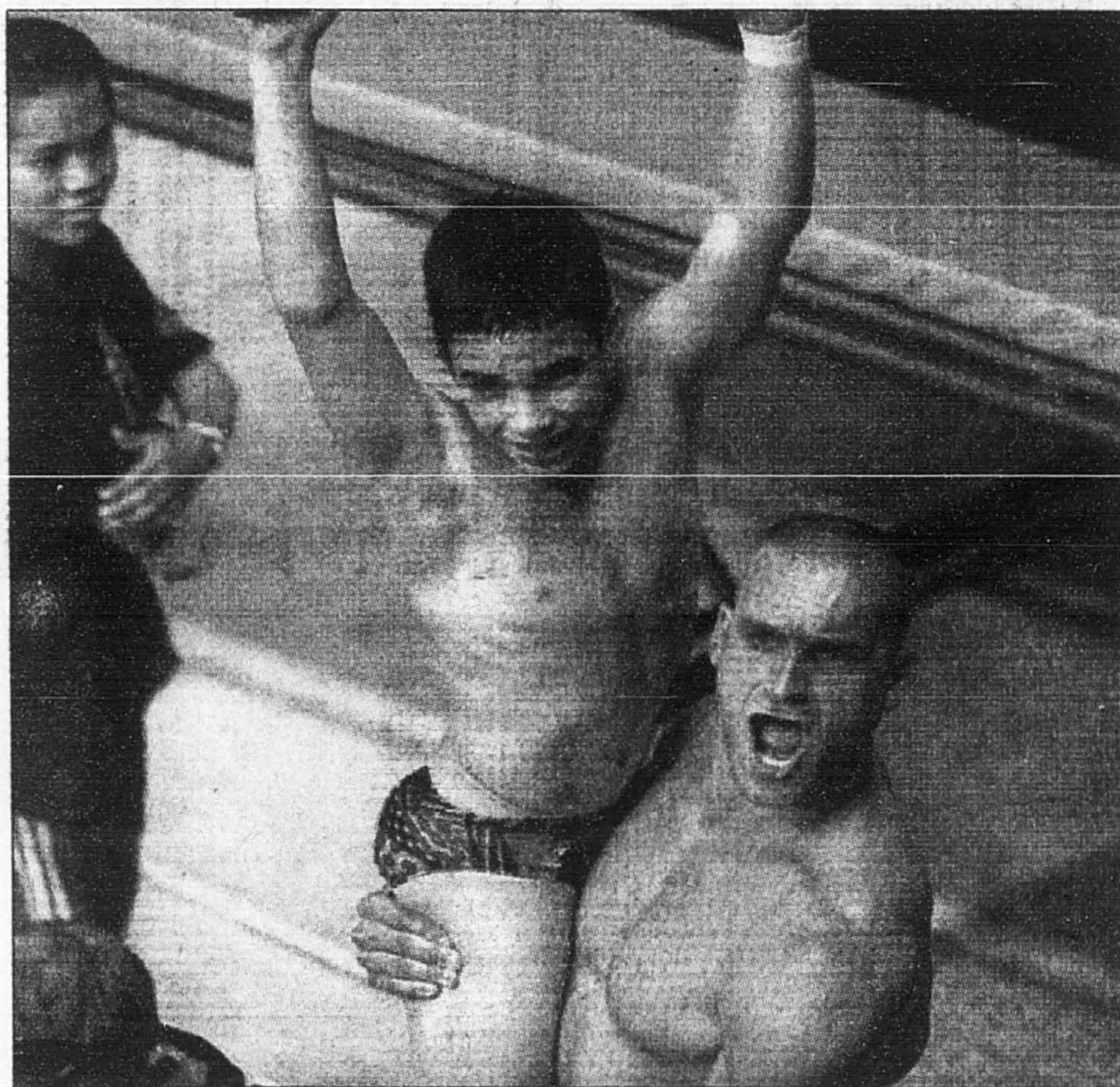


PHOTO PC

Haut comme trois pommes, le plongeur Alexandre Despatie, 13 ans, de Laval, a raflé l'or à la tour de 10 mètres, aux 16^e Jeux du Commonwealth de Kuala Lumpur, en Malaisie, hier. Il devient le plus jeune médaillé d'or canadien de l'histoire de ces jeux. On le voit ici, après son dernier plongeon, porté en triomphe par le plongeur anglais, Tony Ali, médaillé de bronze au tremplin de trois mètres. « Sur le podium, je ne pensais à rien. Je pensais simplement à mon lit que j'ai hâte de retrouver à la maison », a lancé le jeune prodige de Laval, peu après son exploit.

Nos informations, page S8

Ça s'aggrave en Malaisie

La crise politique s'est accélérée hier en Malaisie avec l'arrestation de l'opposant Anwar Ibrahim et des manifestations appelant à la démission du premier ministre Mahathir Mohamad, au moment où la reine Elizabeth entamait une visite officielle dans le pays. L'ancien vice-premier ministre et ministre des Finances devra répondre à des accusations de sodomie.

Nos informations, page A12



À la foire de la 20

Tracteurs, instruments aratoires, tentes, meules de foin, auges et porcs: on se serait cru hier à une foire agricole en pleine autoroute 20, à la hauteur de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, près de Drummondville, où les producteurs poursuivaient leur siège en guise de protestation contre le gouvernement et le programme d'assurance stabilisation.

Nos informations, page A3



467
JOURS
AVANT
L'AN 2000

INDEX

Petites annonces
- index C7
- immobilier C7 et C8
- marchandises C8
- emplois C9
- automobile C9 à C12

- affaires B7
Arts et spectacles B9 à B12
- horaire spectacles B10
- horaire télévision B10
Bandes dessinées C8

Bridge C10
Décès C10
Économie B1, B4 à B7
Feuilleton C10
Êtes-vous observateur? C7

Horoscope C12
Informatique A18
Laval A17
Loteries A2 et A11
Monde A12 et A13
Mots croisés C9 et S14

Mot mystère C10
Politique A4 et A8
Quoi faire B8
Rive-Sud A16
Tabloid Sports
- Michel Blanchard S5

ÉDITORIAL

Sévérité justifiée
- Pierre Gravel
page B2

MÉTÉO

Averses
Max. 25, min. 14
Cahier Sports,
page 20



Événement « On coupe les prix »

Jusqu'au 30 septembre chez votre concessionnaire Chevrolet Oldsmobile.



Suites de la une

VIP: 85 suspensions

VIP / Suite de la page A1

Ce sont les « dossiers les plus lourds », selon M. Goyer. Quant aux cadres suspendus, on leur reproche de ne pas être intervenus alors qu'ils savaient ce qui se passait.

Le service de stationnement, qui comptait environ 200 agents, fonctionnera avec des effectifs réduits jusqu'à ce que le comité exécutif prenne une décision, a confirmé hier le responsable des communications à la Ville, Sandy Hébert. D'ici là, aucune embauche n'est possible. De même, les résultats de l'enquête interne ne seront pas rendus pu-

blics avant que les employés sachent s'ils sont ou non congédiés.

Le syndicat des fonctionnaires municipaux SFCF-FTQ s'est refusé à tout commentaire. Après une réunion avec les représentants de la Ville, hier après-midi, l'exécutif du syndicat s'est réuni en soirée.

Les représentants syndicaux ont donc été avisés avant que les huissiers ne se rendent chez les employés suspendus. Rappelons que le maire Bourque a failli faire avorter les mesures disciplinaires en voulant annoncer vendredi la nature des sanctions proposées par l'administration. Le service du personnel l'avait alors ramené à l'ordre en lui rappelant les procédures à suivre.

Les quatre mois d'enquête ont permis d'amasser une preuve « lourde et probante », selon le chef négociateur, notamment des images vidéo où on voit des agents de stationnement n'appliquant pas la réglementation municipale aux véhicules portant la fameuse vignette VIP.

D'autre part, la Ville insiste pour dire qu'elle ne tolérera pas de grabuge de la part des employés suspendus ou de leurs confrères.

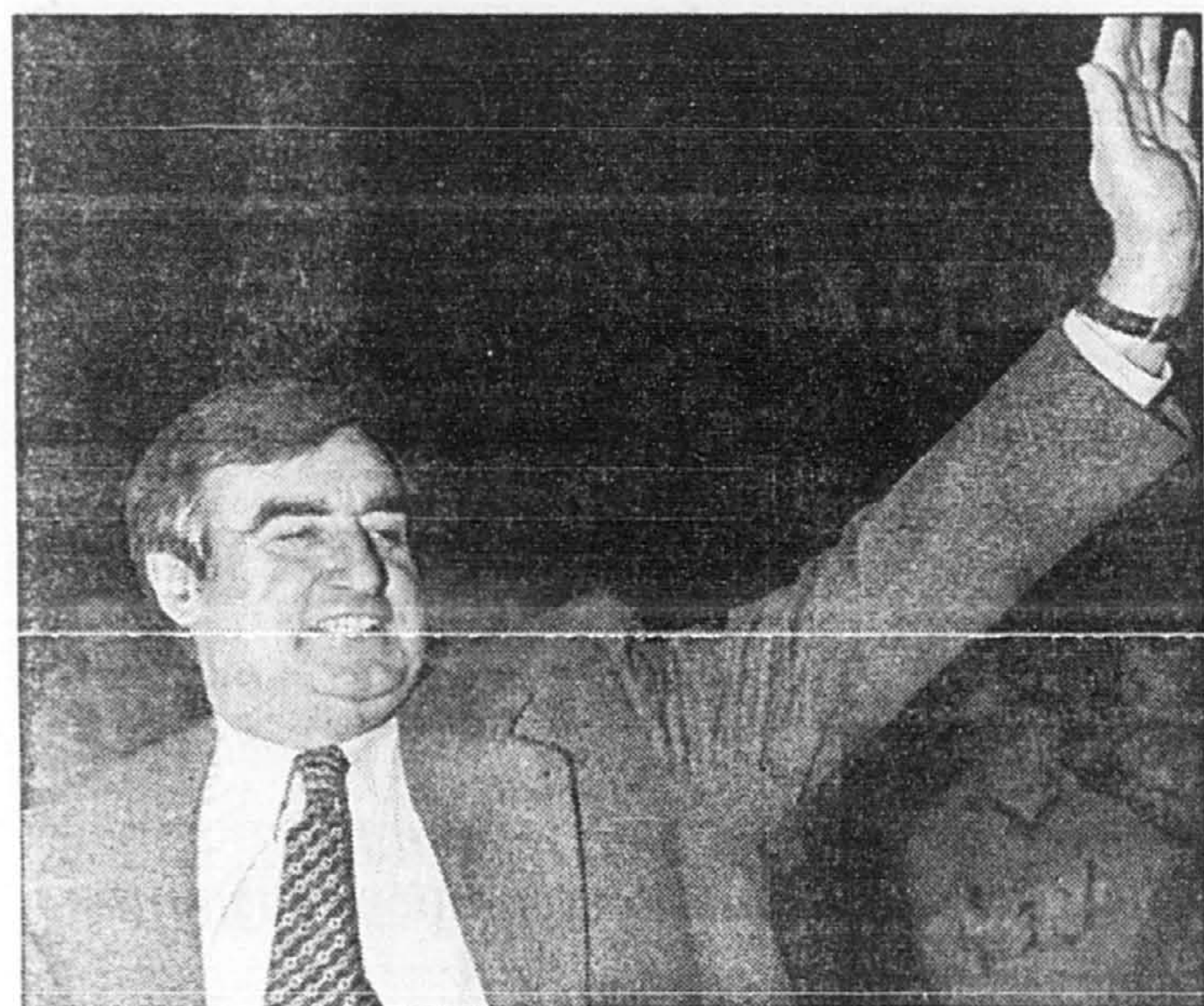
Elle a d'ailleurs annoncé qu'elle entamera des procédures devant un tribunal du travail pour poursuivre le syndicat des cols blancs

et les agents de stationnement qui ont participé à une grève illégale la semaine dernière.

Si la directrice des Travaux publics et de l'environnement a fait parvenir ses recommandations au comité exécutif, certains membres dissidents du comité n'en étaient pas informés, hier après-midi. C'est le cas du conseiller de Nouveau Montréal, Germain Prigent, qui ignorait tout, dimanche, de ces recommandations.

Le SPCUM mène sa propre enquête sur l'implication de ses policiers. Une enquête criminelle est également en cours, à la demande de la Ville, pour déterminer s'il y a matière à poursuites criminelles.

Bouchard force le PQ à reculer



Le premier ministre Lucien Bouchard a salué ses militants, hier, au terme de la réunion du conseil national du Parti québécois à Laval. Le PQ a voté en faveur du renversement de la résolution de samedi qui engageait le parti à tenir un référendum au cours de son prochain mandat.

BOUCHARD / Suite de la page A1

« La résolution, ça veut dire qu'il n'y aura pas de référendum pendant. Je ne veux pas me retrouver dans la position de M. Lévesque après un référendum perdant. Le Québec ne peut plus se permettre de tenir des référendums perdants et il n'y en aura pas tant que je serai chef de ce parti », lance M. Bouchard.

Son adversaire libéral n'a pas mis de temps à tirer profit de ces événements: lors d'une assemblée d'investiture dans Rosemont, un Jean Charest particulièrement en forme s'est gaussé des « divisions » au PQ. « Lucien Bouchard n'est pas un homme libre. Il est prisonnier de son parti, prisonnier de l'option. Mais le Parti libéral ne sera jamais prisonnier d'une option. Alors je dis à M. Bouchard, qui est enchaîné, qu'il sera bientôt libéré. Après les élections. »

Les péquistes avaient d'ailleurs eux-mêmes anticipé les dégâts au cours de la soirée de samedi: lors d'une réunion du bureau national, on mesurait déjà l'impact des man-

chettes de journaux. Après une heure de discussion téléphonique entre les présidents les plus purs et durs du parti, Maxime Barakat et Mario Beaulieu, le premier a visiblement cédé aux pressions.

« Personne au PQ ne veut tenir un référendum coûte que coûte », a-t-il lancé en présentant la proposition, alléguant que « le débat n'avait pas été bien compris dans les médias ». Une heure plus tard, le premier ministre lui-même contredisait M. Barakat. « Moi j'aurais écrit un article hier sur la résolution et j'aurais écrit l'article que vous avez écrit », a-t-il tranché.

M. Bouchard n'a pas caché son mécontentement devant la proposition adoptée samedi — proposition qu'il croyait, admet-il lui-même, pouvoir être facilement amendée pour la rendre conforme à sa propre position. « Dès hier, j'ai eu des indications que l'amendement requis serait apporté dans le cours ordinaire des affaires, sans difficulté, et j'ai présumé comme tout le monde que ce serait clarifié », explique-t-il. Après coup, « il y avait nécessité d'apporter une clarification pour que la population sache

que le Parti québécois n'est pas obsédé par l'idée de tenir un référendum coûte que coûte. Le moins qu'on puisse dire, c'est que ça portait à équivoque », dit-il.

Alors que les éléments les plus radicaux du parti tentaient, à la sortie du conseil, de sauver la face — « les deux résolutions sont identiques », plaident Maxime Barakat — plusieurs militants sont ressortis choqués de la réunion, en criant à la manipulation des instances par le chef.

« À chaque fois, on nous rabroue comme militants. On veut éteindre la dissidence des membres sinon on est cloué au pilori. J'aime autant être pure et dure que corrompue et mollassonne », lance Diane Malouin, une militante du comté de Crémazie. « Ce qu'on veut envoyer comme message, c'est qu'on va en faire un référendum. Et c'est fondamental », acquiesce André Mercier, de Montréal-Centre. « C'est quoi des conditions gagnantes? Au dernier référendum, on est parti à 40 % et on a presque fini par gagner », ajoute-t-il.

Clinton à la télé et à l'ONU

CLINTON / Suite de la page A1

Ils disent vouloir permettre aux citoyens de porter leur propre jugement sur le témoignage de Clinton. Selon eux, le président s'est parjuré le 17 août dernier.

En donnant le feu vert à la diffusion de la déposition du président, les républicains souhaitent aussi marquer des points contre les démocrates en prévision des élections législatives de novembre prochain et des présidentielles de l'an 2000.

Mais la stratégie des républicains pourrait se retourner contre eux. Les Américains en ont soupé des informations salaces sur la vie privée de Clinton. En voyant leur président soumis aux questions les plus gênantes, ils pourraient transférer leur antipathie de Starr aux républicains.

D'autant plus que l'enregistre-

ment vidéo montrera peut-être Clinton sous un jour plus favorable que le rapport de Starr, où il passe pour un beau gougat. Selon le *New York Times*, au cours de son témoignage, le président exprime un embarras et un regret profonds pour sa conduite dans l'affaire Lewinsky.

« Je donnerais tout au monde pour ne pas admettre ce que j'ai eu à témoigner aujourd'hui », a déclaré Clinton aux membres du grand jury, selon un article publié hier par le *New York Times*, qui cite des sources proches de la Maison-Blanche.

Selon le quotidien new-yorkais, le président a également semoncé un procureur de Starr qui l'interrogeait avec insistance sur ses efforts pour trouver un emploi à Lewinsky.

Sur un ton rageur, Clinton a dit:

« Vous avez fait de cela la question la plus importante aux États-Unis. »

Les Américains en viendront peut-être à partager l'indignation du président. Mais leur appui n'est pas acquis. Selon le plus récent sondage de l'hebdomadaire *Newsweek*, 46 % des Américains croient désormais que Clinton devrait songer à démissionner contre 39 % la semaine dernière.

Selon le même sondage, 66 % des Américains pensent que Clinton a menti sous serment. Mais 53 % d'entre eux sont encore opposés à la mise en branle d'une procédure d'impeachment au Congrès. Et 64 % pensent qu'une réprimande formelle contre Clinton devrait suffire à exprimer la désapprobation du public concernant sa conduite dans l'affaire Lewinsky.

C'était hier. Après le jour V, les Américains changeront-ils d'avis?



Le président Clinton et sa femme Hillary se sont rendus, hier, à l'église Foundry United Methodist à Washington pour assister à la messe.

La Presse

Renseignements : 285-7272
Abonnement : 285-6911

Télécopieur pour abonnement : 285-7039
Lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30
Samedi de 7 h à midi
Dimanche de 7 h à 11 h
Rédaction : 285-7070
Promotion : 285-7100

Les petites annonces : 285-7111
Télécopieur : 848-6287
Lundi au vendredi de 8 h 00 à 17 h 30

Décès, remerciements : 285-6816
Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30

Grandes annonces
Détailants : 285-6931
National, TéléPlus : 285-7306
Carrières et professions,
Nominations : 285-7320

Comptabilité
Grandes annonces : 285-6892
Les petites annonces : 285-6900

La Presse est publiée par: La Presse, Ltée,
7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9.
Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser
les informations de La Presse et celles des services
de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de
reproduction des informations particulières à
La Presse sont également réservés.

Envois de publication canadienne -
Contrat de vente numéro 0531650
Port de retour garanti. (USPS003692)
Champlain N.Y. 12919-1518.

LOTÉRIES

La quotidienne
à trois chiffres : 117
à quatre chiffres : 6606

COLLECTES DE SANG

Aujourd'hui, la Croix-Rouge attend les donneurs aux endroits suivants:

- à Montréal: Centre des donneurs, centre commercial Maisonneuve, 2991, rue Sherbrooke Est (métro Préfontaine), de 10 h à 17 h 30;
- à Sainte-Anne-de-Bellevue: cégep John-Abbott, campus Sainte-Anne, agora de l'édifice Casgrain, 21 272, chemin Lakeshore, de 9 h 30 à 16 h 30. Objectif: 150 donneurs;
- à Farnham: église Saint-Romuald, 500, rue Saint-Hilaire, de 14 h à 20 h 30. Objectif: 175 donneurs;
- à Saint-Cuthbert: hôtel de ville, 1891, rue Principale, de 14 h 30 à 20 h 30. Objectif: 100 donneurs;
- à Ville-Marie: église Notre-Dame-du-Rosaire, 18, rue Notre-Dame Nord, de 13 h 30 à 20 h. Objectif: 400 donneurs.

DEMAIN DANS LA PRESSE



Le nouveau Coscient

■ Le mariage de Coscient, premier producteur indépendant d'émissions de télévision et de films du Québec (en excluant les chaînes télévisées), avec TéléSystème est heureux. Sous la direction du nouveau PDG de Coscient, Guy Crevier, l'entreprise a modifié le cap en deux mois. Coscient veut détenir de plus en plus de droits et avoir de plus en plus de productions exportables. Ce projet qui semble... tout simple, entraînera d'importantes modifications aux structures de production.
À lire demain dans le cahier Économie.

QUESTION DU JOUR

La Presse
Service Liaison

Vous voulez vous faire entendre?
Répondez à la question du jour. Pour faire connaître votre opinion, composez le 285-7333; au son de la voix, faites le 1.

Selon vous, le siège des producteurs de porcs à Notre-Dame-du-Bon-Conseil va-t-il durer longtemps?

Le ministre Jean Rochon souhaite conserver le ministère de la Santé dans l'éventualité d'un prochain remaniement ministériel à Québec. Êtes-vous d'accord?
À cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:

Oui: 35 %
Non: 65 %

NDLR: Ce sondage maison sert uniquement à prendre le pouls de nos lecteurs et n'a aucune prétention scientifique.

« L'ère Sportsweat »

Un cahier spécial
MODE à ne pas manquer
mercredi dans
La Presse

Actualités La Presse

Embouteillage gigantesque sur la 20

RAYMOND GERVAIS
NOTRE-DAME-DE-BON-CONSEIL

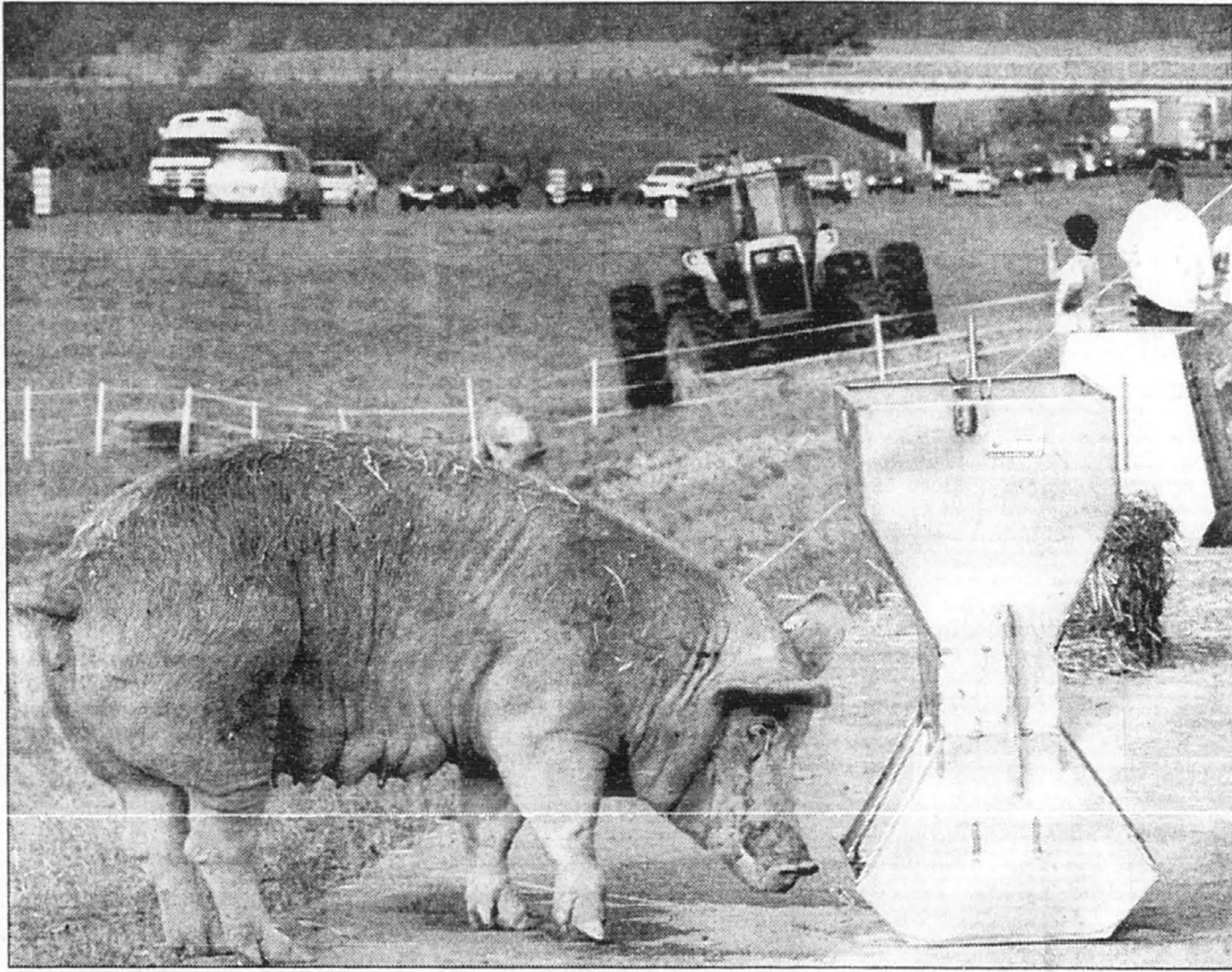
L'autoroute Jean-Lesage, la 20 Est à la hauteur de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, ressemblait hier à une véritable foire agricole avec 150 porcs se prélassant sur la voie rapide.

Derrière cet écran champêtre, se dresse toutefois un drame, celui de près de 3000 producteurs de porcs dont 2200 producteurs privés qui risquent, à court ou à moyen termes, de perdre leur ferme.

Pour la troisième journée consécutive, ces producteurs ont bloqué la route pour protester contre le gouvernement qui refuse de leur reconnaître le droit de recourir à la pleine compensation de l'assurance stabilisation.

Le président de la Fédération des producteurs de porcs du Québec, Clément Pouliot, a expliqué que les producteurs et le gouvernement versaient une prime d'assurance à un fonds de réserve, en cas de crise financière. Toujours selon M. Pouliot, les montants versés actuellement par Québec ne permettent pas aux producteurs de couvrir les coûts de production et de traverser la crise. Comme le prix du porc a chuté dramatiquement depuis décembre dernier, notamment à cause des crises asiatique et russe, un cochon coûte 145 \$ à 150 \$ à produire, alors que le prix de vente n'est que de 105 \$.

« Le gouvernement voudrait que les producteurs empruntent davantage auprès des institutions financières et est disposé à accorder des prêts sans intérêts, mais nous n'avons plus de garantie à donner et le gouvernement semble vouloir assurer les banques plutôt que les producteurs », a déclaré M. Pouliot.



Cette grosse truie semble s'être bien acclimatée à sa nouvelle porcherie pavée et la présence de centaines de voitures ne l'inquiète pas du tout.

PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

Selon lui, Québec disposerait d'un fonds de réserve de près de 400 millions de dollars dans l'assurance stabilisation pour les producteurs de porcs.

Hier après-midi, de nombreux curieux sont venus voir de près la porcherie improvisée sur la route.

Yanic Lafrance et son amie Marie-Claude, de Saint-Constant, étaient de ceux-là. « Je ne croyais pas qu'ils étaient aussi bien installés. C'est un campement véritable et bien organisé, c'est loin d'une barricade comme je l'imaginai », a précisé M. Lafrance.

Si certains automobilistes étaient

curieux de voir ce qui se passait, d'autres qui ont vu leur voyage entre Québec et Montréal se prolonger de plus d'une heure et qui ont dû faire la queue sur une distance de près de six kilomètres l'ont trouvé moins drôle. Toutefois, ces derniers ne semblaient pas trop en vouloir aux producteurs, estimant

qu'ils n'avaient probablement pas d'autre choix pour faire valoir leur point de vue.

La majorité des automobilistes interrogés ont expliqué que le délai ressemblait étrangement à ceux encourus par la construction sur un tronçon de l'autoroute et plusieurs klaxonnaient pour saluer les producteurs au passage.

Toutefois, un commerçant qui exploite une station d'essence et un restaurant à la sortie 200 de l'autoroute, Le Météque, M. Carl Plamondon, en avait gros sur le cœur. « J'estime avoir perdu près de 10 000 \$ en trois jours. C'est la saison des couleurs qui commence et les touristes prennent la route. Il y en a qui viennent de l'Europe à l'automne pour faire des randonnées. Si le blocus se poursuit, ce sera catastrophique pour moi. Plus personne ne circulera sur la 20, les autobus vont passer par la 40 pour faire la navette entre Montréal et Québec », a confié le commerçant.

De son côté, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, Guy Julien, a déclaré à La Presse hier qu'il n'était pas question pour lui de se rendre sur place pour négocier avec les producteurs, ni de négocier pendant la durée du blocus.

La position du gouvernement est ferme, les producteurs doivent d'abord lever les barricades. On ne peut comparer la crise actuelle du porc avec les événements qui se sont produits en Gaspésie avec les Micmacs cet été. Le ministre Chevrette n'a pas négocié avec les dissidents, mais avec le chef du Conseil de bande, lequel s'opposait au blocus de la route 132.

De leur côté, les producteurs n'ont pas l'intention de lever la barricade tant et aussi longtemps que le ministre n'acceptera pas de négocier avec eux.

Aujourd'hui, les producteurs feront un grand méchoui sur l'autoroute.

Une décision précipitée, selon Doré

Prescott demande l'intervention d'un organisme indépendant

MARIE-CLAUDE GIRARD
et CHRISTIANE DESJARDINS

En suspendant 75 agents de stationnement et une dizaine de cadres, Jean Doré, candidat à la mairie d'Équipe Montréal, croit que la Ville s'apprête à punir uniquement les exécutants d'un système profondément institutionnalisé, doutant fortement que l'enquête administrative du service de la sécurité fasse la lumière sur tous les aspects de l'affaire.

Pourquoi ne pas avoir attendu la fin de l'enquête du service de police pour suggérer des sanctions ? Pourquoi ne pas avoir mené de pair les deux enquêtes ? demande M. Doré, qui aurait nettement préféré que le maire Bourque, à l'instar du maire de Québec, demande à la SQ de faire enquête sur les policiers de la Communauté urbaine. « La décision est précipitée pour faire du capital politique sur le dos des plus petits », dit-il.

Michel Prescott, candidat à la mairie du RCM, estime lui aussi que la décision de l'administration est précipitée. « Toute la procédure est entachée par l'empressement de Pierre Bourque à se faire du capital politique. Il cherche à estomper par la sévérité des sanctions. Le système VIP a été arrêté, c'est bien, et on n'en était pas à 24 heures près pour les sanctions. On aurait dû attendre les résultats de l'enquête à la police de la CUM. On agit comme si on n'était pas partenaire avec la CUM. »

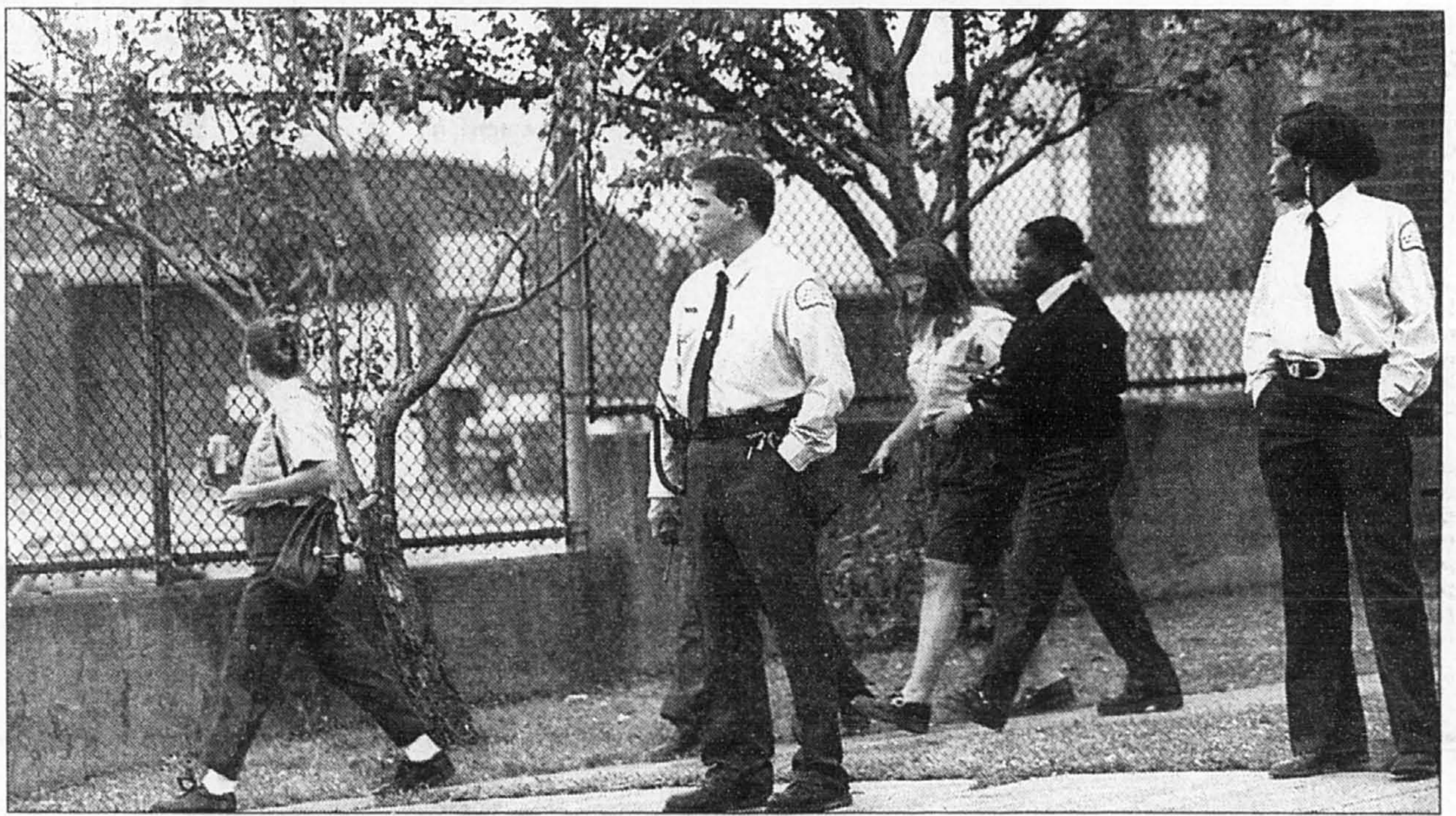
Depuis le début de cette affaire, M. Prescott affirme que l'enquête au sein de la police doit être menée par un autre corps policier, question de transparence. Il suggère même que ce soit le Service général d'inspection des corps policiers qui la fasse, un organisme créé en 1995 par le ministère de la Sécurité publique, et considéré par certains comme « la police des policiers ».

Pour sa part, Jacques Duchesneau a refusé hier de faire de nouveaux commentaires. Il avait toutefois émis des réserves, samedi, quant à une décision précipitée qui pourrait coûter cher à long terme, si le Tribunal du travail exigeait après coup la réintégration des employés congédiés.

Du côté de la police de la CUM, Christian Émond, agent de relations publiques, a fait savoir que le nouveau directeur, Michel Sarrazin, n'était pas disponible pour commenter les décisions de la Ville. « Tout ce qu'on peut dire, c'est que l'enquête chez nous a commencé le 21 juin, qu'elle n'est pas terminée, et qu'en date du 14 septembre, 106 vignettes ont été identifiées. »

Il a poursuivi en disant que les policiers ont prévu le coup au cas où il y aurait du grabuge à la suite des sanctions imposées par la Ville aux agents de stationnement : « La surveillance est accrue aux endroits stratégiques. »

De fait, hier midi, des voitures de police se tenaient aux abords du module circulation et transport, situé dans la rue des Carrières. Mais il n'y a pas eu de rassemblement, et seuls les huit agents de stationnement au travail y sont venus pour leur pause.



C'était la désolation hier rue des Carrières où quelques agents de stationnement se sont réunis pendant leur pause.

PHOTO ALAIN ROBERGE, La Presse

Les aubergines abasourdies par la sévérité de la sanction

CHRISTIANE DESJARDINS

« Si on avait triché, vendu des vignettes... je comprendrais ces congédiements. Mais ces vignettes-là, on ne les demandait pas, on les trouvait dans notre pigeonnier peu après avoir été embauché. Les vignettes VIP étaient là quand j'ai commencé au service, il y a dix ans. C'est d'une injustice incroyable. Ce sont les petits qui vont payer, et personne ne dit rien. »

Comme 74 de ses collègues, cet agent de stationnement qui refuse absolument d'être identifié, a reçu sa lettre de suspension en prévision de son congédiement, hier après-midi. Il est congédié pour avoir servi quatre avertissements au lieu de contraventions, en juin et juillet derniers. Les dates, les endroits et les heures figurent sur sa lettre.

On peut y lire que son congédiement est recommandé parce qu'il a « gravement manqué à son devoir, et rompu de façon définitive le lien de confiance qui existait avec l'employeur ».

Cet agent et ses collègues se demandent pourquoi l'administration Bourque, comme les précédentes d'ailleurs, ne sont pas intervenues plus tôt pour faire savoir que ces vignettes étaient illégales.

« C'est illogique. Pourquoi ne pas avoir avisé les cadres du service que le système VIP n'était pas correct ? Pourquoi avoir frappé de cette façon, sans avertissement ? Si nous avions su qu'elles étaient illégales, nous les aurions enlevées. Ce n'était pas fait dans un but d'illégalité », poursuit cet homme, père de trois enfants.

Il estime avoir été piégé, et croit que ceux qui ont effectué l'enquête ont délibérément mis des vignettes VIP sur des voitures, pour observer sa réaction. Une version que nous n'avons pu faire valider, puisque le rapport de l'enquête ne sera rendu public qu'après les congédiements. Ceux-ci doivent être entérinés par le comité exécutif de la Ville, au cours de la semaine.

« Chaque jour, je donnais environ 120 contraventions, et 15 avertissements. Pourquoi avoir pris ces quatre avertissements-là et pas les autres ? » demande-t-il.

Selon lui, les agents de stationnement n'ont pas eu le choix de se soumettre à ce système, instauré par des policiers de la CUM. « Quand tu donnes une contraven-

tion à une voiture fantôme de la police, par exemple, tu peux être sûr que la contravention va sauter par la suite. »

« Des contraventions, j'en ai donné à des voitures même si elles avaient des vignettes. L'autre fois, un policier m'a arrêté parce que je n'avais pas ma ceinture, mais je lui ai dit que j'avais le droit dans mon secteur. Il était fâché et m'a dit : « Il y a un pourri qui m'a mis un ticket et j'avais ma vignette. » Je le savais, c'est moi qui lui avait mis. »

« Pensez-vous que les policiers vont perdre leur emploi ? Ben voyons donc. Ça n'a pas de sens, cette affaire-là. Nous, on est des petits, et personne ne dit rien. Le maire Bourque a fait sauter 150 contraventions et c'est passé presque inaperçu. Est-il au-dessus des lois ? Ils sont où les intellectuels et les penseurs dans notre société ? »

Cet agent s'apprêtait à passer une bien mauvaise nuit. « Je ne dormirai pas, c'est sûr. Tout le monde est renversé. Ceux qui perdent leur emploi comme les autres. »

« Mais je vais me battre. C'est trop injuste. Je vais voir ce qui va arriver avec le syndicat, et si ça ne fait pas, je vais prendre un avocat et aller au tribunal. Les juges, ils sont intelligents, eux. J'en connais quelques-uns, pour leur avoir donné des avertissements... et des contraventions », conclut-il.

Politique

Bouchard n'est pas prêt !



Chantal Hébert

Le scénario d'une élection québécoise à l'automne perd du gallon. À moins d'une occasion aussi inespérée qu'imprévue qu'il pourrait saisir au vol, Lucien Bouchard lui-même n'est pas prêt à affronter l'électorat. Il l'a presque dit explicitement à ses troupes réunies en conseil national à Laval hier. Mais même avant que le premier ministre ne clôture la rencontre sur un coup de frein, le message selon lequel il n'a pas encore le cœur aux élections était dans l'air du temps.

Rarement tel événement, situé à un moment aussi stratégique du calendrier préélectoral, aura-t-il en effet servi autant à ralentir l'élan d'un parti gouvernemental plutôt qu'à lui en donner. Du début à la fin de la rencontre, Lucien Bouchard s'est comporté comme un pilote automobile qui dégonfle les roues de sa propre voiture.

Cette perception ne tient pas exclusivement aux deux discours qu'a livrés le premier ministre à ses troupes, encore que ni l'une ni l'autre de ses allocutions ne puissent être décrites comme ayant été livrées sur le ton de l'appel sous les drapeaux. Même si M. Bouchard n'avait pas dit aux militants qu'il estimait qu'il restait des ficelles à attacher avant de se lancer en campagne, la tête de son état-major ministériel, déstabilisé par les inévitables supputations entourant le remaniement prévu pour les prochains jours, aurait suffi pour comprendre qu'à la place de se mettre en piste électorale, le premier ministre se lançait dans une mise au point. Il faudra encore voir si son cabinet, avec une nouvelle configuration, tient beaucoup mieux la route et combien de temps il faudra pour le roder.

Si le cabinet finit par être remanié, le ministre de la Santé Jean Rochon aura eu droit à tout un dernier tour de piste. La matinée entière du dimanche lui était consacrée dont 90 minutes pour un exposé de sa réforme dans ses moindres détails. L'histoire ne dit pas qui le ministre a le plus découragé avec son interminable présentation : celui ou celle des collègues qui pourrait hériter de son brûlant flambeau s'il est muté ou les faiseurs d'image du parti qui auraient la tâche surhumaine de le transformer en vendeur performant s'il est maintenu.

Si Jean Charest se demandait si

ses adversaires péquistes sont nerveux à la perspective de devoir défendre leur projet d'un autre référendum au cours de la prochaine campagne, la valse-hésitation qui a entouré le sujet ce week-end lui aura donné la réponse. Après avoir entériné samedi une résolution réaffirmant l'engagement du PQ à la tenue d'un référendum au cours du prochain mandat, les militants ont remis leur ouvrage sur le métier sous l'impulsion de leur chef dimanche pour y ajouter les « conditions gagnantes » auxquelles il tient mordicus.

Tout en gardant explicitement la porte ouverte à ce qu'il n'y ait pas d'autre référendum même si M. Bouchard était réélu, la résolution finale engage quand même le Parti québécois à tout faire pour créer les conditions propices à sa tenue. Ce résultat n'est pas susceptible de couper de beaucoup les effets du chef du PLQ puisqu'il s'emploie justement à soutenir que c'est à la promotion de leur projet et au détriment du reste que les péquistes entendent déployer leurs énergies au cours d'un second mandat.

Cela dit, à voir combien Lucien Bouchard voudrait être certain de jouer gagnant avant de donner le signal de sa première élection québécoise, on peut penser qu'il faudra tout un changement dans les tendances lourdes de l'opinion sur la souveraineté pour qu'il se décide à passer aux actes référendaires s'il est réélu.

Pauline Marois préférerait une hausse de la taxe scolaire à son abolition

MARTIN PELCHAT

La ministre de l'Éducation, Pauline Marois, se montre plus favorable à une hausse du plafond de la taxe scolaire qu'à son abolition pure et simple — abolition que revendique la Fédération des commissions scolaires.

Dans le contexte actuel, précise la ministre, « il est évident qu'une hausse du plafond est plus raisonnable à mon point de vue que de dire : on y va tous azimuts, avec toutes les iniquités que ça peut causer ».

Dans une entrevue publiée hier dans *La Presse*, le président de la FCS, André Caron, a expliqué qu'il allait revendiquer devant la Commission nationale sur les finances et la fiscalité locales, dont les travaux débutent cette semaine, l'abolition du plafond de la taxe scolaire, afin de récupérer une « marge de manoeuvre » et de mieux répondre aux besoins locaux. Les commissions scolaires ne veulent pas d'une simple hausse du plafond.

La FCS a l'appui de la Fédération des comités de parents, qui en a assez de voir les commissions scolaires recourir à la tarification à mesure qu'elles atteignent le plafond de la taxe, qui est de 35 cents du 100 \$ d'évaluation. Déjà 62 des 69 commissions scolaires

ont touché ce plafond.

Interrogée hier matin au Conseil national du Parti québécois, la ministre Marois a toutefois souligné, sous réserve d'une analyse plus approfondie de la position de la FCS, que les commissions scolaires disposaient déjà d'une très grande marge de manoeuvre dans la gestion de leurs budgets, même si elles doivent composer avec des conventions collectives contraignantes.

Il faut être « prudent » avant d'aller puiser encore dans le champ foncier, note-t-elle. « La prudence, c'est sur la question de l'équité et de la richesse des communautés. Je ne pense pas qu'il soit admissible que parce qu'on est un petit bonhomme ou une petite bonne femme ou un ado à Gaspé, on ait accès à moins de ressources éducatives qu'à Sainte-Foy ou Cap-Rouge. »

La ministre semble en revanche fin prête à soutenir les commissions scolaires dans la lutte qu'elles s'approprient à mener aux municipalités. Les commissions craignent entre autres de perdre la gestion des équipements scolaires aux mains des villes.

Pauline Marois dit très bien comprendre les appréhensions des commissions scolaires.

Les marins canadiens en ont arraché

Presse Canadienne
HALIFAX

Le ministre de la Défense, Art Eggleton, les a couverts de médailles, mais les membres d'équipage d'une frégate de la marine canadienne auraient peut-être préféré des choses essentielles comme des chemises à manches courtes et des médicaments contre les maladies tropicales, lors d'une mission de patrouille plus tôt cette année dans le golfe Persique.

Un récent rapport du *HMCS Toronto* indique que le navire manquait également de cibles d'entraînement, d'huile à moteur adaptée aux températures chaudes ainsi que de passeports pour renvoyer à la maison les marins souffrants.

La plupart des problèmes de navire dernier cri sont dus à un changement de mission de dernière minute. Partis et équipés en vue d'un exercice de l'OTAN dans les eaux glaciales au large de la Norvège, les marins se sont plutôt retrouvés au milieu du golfe Persique où ils devaient faire respecter un embargo de l'ONU contre l'Iraq.

Au moins quatre morts sur les routes

Au moins quatre personnes ont perdu la vie sur les routes du Québec, au cours du week-end.

Danny Roberge, 15 ans, est mort dans un accident de VTT, vers 22 h vendredi, à Irlande, près de Thetford Mines. Il aurait soudainement perdu la maîtrise de son trois-roues, avant de se retrouver dans le fossé.

Une collision frontale survenue dans la nuit de samedi à dimanche à Vaudreuil-Dorion à l'ouest de Montréal a fait deux victimes, un mineur et un homme de 21 ans. On ignore l'identité des victimes.

Un Néo-Zélandais de 17 ans, Gareth Edward Varley, venu participer à une compétition de vélo de montagne a été mortellement happé par deux voitures sur la route 360, près du Mont Saint-Anne, vers 3 h 30, dimanche matin.

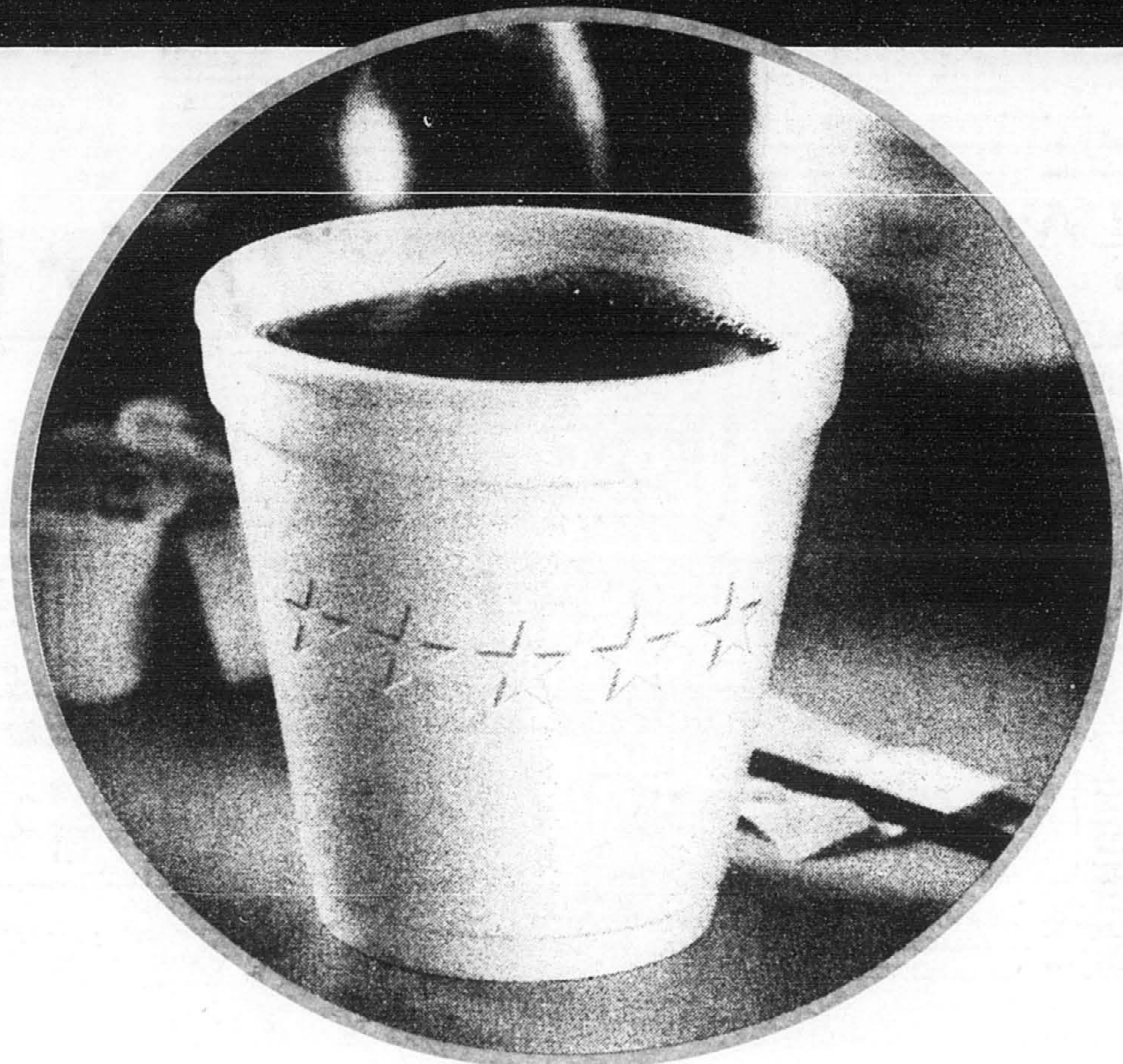
Situation tendue à Melbourne

Presse Canadienne
CANTON DE MELBOURNE

Malgré l'injonction interdisant le harcèlement du personnel d'Hydro-Québec, la situation serait toujours tendue dans le Canton de Melbourne, au nord de Sherbrooke, où la société d'État a poursuivi en fin de semaine ses travaux d'arpentage.

Les équipes d'Hydro-Québec auraient été les cibles de commentaires, parfois agressifs de la part de résidents ou de propriétaires affectés par le passage d'une ligne de 735 kV, a rapporté une porte-parole de la société, Renée Arsenaault.

D'accord! Notre café est un peu faible...
mais notre service est extra-fort.



Notre spécialité, c'est les véhicules Chrysler.

INSPECTION TRANQUILLITÉ D'ESPRIT • SERVICE CINQ ÉTOILES CHRYSLER

1999\$

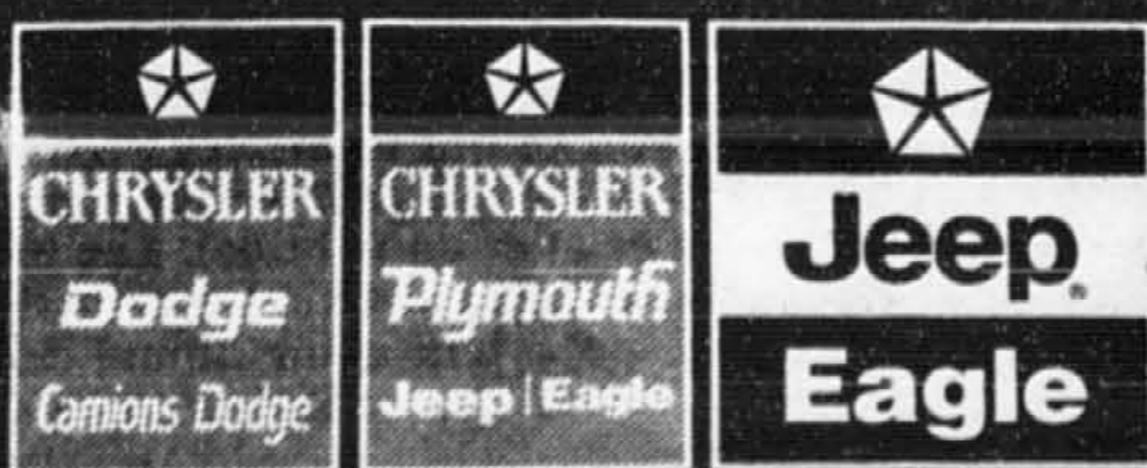
- ✓ Permutation des pneus ✓ Vérification du niveau d'antigel
- ✓ Vérification et réglage des courroies d'entraînement du moteur
- ✓ Vérification de tous les liquides ✓ Vérification de l'état de concentration du liquide de refroidissement ✓ Vérification des freins
- ✓ Vérification du système d'échappement ✓ Vérification de la suspension ✓ Vérification du circuit électrique ✓ Essai routier et rapport des résultats

HEURES D'OUVERTURE PROLONGÉES POUR VOTRE COMMODITÉ

SERVICE CINQ ÉTOILES



ROULEZ TOUJOURS MIEUX



Seulement chez votre
concessionnaire Chrysler.

Offre valable chez tous les concessionnaires Chrysler participants.



Nouveau stade et élections

En roulant vers Québec le 2 septembre pour rencontrer Lucien Bouchard, les représentants des Expos n'ignoraient pas que le premier ministre s'était déjà prononcé contre l'idée d'injecter des fonds publics dans la construction d'un stade au centre-ville. Mais ils croyaient néanmoins que M. Bouchard montrerait suffisamment d'ouverture pour étudier sérieusement leurs arguments. Or, à force de fouiller le dossier, on réalise que l'affaire était entendue d'avance et que le trio composé de Claude Brochu, Jacques Ménard et Serge Savard n'a jamais eu la moindre chance d'ébranler les certitudes du chef du gouvernement. En clair, ils auraient mieux fait de demeurer à la maison. Rappelons les faits.

Même si M. Bouchard travaille habituellement à son bureau de Montréal les lundis et vendredis, son cabinet a convoqué, à 24 heures d'avis, les gens des Expos dans la Vieille Capitale. Résultat, le premier ministre a officialisé son refus au moment où le gouvernement décidait de ne pas secourir le chantier maritime de la MIL Davie, à Lauzon. Comment, en effet, ouvrir une porte au sport professionnel quand des dizaines de travailleurs se retrouvent subitement sans emploi? En politique, il faut être plus prudent. Un exemple: pour annoncer la contribution gouvernementale de 16,5 millions au développement du Jardin zoologique de Charlesbourg et de l'Aquarium de Sainte-Foy, les ministres Jean Rochon et Paul Bégin ont attendu le 14 septembre. Le montant de la subvention a même été passé sous silence dans le communiqué officiel.

Plus important encore: Bernard Landry, présent à la rencontre du 2 septembre, s'est contenté d'écouter les échanges, ne participant pas à la conversation. Quelques jours plus tôt, il avait pourtant réaffirmé son espoir de trouver une solution acceptable pour les contribuables. Les fonctionnaires du ministère des Finances s'étaient même penchés sur différents scénarios d'aide. Dans le contexte, l'expertise de M. Landry aurait pu être

déterminante. Mais il est resté silencieux.

Ajoutons que des conseillers du premier ministre souhaitaient la présence de Jean Coutu à cette réunion, sachant fort bien que ses relations avec M. Brochu étaient froides comme une nuit d'hiver. L'idée a finalement été abandonnée.



Philippe CANTIN

Une semaine après le NON catégorique de Lucien Bouchard aux Expos, Raymond Bachand, le PDG du Fonds de solidarité de la FTQ, a écrit une lettre ouverte au premier ministre, publiée dans un quotidien montréalais. Même s'il a pris ses distances avec le Parti québécois au cours des dernières années, M. Bachand, un ancien conseiller économique de Pierre-Marc Johnson, demeure un allié du gouvernement. Voilà pourquoi ses propos ont particulièrement piqué au vif M. Bouchard.

Dans sa lettre, M. Bachand souligne qu'il faut appliquer à l'industrie du baseball les mêmes critères que ceux utilisés pour attirer, grâce à des fonds publics, des firmes comme Kenworth et GM, ou des entreprises spécialisées dans les secteurs de la biotechnologie et du multimédia. Il conclut durement: « Il me semble, monsieur le premier ministre, que la responsabilité des leaders politiques et économiques est de protéger des acquis à travers les difficultés passagères de la conjoncture. Il faut léguer aux générations qui suivent autant que nos parents l'ont fait pour la nôtre. »

Au cabinet du premier ministre, on n'a guère apprécié la sortie de M. Bachand, et on lui a transmis le message. Le PDG du Fonds de solidarité, certain de l'appui de ses collaborateurs, est demeuré de glace. Le jour même, de nouveau interrogé sur la question, M. Bouchard a explosé, rappelant que Jacques Ménard avait lui-même avoué, lors de

la rencontre du 2 septembre, que la construction du nouveau stade n'assurerait pas la survie des Expos à Montréal. En coulisses, à Québec, on a surnommé cette affirmation « la gaffe Ménard ».

S'agissait-il vraiment d'une gaffe? Pas évident! Après tout, le président du conseil d'administration des Expos a rappelé au premier ministre une évidence: l'exploitation d'une concession de sport professionnel au Canada demeure une activité périlleuse. Pourquoi? Simple: en raison de la faiblesse du dollar canadien face à la devise américaine, de l'impact du rendement de l'équipe sur les revenus locaux et des réserves de certains clubs concernant la formule de péréquation en vigueur dans le baseball majeur. « J'ai seulement indiqué à M. Bouchard qu'on ne pouvait garantir un rendement de 7 ou 8% si le gouvernement investissait dans le projet », explique M. Ménard.

Comme la poussière retombait sur l'ensemble de l'affaire, et que le sort des Expos semblait définitivement scellé, une autre pièce s'est ajoutée au dossier: l'étude des universitaires Pierre Fortin et Sylvain Lefebvre, selon qui l'injection de fonds publics dans le nouveau stade est parfaitement justifiable.

Comme dans le cas de la lettre ouverte de Raymond Bachand, le cabinet du premier ministre se serait bien passé de cette intervention. M. Lefebvre est associé à l'INRS (Institut national de recherche scientifique). Quant à M. Fortin, un économiste réputé, ses travaux font depuis longtemps autorité. Selon les deux experts, la présence des Expos à Montréal renforce l'image du Québec à l'étranger et crée des liens entre les communautés culturelles. Ils estiment aussi que le nouveau stade contribuerait à la revitalisation du centre-ville de Montréal. Ces avanta-

ges, quantifiables économiquement, justifieraient la participation financière du gouvernement.

« J'ai transmis notre mémoire au bureau du premier ministre, dit M. Fortin. Je suis désolé si notre opinion est embarrassante politiquement, mais nous tenions à partager nos conclusions. »

La thèse de MM. Fortin et Lefebvre a bien sûr réjoui les dirigeants des Expos, entre autres parce qu'elle valide implicitement les chiffres mis sur la table au cours des derniers mois. « On a si souvent prétendu que nous avions un agenda caché », note Jacques Ménard.

Cela dit, M. Fortin précise que les propriétaires des Expos devraient fournir des garanties à l'État et aux entreprises achetant des droits sur les sièges, en utilisant la valeur de l'équipe pour sécuriser les créanciers. M. Ménard soutient que son groupe est prêt à s'engager en ce sens.

Ironiquement, à deux semaines de l'échéance fixée par les Expos, une incongruité se dessine. D'une part, Pierre Fortin, un universitaire de renom, et Raymond Bachand, PDG d'un important organisme de développement économique au Québec, appuient, avec des arguments fouillés, le projet de nouveau stade au centre-ville. D'autre part, le premier ministre s'y oppose, sans avoir justifié une seule fois sa décision par des chiffres. Au mieux, il invoque les compressions dans les hôpitaux et un bout de phrase malheureux de Jacques Ménard. Les conclusions du ministère des Finances? On ne les connaît pas! Le silence soudain de Bernard Landry? Pas d'explications!

Cette tournure des événements donne du poids à la théorie voulant que, dans ce dossier, le premier ministre soit avant tout guidé par des considérations électorales. À Montréal, peu de surprises sont à prévoir le jour du scrutin. En revanche, dans les régions, là où l'élection se jouera, l'injection de fonds publics dans le nouveau stade nuirait aux chances de son gouvernement.

Scandale à propos de Jésus

Agence France-Presse
UPPSALA, Suède

Près de 12 000 Suédois se sont pressés samedi soir dans la cathédrale d'Uppsala pour assister à la projection de photos controversées de Jésus, représenté en homosexuel travesti avec des talons hauts.

La police a dû filtrer les visiteurs de l'exposition « Ecce homo » à la suite de menaces à la bombe, formant un cordon de sécurité autour de l'église luthérienne de la ville universitaire, à 70 km au nord de Stockholm, et refoulant plusieurs groupes de manifestants.

« J'ai été très critiqué, mais je pense que c'est aux fidèles de se faire eux-mêmes une opinion », a déclaré hier le doyen de la cathédrale, le pasteur Tuulikki Koivunen Bylund, à l'agence suédoise TT. « Je sais que des personnes m'ont dénoncé au chapitre en m'accusant de faire croire que Jésus était une femme » et en le montrant auprès de personnes « déshabillées ».

Le pasteur a expliqué qu'il voulait ainsi tendre la main aux homosexuels, qui font partie de la communauté chrétienne, en les invitant à l'église.

SOLARIUMS
TROIS ET QUATRE-SAISONS



FINANCEMENT DISPONIBLE
À PARTIR DE 49\$ PAR MOIS
SITE INTERNET ZYTCO.COM
OUVERT LE SAMEDI
TÉLÉPHONEZ SANS
TARDER...

4940 Bois-Franc,
St-Laurent, Qc, H4S-1A7
(514) 335-2050
(800) 361-9232

Zytco
SPÉCIALISTE DU SOLARIUM

L'AVENIR
est dans la
COOPÉRATION INTERNATIONALE



Tél.: (514) 875-9911
<http://www.ceci.ca/ceci/>

C'est à voir!



Branchez-vous sur notre nouvelle saison dès le 21 septembre

cpac
Financée par le câble - Vidéotron - câble 44

www.cpac.ca

AUGMENTEZ VOS VENTES **FIDÉLISEZ VOTRE CLIENTÈLE**

Faites comme 70 000 personnes depuis 26 ans

Séminaires

La vente stratégique^{MD}
Instructeur: Roger St-Hilaire

Vous apprendrez comment:

- Conclure vos ventes
- Répondre aux objections
- Justifier vos prix
- Argumenter avec aplomb
- Communiquer plus efficacement
- Développer votre clientèle
- Fidéliser votre clientèle
- Augmenter votre motivation

Québec 8 et 9 octobre
Montréal 1^{er} et 2 oct., 13 et 14 oct./Hull-Ottawa 28 et 29 sept.

Relation avec la clientèle
Instructeur: Simon St-Hilaire

Vous apprendrez comment:

- Communiquer
- Conclure des ententes
- Fidéliser votre clientèle
- Améliorer votre image
- Traiter les plaintes avec tact
- Surmonter les réticences de vos clients
- Maîtriser l'usage du téléphone
- Favoriser le développement des affaires

Québec 21 octobre
Montréal 7 octobre / Hull-Ottawa 5 octobre

Inscrivez-vous dès maintenant
Tél.: 1 800 463-7246 / (418) 626-7498 Téléc.: (418) 626-6264
Internet: www.roger-st-hilaire.com

Cours de vente Formateur agréé à la SQDM
Roger St-Hilaire

A4 1.8T
A6



Vous passerez six mois de votre vie aux intersections, à attendre que le feu rouge devienne vert. Ne gaspillez pas ces instants merveilleux.

Une voiture peut-elle procurer du plaisir même arrêtée? Un feu rouge peut-il vous procurer des sensations? Tout dépend de ce que vous conduisez. Si vous êtes au volant de la racée Audi A4 à cinq soupapes, la réponse est oui. Attendre le feu vert vous donne alors quelques secondes de répit pour relâcher l'accélérateur incroyablement sensible et reprendre votre souffle. Si vous conduisez l'époustouflante A6, c'est encore oui. Honnêtement, c'est si agréable de sentir les regards admiratifs des autres conducteurs. Qui aurait dit qu'un feu rouge pouvait être aussi gratifiant?

La Audi A4 1.8 T quattro. À partir de 35 450 \$*/La Audi A6. À partir de 48 880 \$**

L'OPÉRA DE MONTRÉAL
BERNARD UZAN, DIRECTEUR GÉNÉRAL ET ARTISTIQUE

Audi est fier de s'associer à L'Opéra de Montréal pour la présentation de 6 soirées de l'opéra *Don Carlo* à la salle Wilfrid-Pelletier de la Place des Arts à compter du 7 novembre. Billets en vente au 985-2258.

DE SÉRIE AVEC CHAQUE AUDI: TROIS ANS OU 80 000 KM DE SERVICES D'ENTRETIEN PÉRIODIQUE GRATUITS.

*Prix de détail suggéré par le fabricant de 35 450 \$ pour la Audi A4 1.8T quattro 1998. **Prix de détail suggéré par le fabricant de 48 880 \$ pour la Audi A6 1998. Options, préparation, taxes, frais de financement et 510 \$ frais de transport en sus. « Audi », « A4 », « A6 » et l'emblème des quatre anneaux sont des marques déposées de AUDI AG. Pour en savoir plus sur Audi, composez le 1 800 367-AUDI, ou visitez notre site web www.audi.com.

Montréal métro

SONDAGE GALLUP

McGill, la meilleure université au Canada

Pour la sixième fois depuis 1991, la firme de sondage Gallup a demandé à 1001 Canadiens quelle était selon eux la meilleure université au pays. Et pour la sixième fois, c'est encore l'Université McGill qui a obtenu le plus de votes.

L'année dernière, l'Université de Toronto est arrivée deuxième, recueillant 9 % des votes alors que McGill en obtenait 10 %. Cette année, McGill affiche une meilleure performance, récoltant 12 % des mentions, alors que Toronto reste en deuxième place, avec le même score que l'an dernier (9 %).

L'Université Queen et l'Université de Colombie-Britannique décrochent la troisième place, avec 5 % des votes. Par ailleurs, 4 % des Canadiens interrogés croient que l'Université de Montréal est la meilleure université canadienne.

Toutefois, 33 % des répondants pensent qu'aucune université canadienne ne mérite le titre de « meilleure au pays » ou ne savent pas laquelle est la meilleure. Il s'agit là d'une légère baisse par rapport au 37 % de l'an dernier.

Un examen des résultats région par région révèle que les réponses sont intimement liées à la provenance des répondants. Les Québécois considèrent que l'Université McGill (27 %) et l'Université de Montréal (12 %) sont les meilleurs établissements d'enseignement supérieur, alors que les Ontariens préfèrent l'Université de Toronto (20 %) et plusieurs autres universités de leur propre province. Par ailleurs, 29 % des répondants de la Colombie-Britannique — soit presque trois sur dix — pensent que l'Université de Colombie-Britannique est la meilleure.

Dans les provinces de l'Atlantique, l'Université Dalhousie récolte le plus grand nombre de mentions (14 %) alors que l'Université de l'Alberta est considérée comme la meilleure par les répondants des Prairies (20 %).

Comme ce fut le cas les années précédentes, l'université la plus renommée à travers tout le Canada reste l'Université McGill. Elle est reconnue comme la meilleure par 27 % des Québécois, 10 % des habitants de la Colombie-Britannique, 8 % des répondants des Prairies, 5 % des Ontariens et 2 % des gens de l'Atlantique.

Ce sondage Gallup a été mené entre le 17 et le 23 août 1998. La marge d'erreur est de 3,1 %, 19 fois sur 20.

« On tourne la page », chez Métro

CHRISTIANE DESJARDINS

Après six ans d'une âpre lutte qui a rebondi souvent devant les tribunaux, Métro-Richelieu et ses 350 employés des centres Merit 1 et Pierre de Coubertin ont adopté, hier matin, une entente de principe sur les indemnités à verser aux syndiqués, ainsi que sur le renouvellement d'une nouvelle convention collective. Un règlement global qui coûte 36 millions à Métro Richelieu.

Échue depuis 1992, la convention collective a été renouvelée avec des conditions avantageuses et des montants rétroactifs de l'ordre de huit millions, qui seront répartis entre les employés des secteurs du transport, de l'imprimerie, de l'entrepôt ainsi qu'avec les employés de bureau. Des dommages et intérêts pour une somme globale de 25 millions seront versés aux camionneurs et aux employés de l'imprimerie, qui avaient été mis à pied en 1992, quand Métro Richelieu avait fait appel illégalement à des sous-traitants.

C'est dans une proportion de 89,8 % que les syndiqués de la CSN ont voté sous le sceau du secret, hier, pour les offres qui étaient présentées. Les deux parties ont poussé un grand soupir de soulagement.

« Nous sommes heureux et soulagés de voir qu'on peut enfin tourner la page, de dire Gérard Tremblay, vice-président exécutif aux opérations chez Métro Richelieu. La nouvelle convention de six ans... elle permet des... six prochaines années. »

Métro Richelieu n'a pas l'intention d'en appeler du récent jugement de la Cour supérieure, qui lui a imposé la peine maximale pour outrage au tribunal.

Montréal pourrait perdre 15 congrès parce que Ottawa se traîne les pieds

DENIS ARCAND

Devant la lenteur fédérale à voter les crédits de 61,6 millions promis pour l'agrandissement du Palais des congrès, Montréal risque d'être disqualifiée de 15 congrès nord-américains et internationaux qui doivent se tenir entre 2002 et 2005.

Ces congrès représentent environ 150 millions en retombées économiques pour Montréal, affirme François Lebrun, directeur général du Palais. Sans compter les trois millions en revenus directs pour le Palais, ajoute André Saucier, le directeur des finances.

« Il y a urgence d'agir », a dit M. Lebrun, joint à Vancouver, où il a appris que Montréal vient de perdre un congrès médical de 5000 délégués — et ses 8,5 millions en retombées — qui devait avoir lieu au Palais des congrès de Montréal en 2003. « Mais les organisateurs devaient prendre une décision (la semaine dernière) et ils ont dû se rabattre sur une autre ville. »

« Huit des 15 congrès doivent prendre une décision d'ici le 5 oc-

tobre, les sept autres d'ici février 1999. Parmi les huit d'octobre, deux ont déjà choisi Montréal. Quant aux six autres, Montréal est finaliste. »

Il ajoute que les organisateurs de ces congrès ont des décisions fermes à prendre d'ici peu. Mais les contrats ne peuvent être signés sans l'annonce officielle de l'agrandissement du Palais, a dit M. Lebrun. « Nous ne pouvons faire cette annonce parce que Ottawa tarde toujours à officialiser les crédits. »

Québec a garanti dès juin dernier sa participation de 123,4 millions. Le plan d'agrandissement du Palais, qui doublera la superficie des lieux de 100 000 à 200 000 pieds carrés, coûtera 185 millions. Québec a promis (et voté) les

deux tiers, Ottawa a promis (mais toujours pas voté) le reste. Selon M. Lebrun, le dossier définitif a été remis dès le printemps dernier aux fédéraux, qui ont fait vérifier les chiffres présentés par le Palais par la firme de comptables RCMP. « On attend toujours l'engagement officiel d'Ottawa. »

Des appels répétés au cabinet du secrétaire d'État au développement économique, Martin Cauchon, responsable fédéral du dossier, sont restés sans réponse.

La semaine dernière, M. Lebrun a dû faire patienter quatre organismes dont les décisions du 5 octobre engagent respectivement 5000, 6000, 7700 et 9000 congressistes.

« L'annonce officielle de notre agrandissement ne garantit pas qu'on aura tous les 15 congrès en jeu. Mais sans l'annonce, c'est garanti qu'on n'en aura pas un seul », a dit M. Lebrun.

Le retard fédéral décale aussi un chantier de trois ans obéissant à un échéancier strict. « Dans la semaine suivant l'annonce fédérale, on va en appel d'offres pour sélectionner un architecte, un cabinet d'ingé-

nieurs et un gestionnaire de construction. Après, c'est la comparaison avec les plans devant le comité d'urbanisme de Montréal. »

L'agrandissement à 200 000 pieds carrés permettra à Montréal de se qualifier pour les congrès de taille moyenne (entre 5000 et 10 000 congressistes) et de suivre la concurrence des villes comme Toronto, Seattle et Vancouver, qui ont déjà agrandi de la même façon leurs palais des congrès ou qui s'apprentent à le faire. À titre de comparaison, Atlanta a 1 million de pieds carrés, Dallas, 1,5 million. Le roi nord-américain des halls de foire est Chicago, qui, avec ses 2,2 millions de pieds carrés, peut recevoir 75 000 congressistes.

L'agrandissement du Palais des congrès fera passer son déficit d'exploitation de 4 à 4,5 millions par année, son compte de taxes municipales, de 5,5 à 11,8 millions et le service de sa dette, de 9 millions à 16,4 millions. La subvention provinciale pour éponger le déficit total passera donc de 18,5 à 32,7 millions.

Un ex-footballeur de 92 ans barre le chemin au maire Yeomans, de Dorval

ÉRIC TROTTIER

Les jeux ne sont pas encore faits pour le maire sortant de Dorval, Peter Yeomans.

Élu pour la première fois en 1982, puis réélu sans opposition en 1986, 1990 et 1994, M. Yeomans risque d'avoir à réapprendre comment mener une campagne électorale, car un adversaire se profile à l'horizon des élections du 1er novembre : Jan Eisenhardt, joueur de soccer membre de l'équipe championne de France de 1924, aujourd'hui âgé de... 92 ans.

« Je ne veux pas devenir maire, a prévenu M. Eisenhardt, hier, en entrevue avec *La Presse*. Je veux seulement donner la chance à ceux qui n'aiment pas M. Yeomans de le lui faire savoir. M. Yeomans a obtenu trois mandats de suite sans opposition et je crois que ce n'est pas démocratique. Personnellement, je vais voter pour lui, car j'estime qu'il fait du très bon travail, mais il y a sûrement des gens qui sont opposés à ses décisions et ils n'ont pas de porte-parole. Alors je serai celui-là. »

Bon ami de M. Yeomans, M. Eisenhardt dit que le maire se comporte parfois comme un roi. « M. Yeomans est un très bon maire, dit-il, mais il lui arrive d'être arrogant avec ses concitoyens. »

Après avoir remporté trois fois la Coupe de France de football avec l'Olympique de Marseille en 1924, 1925 et 1926, M. Eisenhardt, originaire du Danemark, s'est établi au Canada en 1928 où il est devenu une figure dominante du sport amateur et olympique canadien.

Il fut notamment l'instigateur de la toute première Loi canadienne sur le sport et l'activité physique, en 1943, avant de devenir le directeur national des sports et de travailler pour l'ONU. Mais le non-

général a dû mettre fin à sa carrière quand, en 1952, époque peu glorieuse de la guerre froide et du maccarthysme, il fut banni par le gouvernement fédéral pour « activités communistes ».

M. Eisenhardt croit que son nom a été placé sur une liste noire parce qu'on l'a vu en compagnie de Russes travaillant pour l'ambassade à Ottawa, Russes qu'il avait rencontrés durant les pires combats de la Deuxième Guerre mondiale. À ce sujet, il doit d'ailleurs rencontrer un émissaire du solliciteur général du Canada, le 2 octobre prochain, et espère recevoir des excuses officielles du gouvernement du Canada.

Malgré ses déboires, M. Eisenhardt n'a jamais cessé de faire du sport. Samedi dernier, celui qui demeure très actif malgré son âge — il joue toujours régulièrement au tennis et au golf — a remporté un tournoi de soccer, la Coupe des pays nordiques, qui se déroulait à Pointe-Claire.

Ayant développé à la suite de son expérience personnelle un sens aigu de la démocratie, M. Eisenhardt dit qu'il ne se présente pas à la mairie de Dorval pour faire une blague. Il affirme avoir récolté les dix signatures nécessaires pour signifier sa candidature au président des élections, mais il veut attendre la date limite, le 9 octobre, pour voir si un autre candidat à la mairie se présente, auquel cas il abandonnerait son projet.

Pour sa part, le maire Yeomans respecte la démarche de son « adversaire » : « C'est un grand démocrate ; il y croit vraiment », lance le maire, qui estime cependant qu'une élection à la mairie, « juste pour ramasser 200 ou 300 votes dans l'opposition », va quand même coûter 30 000 \$, ce qui est « un peu abusif », selon lui.



Jan Eisenhardt, champion de soccer âgé de 92 ans, veut se présenter à la mairie de Dorval pour redonner de la démocratie à cette ville.



La police, comment ça marche ?

La police de la Communauté urbaine de Montréal a ouvert au public, hier, deux de ses postes de quartiers, le 25, dans le quartier Côte-des-Neiges, et le 47, rue De Marseille, dans l'est de la ville. L'agente Nathalie Hervieux du poste 25 explique à un groupe de jeunes le fonctionnement de l'ordinateur utilisé par les policiers pour transmettre de l'information additionnelle à leurs collègues présents sur la scène d'un événement.

PHOTO ROBERT SKINNER

Montréal métro

Manif en faveur des « sans-papiers » chiliens dans la basilique Notre-Dame

MARIE-CLAUDE GIRARD

Une quarantaine d'étudiants supportant la cause des Chiliens menacés de déportation ont fait irruption hier matin dans la basilique Notre-Dame, interrompant le début de la messe, pour tenter de sensibiliser une foule en grande partie composée de touristes.

Tandis que la messe commençait comme à l'habitude, les manifestants ont lu tant bien que mal un discours rendu inaudible par les accents de l'orgue et les chants de la chorale. Le prêtre a finalement fait signe à l'organiste de s'interrompre, laissant les étudiants terminer leur oraison.

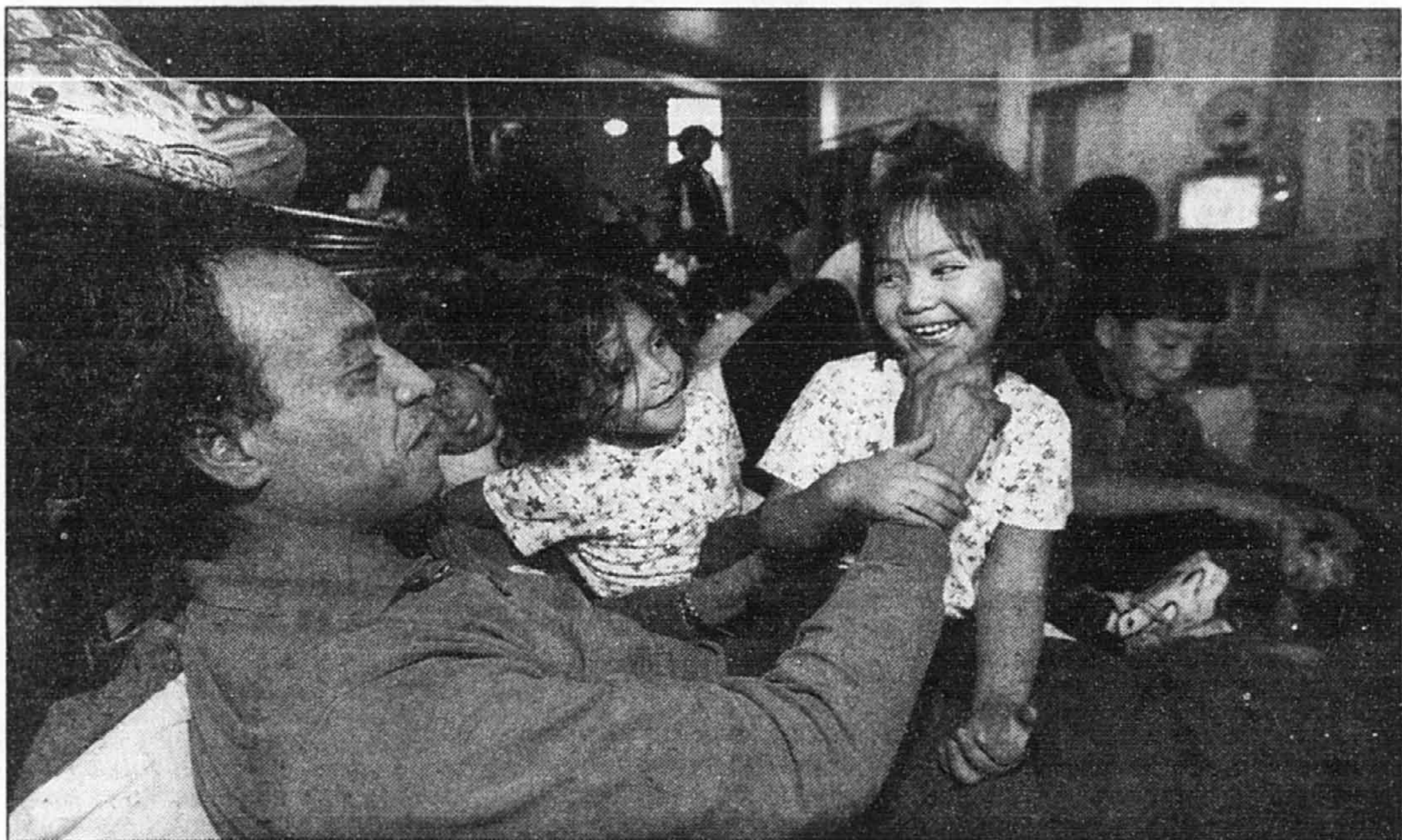
Si des membres de l'assemblée

ont applaudi, quelques-uns les ont aussi traités de « communistes » et d'athées, rapporte un des organisateurs de la manifestation, Félix Kaplan, du parti de la démocratie socialiste.

Dans l'espoir d'attirer davantage l'attention sur le sort des familles chiliennes réfugiées à l'église St-Jean-de-la-Croix, dans la Petite-Italie, un groupe d'étudiants de l'UQAM et du cégep du Vieux-Montréal ont choisi de transporter la bataille dans un lieu plus animé. Le Canada ne reconnaît pas que le Chili est toujours une dictature, soutient M. Kaplan.

Pourquoi une église ? Parce que c'est un symbole important pour les Chiliens. « Dans les églises, on pouvait dire ce qu'on voulait », note René Gonzales, lui-même en attente d'une décision d'Immigration Canada.

Une quinzaine de familles, à qui le ministère de l'Immigration a fait parvenir des avis de déportation,



Luis Gatoca et sa petite Gladys, trois ans. Celle-ci avait neuf mois quand ses parents sont arrivés à Montréal, en demandant le statut de réfugiés politiques. Ils ont déjà reçu leur avis de déportation.

PHOTO ALAIN ROBERGE, La Presse

s'entassent maintenant dans la sacristie de l'église Saint-Jean-de-la-Croix. Ce geste désespéré succède à une grève de la faim, l'hiver dernier, de certains membres du comité des réfugiés chiliens. Quelque 27 enfants vivent présentement dans l'église du boulevard Saint-Laurent.

Le comité dénonce les conditions

dans lesquelles sont arrêtés puis détenus ceux qui n'ont pas reçu leur statut de réfugié politique. Il s'indigne aussi de la déportation, hier après-midi, d'une femme et de trois de ses enfants. Le quatrième enfant d'Edith Diaz, Astrid, 14 ans, est en fugue depuis le mois dernier, et n'a pas quitté le pays avec sa famille.

Une des occupantes de l'église, Janet Torres, enceinte de sept mois et demi, raconte avoir eu des contractions samedi soir. Au pays depuis deux ans et demi, la jeune femme et son conjoint ont déjà reçu leur avis de déportation. Elle ne peut se rendre à l'hôpital sans être arrêtée. Dans l'église, elle espère ne pas être inquiétée.

Ouvrir un bureau de change au Québec, c'est facile

ANDRÉ CÉDILOT

Au Québec et ailleurs au Canada, il est aussi facile d'ouvrir un bureau de change qu'un dépanneur !

Selon les personnes interrogées par *La Presse*, dont un changeur qui a des bureaux à Montréal et Toronto, il suffit d'enregistrer une compagnie, de trouver un local et d'obtenir un permis de la municipalité, une formalité.

Le plus difficile, paraît-il, est d'ouvrir un compte dans une institution financière. Soucieuses de leur image, les banques font enquête et exigent de sérieuses garanties avant d'accepter de négocier avec les propriétaires d'un bureau de change.

Une fois ces formalités accomplies, il s'agit de se procurer des devises étrangères — surtout des dollars américains — dans les établissements financiers locaux ou situés directement dans les pays concernés.

« L'important est d'acheter les devises au plus bas prix, de façon à faire le plus de profit possible lors de la revente », a indiqué un homme d'affaires qui a déjà tenu un bureau de change dans le centre-ville de Montréal.

Il importe aussi de s'assurer d'un approvisionnement régulier et suffisant des devises les plus en demande. Une première mise de fonds de 50 000 \$ est minimalement requise pour acheter des devises d'une quinzaine de pays.

Les profits viennent de la diffé-



PHOTO ÉRIC ST-PIERRE, La Presse

Le bureau de change Transfert Express du 7162, rue Saint-Hubert, ouvert il y a trois ans, et par où passait le gros de l'argent du réseau démantelé la semaine dernière.

rence souvent minime entre le prix d'achat et le prix de vente. Certains exigent aussi de leurs clients des frais fixes ou une légère commission sur certaines transactions qu'ils effectuent. Il s'agit le plus souvent d'argent comptant ou de traites bancaires.

Étant donné les fluctuations du marché, surtout par les temps qui courent, il n'est pas si aisé d'administrer un bureau de change. La compétition est également féroce : un récent recensement de la police révèle qu'il y en aurait plus de 350 dans la grande région de Montréal !

C'est ce qui incite des tenanciers à recourir à toutes sortes de stratagèmes pour garnir leurs coffres. Certains, par exemple, sollicitent directement dans la rue les touristes américains pour leur offrir de changer leurs précieux dollars à un meilleur taux que dans les magasins et restaurants.

Plusieurs, bien sûr, ferment les yeux plus facilement sur les transactions douteuses. Surtout que celles-ci leur rapportent parfois une ristourne plus généreuse.

En vertu de la loi, les bureaux de change sont astreints à une seule véritable règle : ils doivent, comme les autres institutions financières, consigner dans un registre officiel les transactions de 10 000 \$ et plus, en mentionnant le nom du client et la provenance déclarée de l'argent.

Selon les policiers, cette législation est plus ou moins efficace puisque les plus habiles présentent

souvent de fausses cartes d'identité. « De toute façon, on ne peut pas guérir tous les maux d'un système. Ce n'est pas à nous, mais à la police d'arrêter les mécréants », affirme un changeur.

« Dans les faits, nous sommes de simples vendeurs de devises. À ce compte-là, le gouvernement devrait également faire des lois sur la vente des équipements de laboratoire ou de fournitures électriques servant à construire les serres hydroponiques, si populaires depuis quelques années auprès des trafiquants québécois », indique l'homme d'affaires.

Comme vient de le montrer une fois de plus la Sûreté du Québec, certains bureaux de change sont toutefois carrément sous le joug d'organisations criminelles. L'enquête a révélé que 80 % des transactions effectuées par Transfert Express, rue Saint-Hubert, seraient d'origine douteuse.

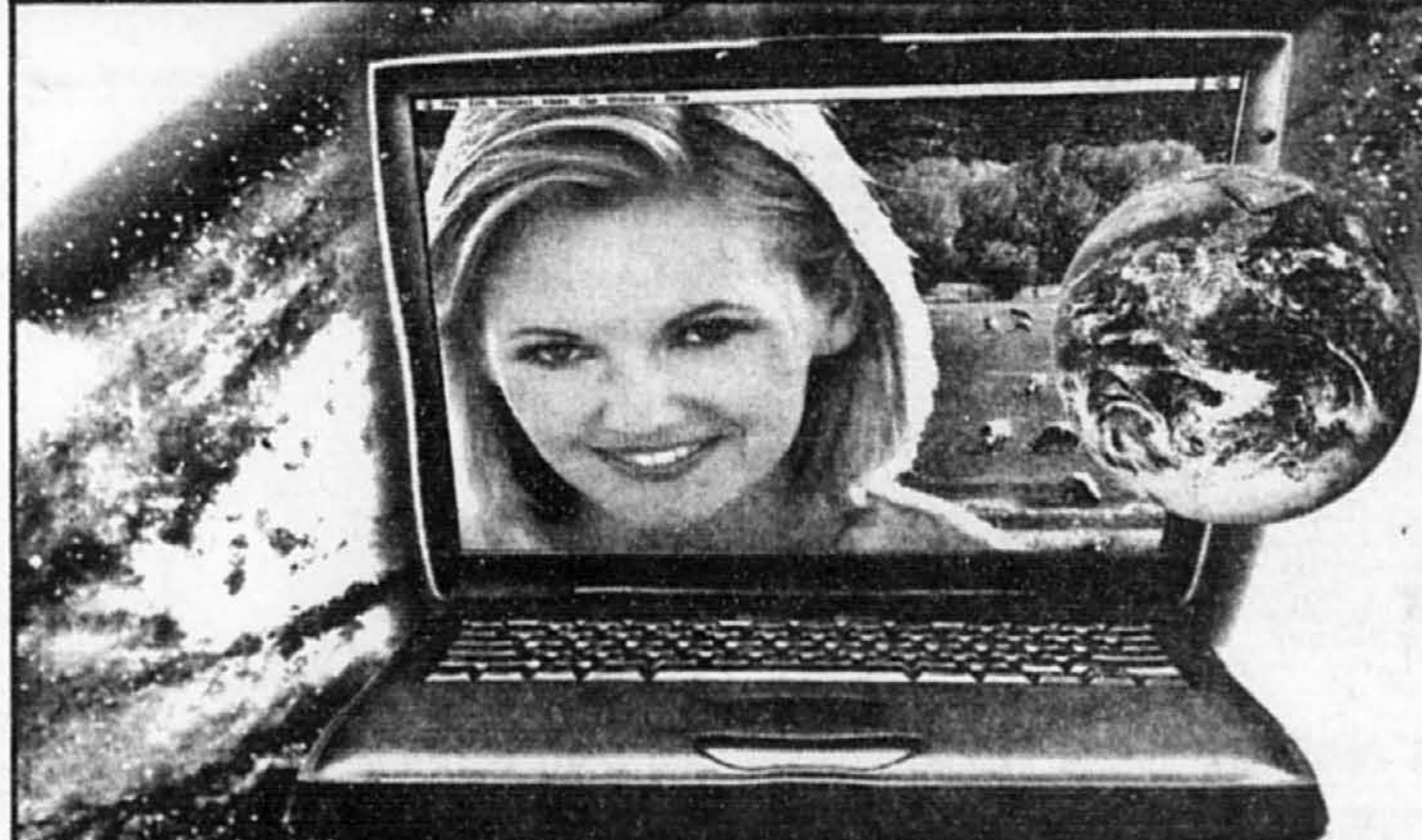
Avec cinq autres bureaux de change, Transfert Express aurait blanchi pas moins de 60 millions d'octobre 1997 à septembre 1998. La plupart des transactions se faisaient en argent comptant. Le tiers aurait servi à renouveler les stocks de drogue, tandis que le reste était réinvesti en République dominicaine.

Là encore, une bonne partie de ces capitaux se sont retrouvés à l'étranger grâce aux billets de 1000 \$ — les fameux « pinkies » — comme les appellent les trafiquants — que le Canada est le seul à posséder dans le monde.

SALON LE MONDE DES AFFAIRES

Place Bonaventure - Montréal, les 23, 24 et 25 septembre 1998

MERCREDI: 10 h 30-18 h; JEUDI: 10 h 30-21 h; VENDREDI: 10 h 30-18 h



Bienvenue
au
21^e siècle

www.lemondedesaffaires.com

L'événement d'affaires le plus important de l'année!

- **DÉCOUVREZ** comment le mariage de l'Internet et des télécommunications peut rendre votre entreprise plus performante!
- **RENCONTREZ** des supercréateurs de sites Web qui vous aideront à rendre votre site plus opérationnel.
- **EXPÉRIMENTEZ** le premier téléphone satellite et une multitude d'autres innovations.
- **MAÎTRISEZ** les astuces du courrier électronique et de l'intranet!
- **AUTOMATISEZ** votre force de vente et augmentez votre chiffre d'affaires!
- **CONTACTEZ** les membres de délégations commerciales venus des quatre coins du monde.
- **VOYEZ** la grande vitrine du Gouvernement québécois sur les produits ayant connu du succès à l'étranger.
- **ÉCHANGEZ** en direct avec les décideurs d'Équipe Canada.

TOUT EST LÀ,
SOUS LE MÊME
TOIT!

500
exposants

vous présentent les dernières nouveautés en matière de technologie, d'exportation, de multimédia d'affaires, de franchisage, d'ergonomie, de gestion, de formation, de marketing d'avant-garde...!

PARTICIPEZ au Colloque Oracle sur le commerce électronique et apprenez comment faire des affaires dans le cyberspace!

Autres activités et modules incontournables:

- SALON DES NOUVEAUX MARCHÉS DE LA CONSTRUCTION
- MODULE ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL
- PAVILLON GESTIONNAIRE DU 21^e SIÈCLE
- CONSULTATIONS SUR LE «BOGUE DE L'AN 2000»
- CONCOURS LE NOUVEL EXPORTATEUR AIR FRANCE



Politique

Le menu de la rentrée parlementaire à Ottawa : « Peppergate », fusions bancaires, surplus...

GILLES TOUPIN
du bureau de La Presse, OTTAWA

La rentrée parlementaire s'annonce plutôt mouvementée aujourd'hui avec la détermination des partis d'opposition de demander des comptes au premier ministre Jean Chrétien pour le rôle qu'il aurait joué dans la répression au poivre de Cayenne d'une manifestation pacifique à Vancouver l'année dernière lors du sommet Asie-Pacifique.

L'opposition veut savoir si des allégations d'interférence politique de la part du premier ministre sont fondées, si les ordres transmis à la GRC pour repousser la quarantaine de manifestants loin des regards du dictateur indonésien Suharto provenaient du bureau du premier ministre.

Outre ce que les journaux anglophones ont déjà qualifié de « Peppergate », les grands thèmes de la rentrée, du moins ceux qui animeront la période quotidienne des questions, seront ceux des fusions bancaires et du rapport MacKay, des politiques fiscales du gouvernement et de la polémique entourant l'union sociale. Le dossier de l'hépatite C referra surface aussi à la suite des nouvelles propositions faites à Regina vendredi par le ministre de la Santé, Allan Rock.

La première semaine de cette reprise sera également marquée par un discours aux Communes jeudi du président sud-africain Nelson Mandela.

Avec le dépôt prochain à la Chambre du rapport du Groupe de travail sur les institutions financières, le débat sur les fusions bancaires reprendra avec pour seul grand dissident le NPD qui rejette toute idée de mariage entre les grandes banques.

Le ton risque aussi de monter lorsque les partis d'opposition mettront le gouvernement Chrétien au défi à l'égard de ses politiques fiscales. Le discours économique tenu par M. Chrétien la semaine dernière au Nouveau-Brunswick laissait entendre que la promesse du livre rouge de répartir les surplus budgétaires 50-50 entre, d'une part, des dépenses de programme (lire la santé) et, d'autre part, des réductions d'impôts et le remboursement de la dette était pratiquement oubliée — du moins pour le budget qui doit être rendu public au début de l'année prochaine.

Le premier ministre a mis l'accent dans son discours sur le remboursement de la dette, au-delà du

fond de contingence de trois milliards, tout en promettant de modestes dépenses pour les soins de santé et des réductions d'impôt. Cela signifie en clair que le volet réduction de la dette dépassera le pourcentage des 50 % des excédents budgétaires, ce qui sonne le glas pour les provinces d'un renflouage substantiel des paiements de transfert pour les programmes sociaux.

L'union sociale

Quant à l'union sociale, la sortie de M. Chrétien jeudi contre le consensus décidé par les premiers ministres provinciaux à Saskatoon cet été a encore mis le feu aux relations d'Ottawa avec les provinces. L'opposition, alimentée par l'indignation des premiers ministres des provinces, se fera un plaisir de rudooyer le gouvernement Chrétien sur cette question en lui rappelant que de telles initiatives unilatérales ne sont pas de nature à favoriser l'unité du pays. Les provinces demandent à Ottawa, dans le respect de la Constitution, de ne pas intervenir dans leurs champs de compétence sans d'abord obtenir leur consentement. M. Chrétien voit dans cette supplique une volonté des provinces d'émasculer le pouvoir du gouvernement central.

De nombreux projets de loi gouvernementaux, reconnaissait jeudi dernier le ministre d'État et leader du gouvernement en Chambre,



Des questions attendent le premier ministre, Jean Chrétien, à la reprise des travaux des Communes, notamment sur son rôle dans la violence exercée par la GRC lors d'une manif à Vancouver, ainsi que sur ce qu'Ottawa fera de ses surplus budgétaires.

Don Boudria, risquent aussi de susciter la controverse.

Il n'y a qu'à rappeler le fameux projet de loi modifiant la Loi sur le tabac tant attendu par les organisateurs d'événements culturels et sportifs, le projet de loi créant une nouvelle agence canadienne des douanes et du revenu, ou encore le projet de loi sur la protection de l'environnement.

La ministre de la Justice, Anne McLellan, doit aussi déposer à l'automne un projet de loi musclé sur la justice juvénile. M^{me} McLellan

veut d'abord rencontrer ses homologues provinciaux en octobre pour revoir les détails de la nouvelle législation.

Le gouvernement Chrétien entend légiférer également sur le commerce électronique, le contrôle de la corruption mondiale, la mise en oeuvre du nouvel organisme chargé de l'approvisionnement en sang, la réforme électorale, les tribunaux administratifs, le Code criminel et sur un traité d'interdiction des essais nucléaires.

Ford

Ford du Canada Limitée

VENTE AUTORISÉE DU MANUFACTURIER

Windstar GL 98

4 fauteuils Capitaine

Climatiseur

7 passagers

Jantes en aluminium de 15 po

Freins ABS aux 4 roues

Moteur V6 de 3,8L, 200 ch

Volant réglable avec

programmateur de vitesse

Groupe d'équipements électriques:

verrouillage des portes,

rétroviseurs et lève-glaces

Siège du conducteur

basculant/couissant

Glaces unidirectionnelles

Porte-bagages

Radio AM/FM stéréo/cassettes

Groupe éclairage

Tapis avant/arrière

CHOISISSEZ LE PAIEMENT QUI VOUS CONVIENT LE MIEUX

MISE DE FONDS ou échange équivalent	MENSUALITÉ location 24 mois
3335\$	269\$
1395\$	349\$

LOCATION SANS COMPTANT DISPONIBLE

269\$*

par mois
TRANSPORT INCLUS
AUCUN DÉPÔT DE
SÉCURITÉ REQUIS



AVANTAGES
24
mois
LOCATION

LE PLAISIR DE CHANGER DE
VEHICULE AUX DEUX ANS
OPTION D'ACHAT À
VALEUR GARANTIE
MINIMISEZ VOTRE
OBLIGATION FINANCIÈRE

0%**

de taux de crédit jusqu'à 36 mois à l'achat des modèles 1998 suivants:
Escort, ZX2, Contour, Mystique, Taurus, Sable, Mustang, Ranger, Villager,
Explorer, Windstar et Série F.

OFFRES D'UNE DURÉE TRÈS LIMITÉE



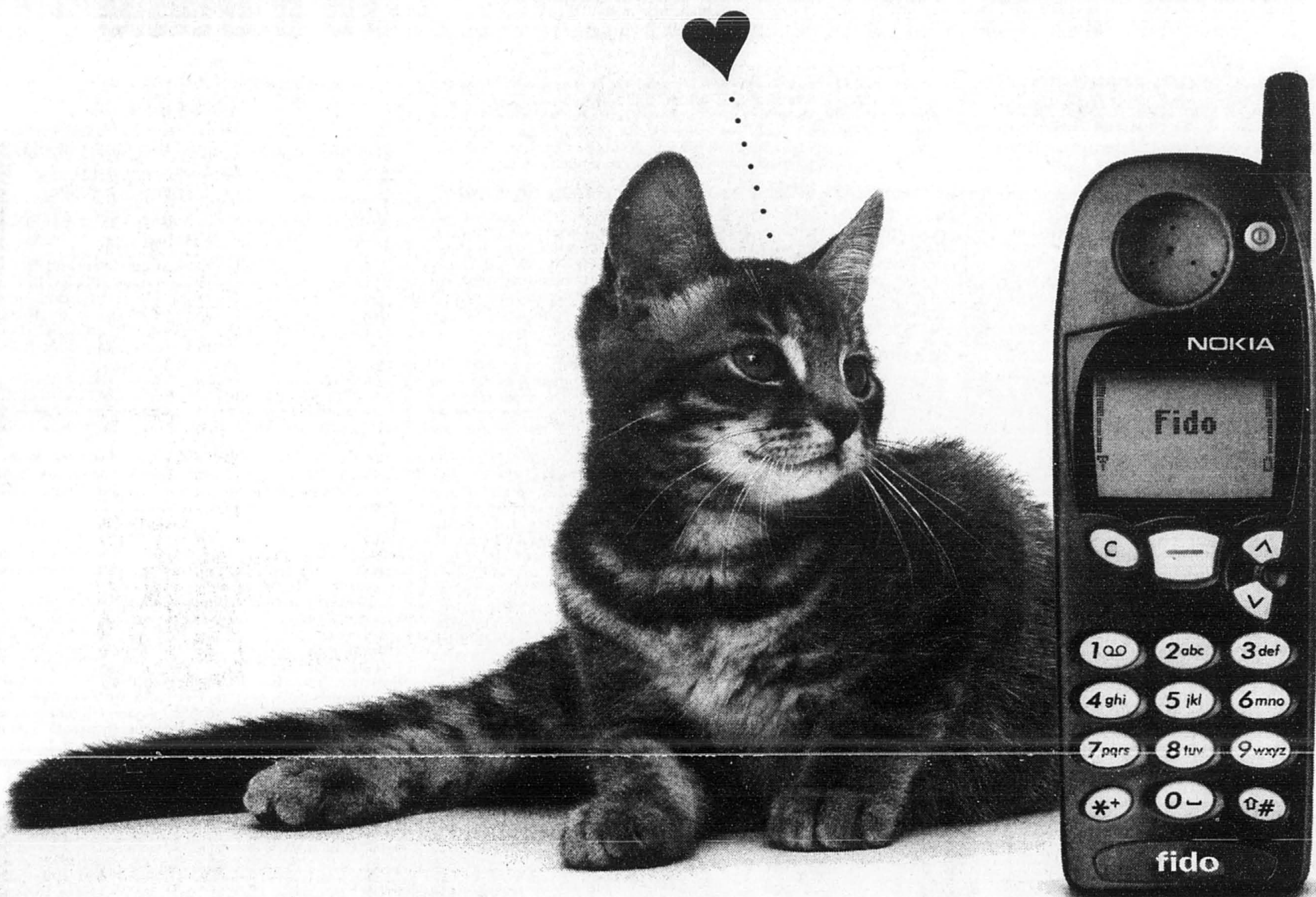
Vos concessionnaires Ford et vos
concessionnaires Lincoln Mercury

www.acfmq.qc.ca



PROGRAMME POUR DIPLÔMÉS: Obtenez un rabais supplémentaire de 1000\$.

Photo à titre indicatif seulement. *Avec groupe d'équipements préférés 357B. Transport inclus. Aucun dépôt de sécurité requis. Première mensualité exigée. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Des frais de 0,08 \$ du kilomètre après 40 000 kilomètres et d'autres conditions s'appliquent. **L'offre de taux de crédit de 0% jusqu'à 36 mois offerte par Crédit Ford s'applique à l'achat au détail de tous les modèles neufs 1998 en stock suivants: Escort, ZX2, Contour, Mystique, Taurus, Sable, Mustang, Ranger, Villager, Explorer, Windstar et Série F (Série F dont le PTAC est inférieur à 8500 lb). Sujet à l'approbation du crédit. Cette offre ne peut être combinée avec aucune autre offre. Voyez votre concessionnaire pour obtenir tous les détails.



Tout le monde craque pour le nouveau Fido Nokia 5190

SCP ou bimode, à votre choix

Fiable et facile à utiliser, le nouveau Nokia 5190 vous donne accès à toutes ses fonctions à l'aide d'une seule touche, la Navi-Key.

Sa pile longue durée ultra performante vous procure jusqu'à 4 heures de conversation continue et jusqu'à 6 jours de veille en mode SCP.

SCP

Réseau SCP numérique.

75\$

Vous pourrez également passer au bimode en achetant le module analogique séparément pour 75 \$.

Bimode

Accès au réseau SCP et à un réseau analogique offrant une couverture d'un océan à l'autre.

150\$

Ces prix sont valables avec activation au Service Fido®.



Puce : 25 \$

Appelez-le par son nom :
1 888 482-FIDO
www.fido.ca



C'EST VOUS, LE MAÎTRE.

Fido est une marque déposée de Microcell Solutions Inc.

fido LES MAGASINS

- 1004, rue Sainte-Catherine Ouest
- Carrefour Angrignon
- Carrefour Laval
- Centre Rockland
- Carrefour du Nord, Saint-Jérôme
- Carrefour de l'Estrie, Sherbrooke

Fido vous attend aussi dans les points de vente participants de la grande région de Montréal :



Décès de la mère de la duchesse d'York

Associated Press
LONDRES

Susan Barrantes, la mère de la duchesse d'York, Sarah Ferguson, s'est tuée samedi dans un accident de la route en Argentine, a rapporté hier l'agence britannique Press Association (PA). Elle avait 61 ans.

La mère de Sarah avait quitté le major Ronald Ferguson, ancien entraîneur de polo de la reine, et leurs deux filles alors que la future duchesse n'était qu'une enfant. Elle s'était remariée en 1975 avec le joueur de polo argentin Hector Barrantes, aujourd'hui décédé.

Selon PA, citant le palais de Buckingham, la reine Elizabeth II a été informée de ce décès alors qu'elle se trouve actuellement en visite à Kuala Lumpur, en Malaisie, pour la clôture des Jeux du Commonwealth. Elle s'est dite « troublée et très attristée », a indiqué son secrétaire de presse.

Sarah Ferguson avait épousé en 1986 le prince Andrew, duc d'York et fils cadet d'Elizabeth II, à qui elle donna deux enfants, les princesses Beatrice, 10 ans, et Eugénie, 8 ans. Le couple devait divorcer 10 ans plus tard.

« Fergie », aujourd'hui âgée de 38 ans, a aussitôt interrompu ses vacances en Italie avec sa fille Eugénie pour regagner Londres, avant de se rendre en Argentine. Eugénie rejoindra pour sa part son père et sa soeur.

« C'est un coup terrible pour elle », a indiqué la porte-parole Kate Waddington en parlant de la duchesse, qui a perdu sa belle-soeur Diana il y a un peu plus d'un an.

Susan Barrantes aurait été « décapitée » dans l'accident, a indiqué le chef de police de Tres Lomas, Hector Dimas Molinuevo. Le neveu par alliance de Mme Barrantes, Rafael, qui prenait place dans la Land Rover conduite par la victime, et le chauffeur du véhicule qui est entré en collision avec eux n'ont subi que des blessures mineures.

On ignorait encore hier soir les détails des funérailles mais selon la porte-parole de la duchesse, Mme Barrantes sera inhumée aux côtés de son second mari, près de Buenos Aires.

EN BREF

Swissair : d'autres identifications sous peu

■ L'identité d'autres victimes de l'écrasement du vol 111 de Swissair devrait être confirmée aujourd'hui par le coroner de la Nouvelle-Écosse. Le Dr John Butt doit reprendre aujourd'hui sa tâche qui consiste à essayer d'identifier plus de 140 échantillons d'ADN prélevés sur les restes humains repêchés au fond de la baie de St-Margaret. Seulement dix victimes ont été officiellement identifiées jusqu'à présent, sur les 229 personnes mortes dans l'écrasement du vol 111 le 2 septembre au large de la Nouvelle-Écosse. Des plongeurs du USS Grapple ont continué hier de sortir des débris et des restes humains de l'épave qui git en pièces détachées à 60 mètres de profondeur.

Enseignants ontariens : la grève risque de durer

■ Des milliers d'élèves des écoles ontariennes sont privés de cours pour une troisième semaine car leurs professeurs sont sans contrat de travail, et un leader syndical craint qu'ils ne retournent pas en classe de sitôt. Quatre commissions scolaires ont décrété un lock-out, ce qui semble indiquer que la situation va durer encore très longtemps, dit Marshall Jarvis, président de l'Association des enseignants catholiques anglophones de l'Ontario. Il n'y a pas eu de négociations au cours de la fin de semaine.

Mexique : 180 morts et 550 disparus

■ Le bilan des victimes des inondations qui frappent le sud-est du Mexique depuis près de deux semaines pourrait s'alourdir, s'est inquiété samedi le ministère de la Santé. Pour l'heure, on recensait au moins 181 morts et jusqu'à 550 disparus dans l'État du Chiapas. De plus, 450 000 étaient toujours sans abri. Le président mexicain Ernesto Zedillo s'est rendu samedi pour la cinquième fois dans la zone sinistrée, visitant Tapachula, une ville située tout près de la frontière avec le Guatemala. Le Chiapas est soumis à des pluies ininterrompues, amenées par les tempêtes du Pacifique, qui ont provoqué l'une des plus graves inondations que le pays ait connue depuis un demi-siècle. C'est à Valdivia, un gros bourg de 7000 habitants situé près du Pacifique, que le bilan pourrait être le plus lourd.

Ferry philippin : les recherches continuent

■ La marine philippine et les garde-côtes ont continué leurs recherches hier soir en dépit de faibles espoirs de retrouver de nouveaux survivants au naufrage du ferry Princess of the Orient, dont le bilan est monté à 51 morts. Plus d'une douzaine de corps, la plupart portant encore des gilets de sauvetage, ont été retrouvés hier dans la station balnéaire de Naic, à quelques kilomètres de l'endroit où le ferry de 13 000 tonnes a coulé dans la nuit de vendredi à samedi après avoir été pris dans une très forte mer causée par un typhon qui affectait le nord des Philippines. Neuf survivants, tremblant de froid et les yeux injectés de sang après 36 heures passées dans l'eau, ont été secourus en milieu de matinée, redonnant le moral aux équipes de recherche.

Un banquier au paradis

Agence France-Presse
BRESCIA, Italie

Jean Paul II a béatifié hier le banquier catholique italien Giuseppe Tovini, fondateur à la fin du siècle dernier du Banco Ambrosiano, dont la faillite en 1982 a éclaboussé la banque du Vatican IOR (Institut pour les Oeuvres de Religion).

Cinquante mille fidèles ainsi que les présidents des plus importantes banques italiennes, proches des milieux catholiques, ont assisté à la béatification, présidée par le souverain pontife au stade de Brescia (nord), une riche ville industrielle, près de Milan, avec la plus haute concentration de banques et d'instituts de crédit de la péninsule.

« Giuseppe Tovini est aujourd'hui dans la gloire du paradis », a commenté le pape dans son discours en citant une affirmation du banquier : « Nos enfants sans la foi ne seront jamais riches, grâce à la foi ils ne seront jamais pauvres ».

La banque San Paolo, le Banco Ambrosiano, devenu aujourd'hui le Banco Ambroveneto et la Banque de la Valle Camonica, fondées par Giuseppe Tovini, ont financé le procès en béatification de ce dernier, ouvert au Vatican il y a 50 ans. Les responsables de la fondation Giuseppe Tovini, créée par ces banques et par d'autres importants groupes financiers catholiques ont souhaité que le nouveau bienheureux soit proclamé « patron » des banquiers.

Père de dix enfants, homme politique catholique et administrateur de la mairie de Brescia, Giuseppe Tovini, né en 1841 et mort en 1897, a été le promoteur de nombreuses initiatives dans le domaine éducatif, des finances, des oeuvres d'assistance de l'Église et des médias. Il a fondé en 1896 le Banco Ambrosiano, dont le dernier PDG, le financier catholique lombard Roberto Calvi, avait accepté de s'inscrire à la loge maçonnique de Licio Gelli, actuellement en prison à Marseille, accusé d'être le principal responsable de la faillite de cette banque. Roberto Calvi a été découvert pendu sous un pont de la Tamise le 18 juin 1982.

Ford

Ford du Canada Limitée

VENTE AUTORISÉE DU MANUFACTURIER

**Escort LX 98
berline**

Moteur de 2 L, 110 ch
Boîte manuelle 5 vitesses
Direction et freins assistés
Sacs gonflables
Glaces teintées
Radio AM/FM stéréo avec haut-parleurs haut de gamme

CHOISISSEZ LE PAIEMENT QUI VOUS CONVIENT LE MEILLEUR

MISE DE FONDS ou échange équivalent	MENSUALITÉ location 36 mois
1 895\$	199\$
895\$	229\$

LOCATION SANS COMPTANT DISPONIBLE

la COURSE à la VIE CIBC
dimanche 4 octobre

1999\$*
par mois
TRANSPORT INCLUS
AUCUN DÉPÔT DE SÉCURITÉ REQUIS

DE PLUS PAR MOIS, OBTENEZ L'ESCORT SE AVEC TRANSMISSION AUTOMATIQUE ET CLIMATISEUR.
POUR 29\$



0%**

de taux de crédit jusqu'à 36 mois à l'achat des modèles 1998 suivants: Escort, ZX2, Contour, Mystique, Taurus, Sable, Mustang, Ranger, Villager, Explorer, Windstar et Série F.

CES OFFRES SE TERMINENT LE 30 SEPTEMBRE 1998.



Vos concessionnaires Ford et vos concessionnaires Lincoln Mercury

www.acfmq.qc.ca



PROGRAMME POUR DIPLÔMÉS: Obtenez un rabais supplémentaire jusqu'à 1000\$.

Photo à titre indicatif seulement. *Transport inclus. Aucun dépôt de sécurité requis. Première mensualité exigée. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Des frais de 0,08\$ du kilomètre après 60 000 kilomètres et d'autres conditions s'appliquent. **L'offre de taux de crédit de 0% jusqu'à 36 mois offerte par Crédit Ford s'applique à l'achat au détail de tous les modèles neufs 1998 en stock suivants: Escort, ZX2, Contour, Mystique, Taurus, Sable, Mustang, Ranger, Villager, Explorer, Windstar et Série F (Série F dont le PTAC est inférieur à 8500 lb). Sujet à l'approbation du crédit. Cette offre ne peut être combinée avec aucune autre offre. Voyez votre concessionnaire pour obtenir tous les détails.

Un athlète happé par deux voitures

NADINE FILION
MONT SAINTE-ANNE

Que pouvait bien faire le jeune Gareth Edward Varley sur la route 360 à 3h30 du matin, titubant sur la ligne pointillée du grand boulevard menant au mont Sainte-Anne ? Sans doute ne le saura-t-on jamais. L'athlète de 17 ans de la Nouvelle-Zélande, qui a pris part aux Championnats du monde en vélo de montagne cette semaine, a été mortellement happé non pas par un, mais par deux véhicules.

Selon Richard Gagné, de la Sûreté du Québec, le jeune homme venait de quitter l'un des bars situés à proximité de la station de ski, tout comme les nombreux athlètes qui étaient allés y fêter les performances de la journée. « Même que ça fête fort, a indiqué M. Gagné. Nous avons eu à intervenir au bar l'Aventure, là où environ 150 personnes étaient demeurées à l'extérieur. »

Voulant probablement retourner aux appartements où était, tout près de là, hébergée son équipe, Gareth Edward Varley, un athlète de catégorie junior en cross-country, a emprunté à pied la route 360, fort peu éclairée. Selon les témoins, il titubait au beau milieu de la chaussée. Une première voiture a été en mesure de l'éviter et a klaxonné mais la seconde, conduite par un ingénieur français partici-

pant aux Championnats du monde, accompagné d'un journaliste français, l'a violemment heurté dans le dos. Le jeune athlète a volé dans les airs avant d'atterrir sous les roues d'un second véhicule, celui-là manœuvré par un jeune de 16 ans résidant dans la région. Ce dernier venait tout juste d'obtenir son permis. Le piéton imprudent a été tué sur le coup.

Des prises de sang ont été effectuées afin de connaître son taux d'alcoolémie et une autopsie doit aujourd'hui être pratiquée. L'officier de la Sûreté du Québec est cependant formel : les deux conducteurs impliqués dans l'accident étaient tout à fait à jeun. Hier soir, seulement quelques membres de la famille du jeune Varley avaient pu être avisés.

Yves Blouin, président du comité organisateur, avait toute la misère du monde hier matin à expliquer les événements. « Le vélo de montagne est sensé être une grande fête, c'est difficile à vivre. »

Le président de la commission de vélo de montagne pour l'Union cycliste internationale (UCI), Marc Lemay, rapportait hier que les entraîneurs néo-zélandais étaient absolument défaits. « Ce fut un choc pour eux, une grande tristesse. Il leur sera difficile de retourner dans leur pays. »

L'ami Denis de St-Eustache

VOUS PROPOSE DES PRIX DE FIN D'ANNÉE

0\$ 1,9%

comptant • dépot de sécurité • disponible sur plusieurs modèles en achat ou location

10 en stock

A partir de **202\$***/mois



1998 Metro

8 en stock

A partir de **218\$***/mois



1998 Cavalier Z22

5 en stock

A partir de **298\$***/mois



1998 Malibu

12 en stock

A partir de **348\$***/mois



1998 Venture



* Location 36 mois, taxes en sus, basé sur 30 000 km par année sujet à l'approbation de crédit



CHEVROLET • OLDSMOBILE

364, rue Dubois, St-Eustache (450) 472-3200
(en bordure de l'autoroute 640)

Montréal (514) 877-4909

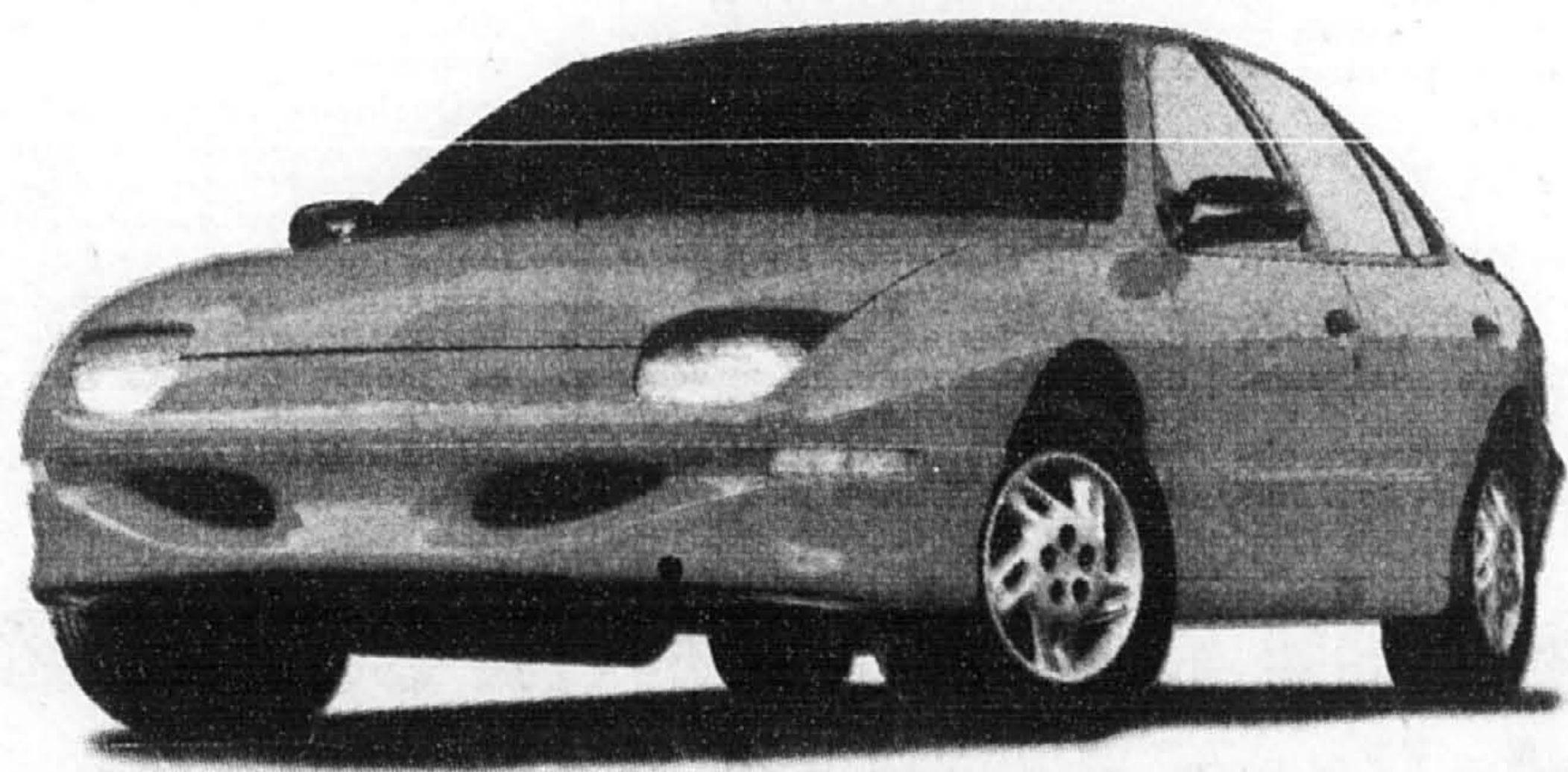
loto-québec		résultats	
649	Tirage du 98-09-19	GAGNANTS	LOTS
13 15 26 32 34 36		6/6 0	5 000 000,00\$
		5/6+ 3	277 268,80\$
		5/6 341	1 951,40\$
		4/6 16 860	75,60\$
		3/6 317 859	10,00\$
Numéro complémentaire: 33		Ventes totales: 19 388 496\$	
		Prochain gros lot (appr.): 10 000 000\$	
49	Tirage du 98-09-19	GAGNANTS	LOTS
10 21 23 45 46 49		6/6 0	1 000 000,00\$
		5/6+ 1	50 000,00\$
		5/6 17	500,00\$
		4/6 1 222	50,00\$
		3/6 24 408	5,00\$
Numéro complémentaire: 38		BONI 97	1 000,00\$
Ventes totales: 801 605,50\$		SELECTION BONI	
		9 26 27 40	
		CAGNOTTE DE 100 000\$	
Banco	Tirage du 98-09-20	Extra	Tirage du 98-09-19
1 2 4 10 12		NUMÉRO: 561599	
13 14 26 29 34	Tirage du 98-09-20	Extra	Tirage du 98-09-20
36 37 39 45 48		NUMÉRO: 605090	
54 58 59 68 69	117 6606		

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

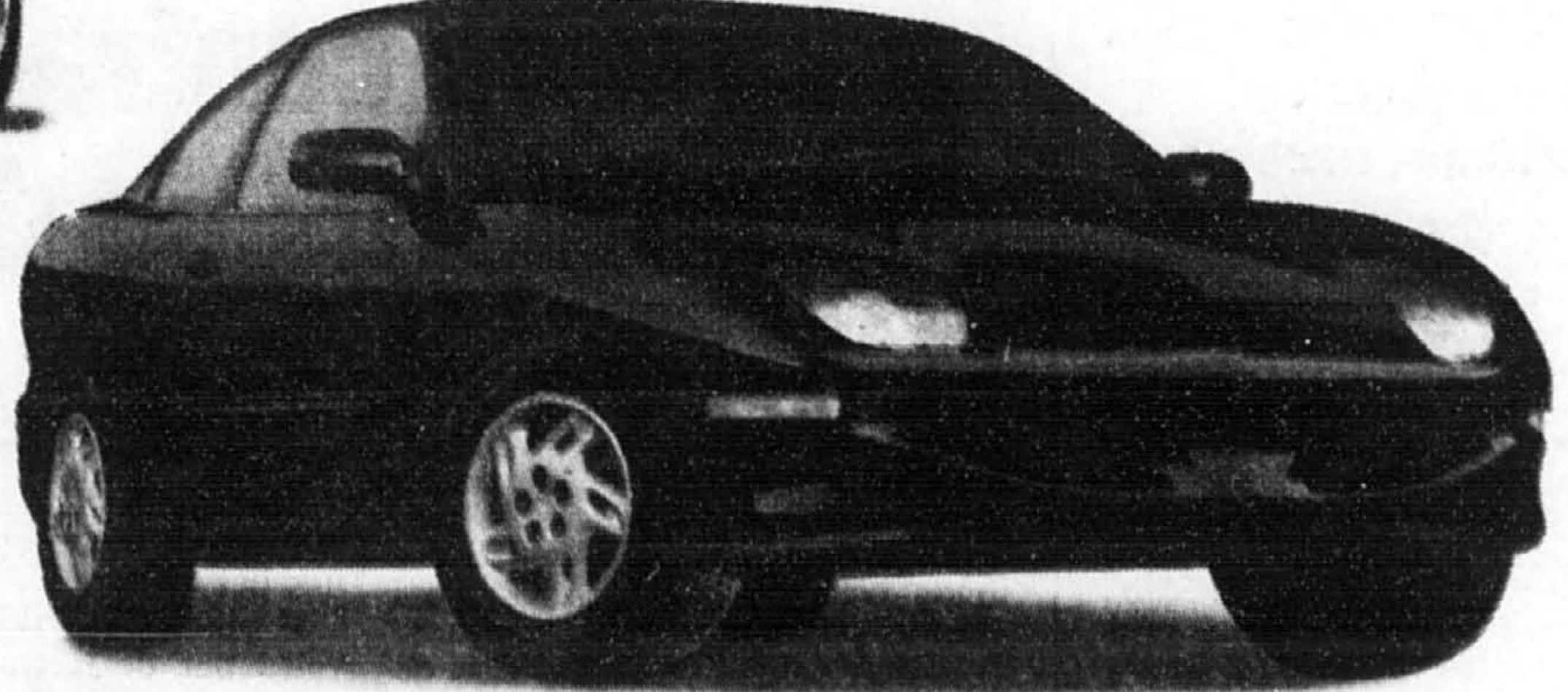
CETTE OFFRE SE TERMINE LE 30 SEPTEMBRE.

L'ÉVÉNEMENT FAITES DE LA PLACE DANS VOTRE GARAGE



PONTIAC

169\$ / mois*
Location 36 mois
14 289 \$ à l'achat***




SUNFIRE 2 ET 4 PORTES
Avec son look sportif, la Sunfire est de loin la plus excitante de sa catégorie.

- Siège arrière à dossier rabattable
- Sacs gonflables côtés conducteur et passager de nouvelle génération
- Freins antiblocage aux 4 roues
- Radiocassette AM-FM stéréo pour la 4 portes

1,9%

Aucun dépôt de sécurité. Transport et préparation inclus à la location.



L'Association marketing des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec

Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs 1998 en stock, comportant l'ensemble des équipements décrits ci-dessus. Photos à titre indicatif seulement. * Paiements mensuels basés sur un bail avec versement initial (ou échange équivalent) de 2135\$. Transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Aucun dépôt de sécurité sur approbation de GMAC. Première mensualité exigée à la livraison. Sujet à l'approbation du crédit. Frais de 12¢ du kilomètre après 60 000 km. **Taux de financement de 1,9% disponible jusqu'à 48 mois à l'achat sur la plupart des modèles en inventaire. Exemple de financement: 15 000\$ incluant transport, préparation et taxes en sus. ***À l'achat, préparation incluse, transport (645\$) et taxes en sus. L'Assistance routière et la Garantie GM TOTALSM sont offertes sur tous les véhicules neufs GM 1998 pour une durée de 3 ans ou 60 000 km selon la première éventualité. *Rabais aux diplômés taxables et accordé selon les critères établis par le manufacturier. **MD Marque déposée de General Motors Corporation. Banque TD, usager agréé. Voyez votre concessionnaire participant pour tous les détails.

Monde

L'EXPRESS
INTERNATIONAL



AFGHANISTAN

Attaque

Les talibans au pouvoir à Kaboul ont affirmé que des tirs de missiles sur la capitale afghane ont fait « environ 180 morts ou blessés », dont plus d'une centaine lors de l'attaque sur un marché de la ville. Au moins 20 personnes ont été tuées et 40 autres blessées par le tir d'un missile sur le quartier très peuplé de Khair Khana, et plus d'une centaine ont été tuées ou blessées par un autre bombardement sur un marché de l'ouest de la ville. Les trois attaques ont été attribuées aux forces d'opposition du commandant Massoud, dont les positions d'artillerie sont installées à 25 km au nord de Kaboul.

d'après AFP

SOUDAN

Riposte

Le président soudanais Omar al-Béchir a menacé à Khartoum de riposter de façon « douloureuse » contre les États-Unis en cas de nouvelle frappe américaine contre son pays. Il a affirmé que le gouvernement soudanais avait reçu une note « non signée en six points émanant de l'administration américaine affirmant qu'elle frappera à nouveau le Soudan si ses intérêts dans le monde sont encore la cible du terrorisme ». Le chef de l'État n'a pas précisé quand cette note lui était parvenue.

d'après AFP

TCHÉTCHÉNIE

Otages libérés

Le gouvernement britannique a affirmé ne pas avoir versé de rançon pour obtenir la libération de ses deux ressortissants retenus otages pendant 14 mois en Tchétchénie et revenus hier dans leur pays. Une porte-parole britannique s'est refusée à commenter les détails de la libération de Camilla Carr, 40 ans, et Jon James, 38 ans, des psychologues s'occupant d'orphelins de guerre pour une ONG qui avaient été enlevés à Grozny, la capitale de la Tchétchénie, en juillet 1997.

d'après AFP

FRANCE

Élections

Cendrine Le Chevallier (Front national, extrême droite) est arrivée en tête du premier tour de l'élection législative partielle de Toulon (sud de la France) avec 39,66 % des voix, devançant la candidate socialiste Odette Casanova qui a remporté 36,69 % des suffrages. Le second tour, le 27 septembre, donnera lieu comme en mai dernier à un duel Le Chevallier-Casanova. Deux autres élections se déroulaient à Dunkerque (nord), et Aubagne (sud). À Dunkerque, les deux candidats du Parti socialiste et de l'opposition UDF-RPR-DL seront seuls en lice dimanche prochain pour le second tour. À Aubagne, le communiste Alain Belviso arrivé en tête du premier tour affrontera le candidat de la droite unie, Bernard Deflesselles, au second tour.

d'après AFP

CORÉE DU NORD

Installations nucléaires

Les services de renseignement américain ont repéré des installations en Corée du Nord destinées à tester des « optiques à haut pouvoir explosif », des engins utilisés pour faire détoner des bombes nucléaires, selon l'hebdomadaire Newsweek. L'existence de ces installations pourrait être une preuve supplémentaire que les Nord-Coréens n'ont pas renoncé à leur programme nucléaire comme ils s'y étaient engagés en 1994.

d'après AFP

LIBERIA

Retour au calme

Le calme semblait rétabli à Monrovia après les affrontements de vendredi et samedi qui ont vu la victoire des forces de sécurité sur les partisans de l'ancien chef de guerre Roosevelt Johnson. Selon des sources concordantes, les tirs à l'arme légère et à l'artillerie lourde ont fait plusieurs dizaines de morts et plusieurs centaines de blessés.

d'après AFP

La crise politique s'aggrave en Malaisie

La police arrête l'opposant Ibrahim : 50 000 partisans manifestent

Agence France-Presse
KUALA LUMPUR

La crise politique s'est accélérée hier en Malaisie avec l'arrestation de l'opposant Anwar Ibrahim et des manifestations appelant à la démission du premier ministre Mahathir Mohamad, au moment où la reine Elizabeth entamait une visite officielle dans le pays.

L'ancien vice-premier ministre et ministre des Finances devra répondre d'accusations de sodomie, a indiqué hier soir son avocat Pawancheek Marican, cité par l'agence d'information officielle Bernama.

M. Anwar devrait être inculpé aujourd'hui dans le cadre d'une affaire d'outrage aux moeurs pour laquelle deux personnes, un Pakistanais et son frère adoptif, ont été emprisonnés samedi pour six mois, pour « avoir autorisé » Anwar Ibrahim à les sodomiser, a-t-il précisé.

L'opposant nie ces accusations et affirme qu'elles font partie d'un complot contre lui.

La sodomie, d'après les lois de la Malaisie, pays musulman, est une infraction passible de prison.

Anwar Ibrahim a été arrêté à son domicile quelques heures après avoir mené une manifestation de 40 000 à 50 000 de ses partisans, selon des témoins, sur la grande place Merdeka (Liberté) de Kuala Lumpur.

Depuis le balcon de la mosquée nationale, il avait harangué la foule pour exiger à nouveau la démission de Mahathir Mohamad.

Une autre manifestation d'environ 10 000 personnes s'est également produite en fin d'après-midi devant la résidence officielle du premier ministre. Les forces de l'ordre ont tiré des gaz lacrymogènes et chargé les manifestants, assistés d'un hélicoptère braquant ses projecteurs sur la scène, selon des témoins.

Dans la soirée, une centaine de policiers ont fait irruption au domicile d'Anwar Ibrahim au moment où il tenait une conférence de pres-

se, forçant la porte et encerclant la propriété. M. Anwar a été détenu sur place pendant deux heures et ses avocats ont été interdits d'entrée pendant plus d'une heure. Il a ensuite été emmené dans un minibus sous forte escorte policière.

M. Anwar, 51 ans, qui était encore considéré comme le dauphin de Mahathir Mohamad il y a quelques mois, a été limogé le 2 septembre à la suite de différends croissants entre les deux hommes sur les questions politiques et économiques.

En plus des allégations d'outrage aux moeurs, il fait aussi face à des accusations de corruption, d'abus de pouvoir et de sédition.

Mahathir Mohamad a déclaré hier à la presse qu'il était maintenant convaincu que son ancien ministre avait sodomisé les deux hommes condamnés samedi.

La reine Elizabeth II, arrivée hier en Malaisie pour une visite officielle de quatre jours au cours de laquelle elle doit clôturer les Jeux du Commonwealth, s'est trouvée plongée en pleine tempête politique.

Elle avait quitté la cathédrale anglicane St. Mary's, première étape de sa visite, depuis à peine une heure lorsque les manifestants pro-Anwar sont arrivés sur la place Merdeka toute proche.

En raison des événements, le secrétaire au Foreign Office (ministre des Affaires étrangères britannique) Robin Cook a décidé de prolonger sa visite en Malaisie pour rester aux côtés de la souveraine jusqu'au jour de son départ, jeudi, a annoncé le Foreign Office.

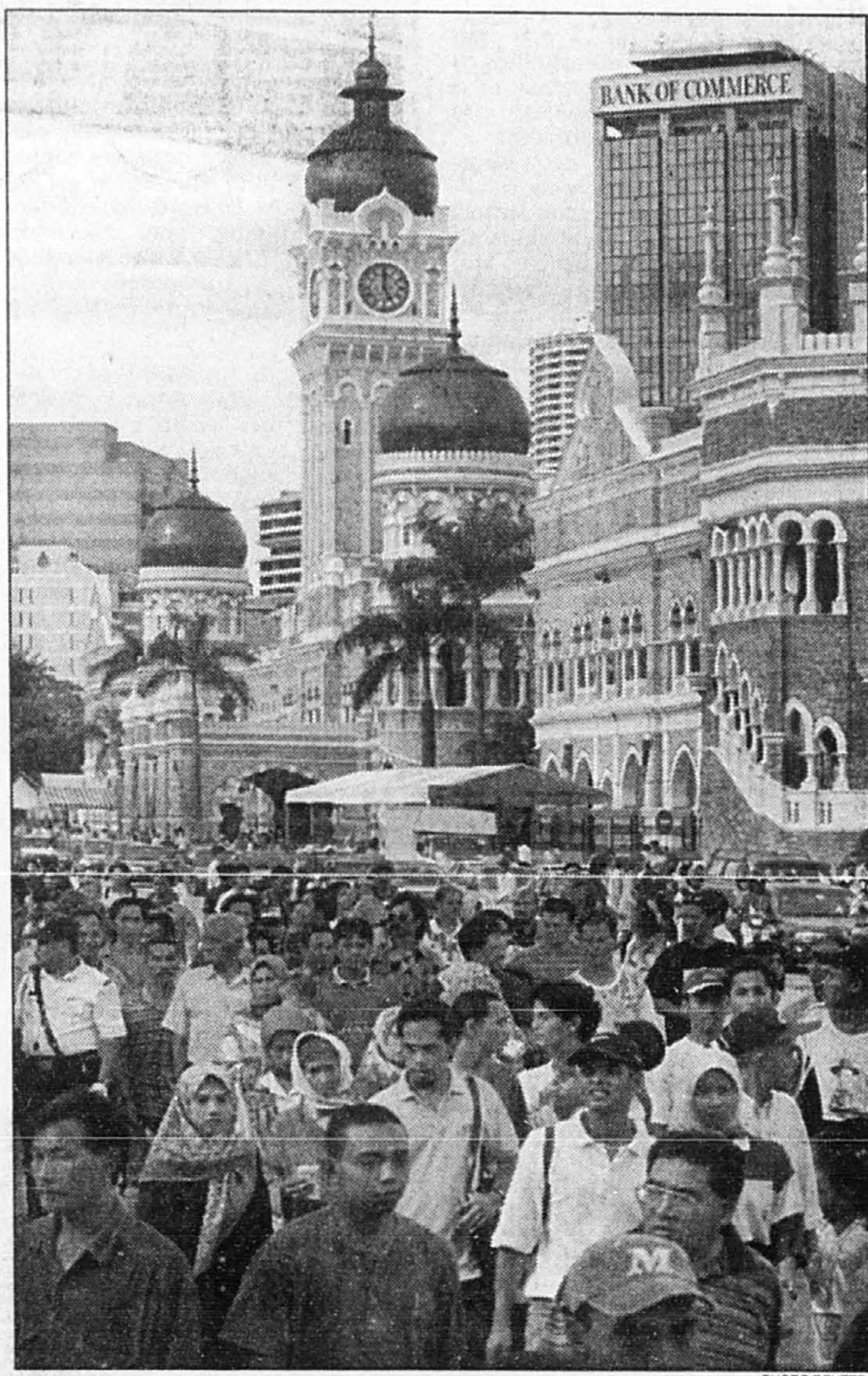


PHOTO REUTERS

Une partie de la foule qui s'est portée à la défense du ministre Anwar Ibrahim hier dans le centre de Kuala Lumpur.

Les sociaux-démocrates de Suède sortent gagnants mais affaiblis des législatives

ROBERT KOCH
de l'Agence France-Presse, STOCKHOLM

Les sociaux-démocrates au pouvoir en Suède ont remporté hier les élections législatives mais il leur manquait un siège pour constituer une majorité au Riksdag (parlement monocaméral) avec le soutien attendu des ex-communistes du parti de la Gauche.

Les résultats définitifs donnaient 36,5 % des suffrages aux sortants et 12 % à la Gauche. Ce total de 48,5 % ne suffisait pas à assurer aux deux formations du « bloc des gauches » une majorité absolue en sièges.

Les sociaux-démocrates n'enlevaient que 131 mandats, 30 de moins que lors des dernières législatives en 1994, et la Gauche en obtenait 43 (+21), pour un total de 174, soit un siège de moins que la majorité absolue requise de 175.

À droite, le « bloc bourgeois » d'opposition a totalisé 44,3 % des voix : les conservateurs se maintiennent à 22,7 % (+0,3 %), les chrétiens-démocrates étaient à 11,8 % (+7,7 %), les centristes à 5,1 % (-2,6 %) et les libéraux à



Le premier ministre social-démocrate de Suède, Göran Persson, a perdu des plumes lors du scrutin d'hier.

4,7 % (-2,5 %).

Les Verts, autre allié parlementaire possible des sociaux-démocrates, recueillaient 4,5 % (-0,5 %) tandis que les divers totalisaient 2,7 %.

En sièges, les conservateurs obtenaient 82 mandats (+2), les

chrétiens-démocrates 42 (+27), les centristes 18 (-9), les libéraux 17 (-9) et les Verts 16 (-2).

En dépit d'un résultat plaçant son parti en tête du scrutin, l'élection d'hier est une défaite personnelle pour le premier ministre sortant, Göran Persson, dont les amis ont chuté de près de 10 % par rapport aux 45,3 % de voix obtenus en 1994.

Le résultat d'hier est aussi l'un des plus désastreux jamais enregistrés par cette formation qui a dirigé la Suède au cours de 57 des 66 dernières années. En 1922, le vieux « parti à la rose » avait touché le fond avec seulement 34,7 % des suffrages.

M. Persson s'est dit déçu par le taux de participation de 78,6 % (86,8 % en 1994), le plus faible depuis 1958. La participation aux élections est traditionnellement très élevée en Suède.

Les ex-communistes, en revanche, ont réussi leur meilleur score d'après-guerre aux législatives en doublant les 6,2 % obtenus il y a quatre ans. Rayonnant, leur leader, Gudrun Schyman, a engagé M. Persson à envisager « une coopération à long terme » et à s'asseoir,

dès ce matin, à la table de négociations.

Placés en position d'arbitres, les Verts, favorables à une alliance avec les sociaux-démocrates à condition que la Gauche en soit absente, ont fait monter les enchères. « Si nous sommes appelés à choisir, nous chercherons à tirer de cette situation autant de capital politique que possible », a indiqué le porte-parole (chef) des écologistes, Birger Schlaug.

Selon certains observateurs, l'incertitude créée par le scrutin d'hier pourrait contraindre M. Persson à un renversement d'alliance et à chercher une majorité au centre et à droite pour garder la confiance des marchés, soucieux de le voir poursuivre une politique économique vertueuse.

Quelque 6,6 millions de Suédois avaient été appelés aux urnes pour élire leurs 349 députés. Le scrutin législatif s'est déroulé en même temps que des élections locales (régionales et cantonales) où 340 000 immigrants résidant depuis au moins trois ans en Suède avaient été admis à voter. Les résultats officiels devraient être proclamés mercredi.

La banque centrale de Russie sur la sellette : des milliards de dollars se sont volatilisés

MARIELLE EUDES
de l'Agence France-Presse, MOSCOU

La banque centrale et le ministère des Finances russes ont été accusés par la cour des comptes et le parquet général d'avoir détourné les fonds octroyés par le FMI, alors que le premier ministre Evgueni Primakov espère toujours l'aide de l'Occident pour amortir les effets de la crise.

« Nous avons vérifié une partie considérable des crédits (internationaux). J'ai honte de le reconnaître, mais des milliards de dollars ont été utilisés à des fins autres que celles pour lesquelles ils étaient destinés, d'autres ont tout simplement été volés », a déclaré l'auditeur principal de la Cour des comptes, Veniamine Sokolov, dans une interview à la chaîne britannique BBC.

M. Sokolov, dont les déclarations sont citées par les médias russes, appelle l'Occident à ne plus

donner d'argent à la Russie tant que de « sérieuses mesures de contrôle » de l'utilisation des fonds ne sont pas mises en place.

M. Sokolov assure détenir les preuves de ses affirmations, a indiqué la BBC.

Il précise que des fonds ont été volés par de hauts fonctionnaires corrompus, de d'autres prêts dont il a personnellement suivi la destination (comme un crédit de 150 millions de dollars accordé au ministère des Finances pour un projet d'exportation d'avion MIG) ont tout bonnement disparu.

La polémique promet de rebondir. Evgueni Primakov, nommé il y a dix jours après trois semaines de grave crise politique, espère toujours convaincre la communauté internationale de la nécessité de poursuivre son soutien financier à la Russie qui se débat dans la crise et ne peut se passer des fonds internationaux si elle veut éviter le re-

cours systématique à la planche à billets.

Une mission du FMI était à Moscou la semaine passée pour rencontrer les nouveaux responsables russes, dont les orientations s'éloignent très nettement de la ligne monétariste défendue par le précédent gouvernement.

M. Primakov espère notamment l'octroi de la tranche promise pour début septembre à la précédente équipe, de 4,3 milliards de dollars.

Les députés de gauche quant à eux, principale force de la Douma, veulent que le gouvernement cesse de se plier « aux ordres » des institutions internationales et mène une politique soutenue (si besoin en recourant fortement à la création monétaire) les producteurs et les banques nationales.

Ce sont les députés de la chambre basse qui ont réclamé un audit de la Banque centrale (BCR) et saisi vendredi la Cour des comptes.

Si le débat sur la capacité des

prêts internationaux à redresser l'économie russe et sur l'efficacité de leur utilisation par les autorités n'est pas nouveau en Russie, les accusations de corruption et de fuites de capitaux vers l'étranger sont rarement aussi directes.

Le procureur général Iouri Skuratov avait lancé la controverse vendredi. Il indiquait alors que le Parquet menait aussi une enquête sur la BCR et avait découvert des irrégularités dans l'utilisation des fonds internationaux.

L'inspection vérifiait notamment des informations faisant état d'irrégularités dans l'usage de la première tranche du prêt (4,8 mds de dollars versés début août) et de transferts illégaux de grosses sommes vers l'étranger.

L'ex-gouverneur de la BCR Sergueï Doubinine (qui a démissionné le 7 septembre, critiqué pour la dévaluation du 17 août), a fermement rejeté les accusations du procureur.

Monde

Témoignage de Clinton : spéculations

Agence France-Presse WASHINGTON

Le président Bill Clinton, dans sa déposition sur l'affaire Lewinsky dont l'enregistrement sera diffusé dès ce matin à la télévision, donne cours à une gamme d'émotions, se montrant tour à tour virulent et prudent, ont estimé hier deux représentants républicains qui ont visionné la cassette vidéo.

Mais la diffusion tant attendue de cette déposition « n'assomera pas » M. Clinton, estime Lindsey Graham, un républicain de Caroline du Sud.

Par contre Bob Barr, un républicain de Géorgie farouche ennemi du président démocrate, en est moins sûr. La déposition montre « un témoin qui donne un aperçu de toutes les émotions humaines », a-t-il expliqué.

Les Américains « verront quelqu'un qui brave (les avocats qui l'interrogent) avec insolence, quelqu'un qui cherche de façon très intelligente à louvoyer entre différentes définitions et activités et je pense que cela sera très révélateur », a affirmé M. Barr à la chaîne de télévision NBC.

Pour Lindsey Graham, lui aussi membre de la commission judiciaire de la Chambre des représentants, « il y a des moments où le président regarde droit dans la caméra et montre très clairement ce qu'il pense de ce que (le procureur indépendant) Ken Starr lui a fait, a fait à sa famille et à ses amis ».

L'enregistrement, selon lui, montre également que le président estime que « l'affaire Paula Jones était politiquement motivée ». « Je pense qu'il est très sincère et vous pouvez voir que ça l'a blessé », a déclaré M. Graham à NBC.

Le témoignage du président devant la chambre de mise en accusation le 17 août avait été requis par le procureur Kenneth Starr, qui enquête depuis janvier dernier sur les efforts du président pour dissimuler sa liaison avec Monica Lewinsky, ex-stagiaire à la Maison-Blanche.

Cette enquête fait suite et découle d'une procédure en justice intentée contre le président par Paula Jones, ex-employée de l'État de l'Arkansas, qui accusait M. Clinton de harcèlement sexuel lorsqu'il était gouverneur de cet État.

« Il y a des moments où (Clinton) danse sur le fil du rasoir pour tenter de décrire ce que sont des relations sexuelles et c'est assez drôle », a ajouté M. Graham.

Entre-temps, les deux grands quotidiens de la côte est, le New York Times et le Washington Post, se refusaient hier à demander au président Bill Clinton de quitter son poste.

« S'il comprenait la gravité de (sa) conduite, il reconnaîtrait qu'elle est un handicap dans sa capacité à servir en tant que président », souligne dans un éditorial le Post.

Toutefois, ajoute le quotidien, « en disant cela, nous ne voulons pas suggérer qu'il devrait nécessairement démissionner, c'est une autre question », note le journal.

Les deux journaux estiment par ailleurs que les débats au Congrès devront être très équitables pour ne pas apparaître comme une vendetta des républicains contre un président démocrate.

LA VENTE

COLOSSALE

DERNIÈRE CHANCE

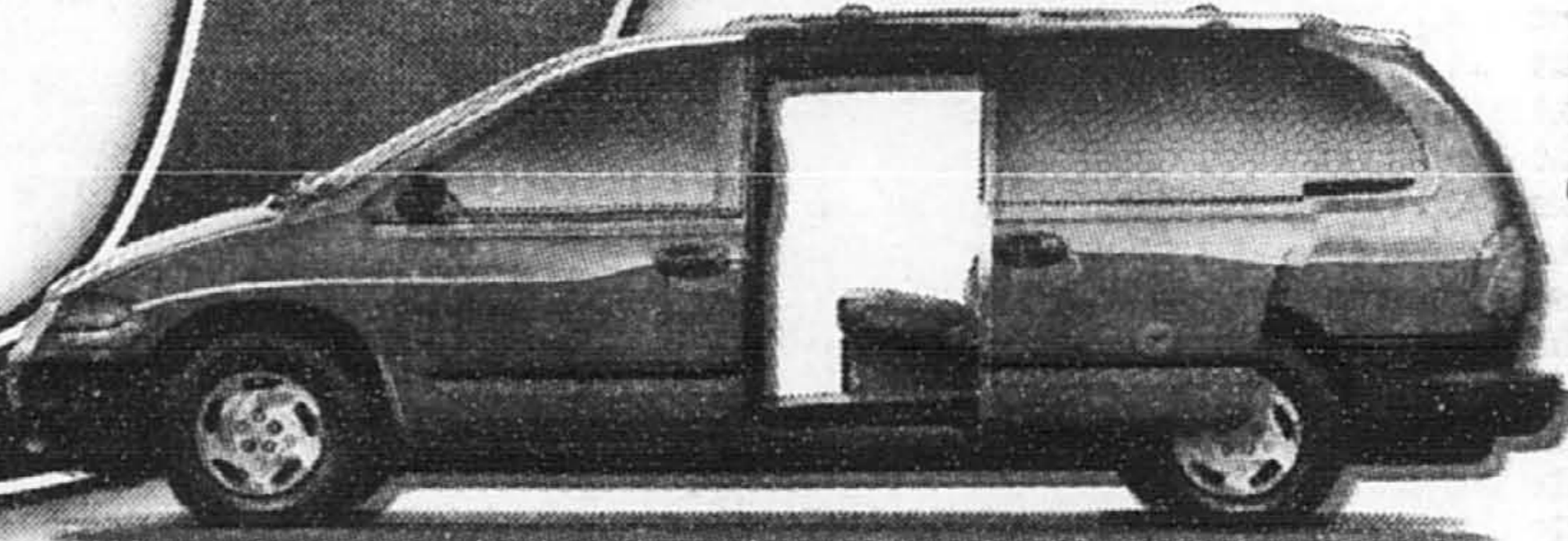
T A U X D E F I N A N C E M E N T

%*
JUSQU'À
36
MOIS

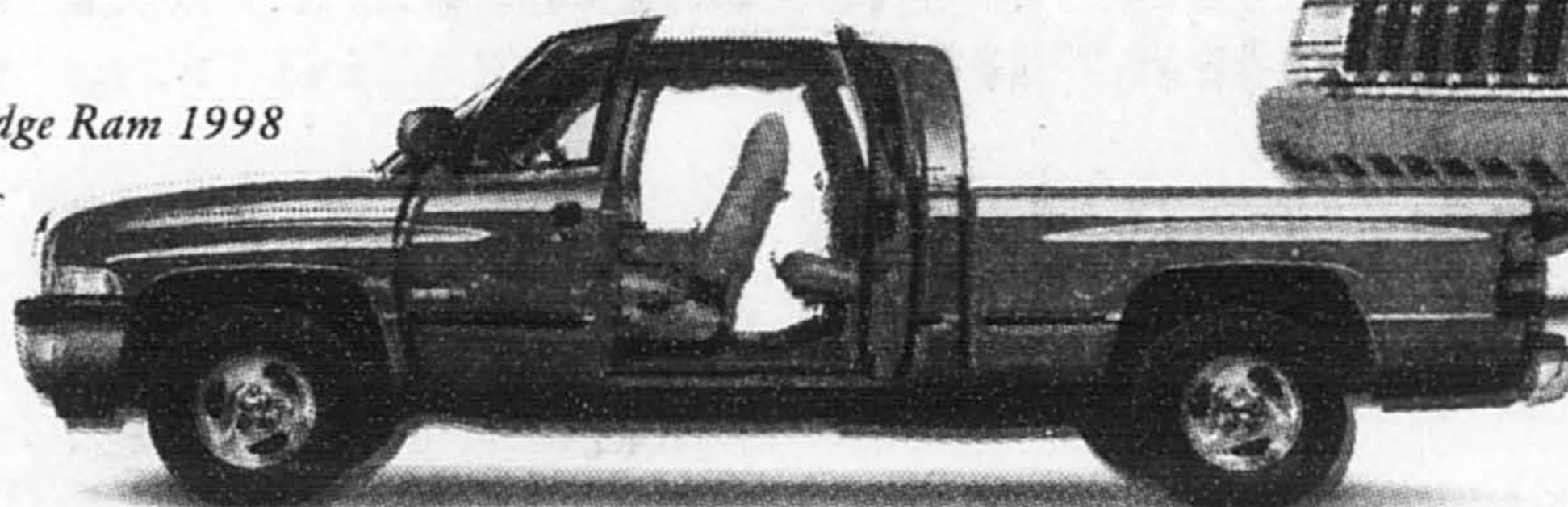
Chrysler Intrepid 1998



Dodge Grand Caravan/
Plymouth Grand Voyager 1998



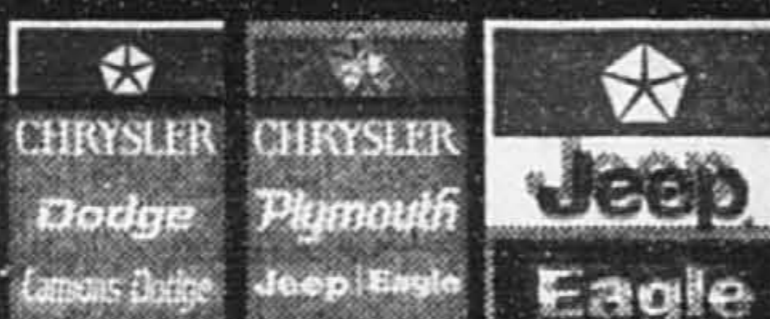
Dodge Ram 1998



Jeep Grand Cherokee 1998



Voyez votre concessionnaire Chrysler pour connaître les autres offres que vous réserve la VENTE COLOSSALE.



Seulement chez votre concessionnaire Chrysler.

*Taux de financement de 0% jusqu'à 36 mois sur toutes les Chrysler Intrepid 1998, Jeep Grand Cherokee 1998, Dodge Grand Caravan/Plymouth Grand Voyager 1998 et Dodge Ram (exceptions faites des modèles Ram V10 et Diesel, et des ensembles 21W et 22W) 1998. Sous réserve de l'approbation de Credit Chrysler Canada Ltée. Cette offre est exclusive et ne peut être jumelée à aucune autre offre à l'exception de l'offre aux diplômés. Voyez votre concessionnaire pour tous les détails et conditions. L'offre se termine le 30 septembre 1998 chez les concessionnaires participants. Jusqu'à épuisement des stocks.

Association publicitaire des concessionnaires Chrysler inc.



CHRYSLER

DE RETOUR CE SOIR !

Avant de dormir à poings fermés, retrouvez Julie et ses invités.

L'inimitable Julie Snyder est de retour ! Elle vous présente en exclusivité sa rencontre avec Céline Dion à New York.

De plus, elle reçoit le célèbre coiffeur d'Hillary Clinton, Sylvain Melloul.

PREMIÈRE
LE POING J
Ce soir
22h30

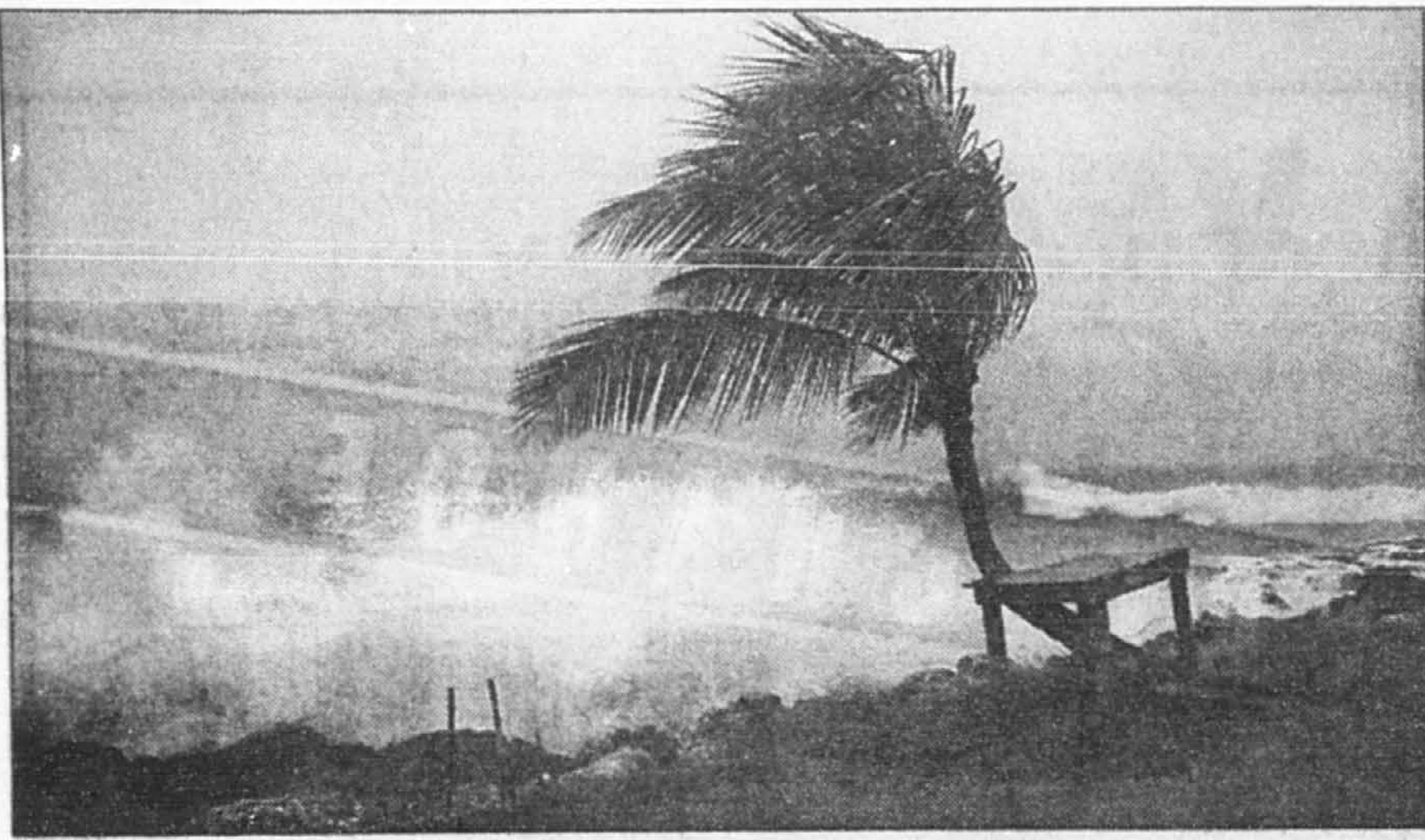


PHOTO AFP

D'énormes vagues s'abattent sur la plage d'Anse-Bertrand, le village le plus au nord de la Guadeloupe. On s'attend à ce qu'elles atteignent jusqu'à 15 mètres dans la journée.



Georges commence à se faire sentir en Guadeloupe

Agence France-Presse
POINTE-À-PITRE

Les premiers effets du cyclone Georges ont commencé à se faire sentir à Pointe-à-Pitre hier soir avec des vents moyens qui tourbillonnent et soufflent en très brèves rafales.

Dans l'île de La Désirade, le point le plus à l'est des Antilles, des rafales dépassant 110 km/h étaient enregistrées par Météo-France, qui prévoyait une aggravation du phénomène durant la nuit. Le centre de l'ouragan, qui progresse à 25 km/h, est positionné à une centaine de kilomètres à l'est de la Guadeloupe. Il s'accompagne

de vents de 215 km/h atteignant 260 km/h lors des rafales, a précisé la préfecture de la Guadeloupe.

Depuis le déclenchement de l'alerte cyclonique hier, la population du département est consignée chez elle ou dans les abris ouverts par les mairies. Toute circulation est interdite, à pied en voiture ou à vélo. Les habitants se sont attachés à barricader portes et fenêtres de leurs maisons et appartements contre les effets du vent et à protéger les baies vitrées avec du ruban adhésif.

Pour mieux signifier l'ampleur de la menace constituée par Georges, la préfecture a mis en oeuvre une alerte cyclonique renforcée.

Elle est effective en Guadeloupe depuis hier et entrera en vigueur à Saint-Martin et Saint-Barthélemy, deux communes de la Guadeloupe situées à 250 km au nord de Pointe-à-Pitre, aujourd'hui.

Hier, en milieu de soirée, un détachement de 170 sauveteurs devait décoller de Roissy à destination de Fort-de-France, à bord d'un avion cargo transportant 25 tonnes de matériel d'urgence. Le ministre de l'Intérieur par intérim Jean-Jack Queyranne devait être présent à l'aéroport où il devait tenir un point presse, a-t-on indiqué place Beauvau.

Ces sauveteurs viendront renforcer les deux unités de 40 hommes

chacune parties samedi pour la Martinique et la Guadeloupe. L'Agence américaine fédérale de gestion des crises a déployé de son côté des équipes de premiers secours dans les îles Vierges et à Porto-Rico.

Les vents « sont de l'ordre de 240 km/h, avec des rafales approchant les 300 km/h », selon un communiqué de la préfecture de Guadeloupe à Basse-Terre, qui a déclenché vers 10 h locales le niveau d'alerte 2 renforcée, interdisant la circulation et ordonnant le « confinement des populations justifié par la gravité du phénomène ». L'œil de Georges était situé vers 11 h locales à 310 km à

l'est de la Guadeloupe et le cyclone progressait à la vitesse de 27 km/h.

« Pour la troisième fois en quatre ans, nous avons affaire à un ouragan de taille », a déclaré à la radio le premier ministre d'Antigua, Lester Bird.

Selon le Centre national (américain) des ouragans de Miami, Georges est un ouragan « extrêmement dangereux » de catégorie 4. Il va toucher « de plein fouet l'ensemble de l'archipel de la Guadeloupe », prévenait de son côté la préfecture de ce département français d'outre-mer. Selon les prévisions, les vagues allaient pouvoir atteindre 4 ou 5 mètres en début de tempête, et jusqu'à « 12 et 15 mètres dans la journée ».

1998



PRÉLUDE



CIVIC HATCHBACK



HONDA COUPÉ

OFFRE D'UNE DURÉE LIMITÉE

4,8%*

SUR FINANCEMENT D'ACHAT
JUSQU'À 60 MOIS SUR TOUS
LES CIVIC HATCHBACK, PRÉLUDE ET
CIVIC COUPÉ 1998 NEUFS EN INVENTAIRE.

GARANTIE 5 ANS • 100 000 KM

Après, c'est fini, n-i-ni!

*Programme de financement de Honda Canada Finance Inc. à 4,8 % offert à l'achat de tout modèle Civic hatchback, Prelude ou Civic coupé 1998 neuf en inventaire pour des termes de 24, 36, 48 ou 60 mois. Un versement initial pourrait être exigé. Sujet à l'approbation du crédit. Offre d'une durée limitée. Photos à titre indicatif. Tous les détails chez votre concessionnaire Honda.

VOS CONCESSIONNAIRES HONDA DU QUÉBEC



CONÇUES ET CONSTRUITES
SANS CONCESSION.



L'été le plus chaud

L'été 1998 a été le plus chaud jamais enregistré au Canada, selon les climatologues d'Environnement Canada. La température moyenne au pays a été de 1,8 Celsius au-dessus de la normale en juin, juillet et août.

C'est en 1948 que le gouvernement fédéral a commencé à tenir des données comparables à l'échelle du pays. Depuis cette date, le Canada vient de connaître son deuxième hiver le plus chaud, suivi par son printemps le plus chaud.

« En fait, les huit premiers mois de l'année, de janvier à août, ont été les plus chauds des 51 dernières années; la température a été de 2,5 Celsius au-dessus de la normale », indique Bob Whitewood, porte-parole du ministère.

Les huit premiers mois de l'année ont aussi été les plus chauds dans le monde. Les registres pour la planète remontent à 150 ans. Selon toute vraisemblance, l'année 1998 aura été la plus chaude jamais enregistrée.

« Cette tendance au réchauffement constitue, tout au moins, un exemple clair de ce à quoi nous pouvons nous attendre à l'avenir, au fur et à mesure que les changements climatiques deviennent plus manifestes », dit M. Whitewood.

La grande majorité des climatologues soutiennent que la pollution engendre un réchauffement planétaire. La combustion de pétrole, de gaz et de charbon augmente le niveau de gaz carbonique dans l'atmosphère. Ces gaz empêchent la chaleur de se dissiper dans l'espace à la façon des vitres d'une serre.

Les Caisses pop sont en panne au Saguenay

CLAUDE-V. MARSOLAIS

Une grève générale déclenchée le 9 septembre par les employés de 46 caisses populaires desservant 60 points de service privent la population du Saguenay-Lac-Saint-Jean des services financiers habituels.

Dans toute la région, on ne relève plus que 17 caisses populaires qui fonctionnent normalement.

Bien que le contrat de travail ne soit venu à échéance que le 31 août dernier, les 803 membres du Syndicat des salariés des caisses populaires du Saguenay-Lac-Saint-Jean ont voté la grève générale afin d'appuyer leur demande salariale, évaluée à 15 % sur cinq ans.

Un porte-parole du syndicat, Jean-Paul Lapointe, a signalé que la partie patronale n'offrirait que des augmentations de 1 % par an. « Leur offre correspond à une augmentation de 0,14 \$ l'heure comparativement à 0,57 \$ l'heure réclamée par le syndicat. »

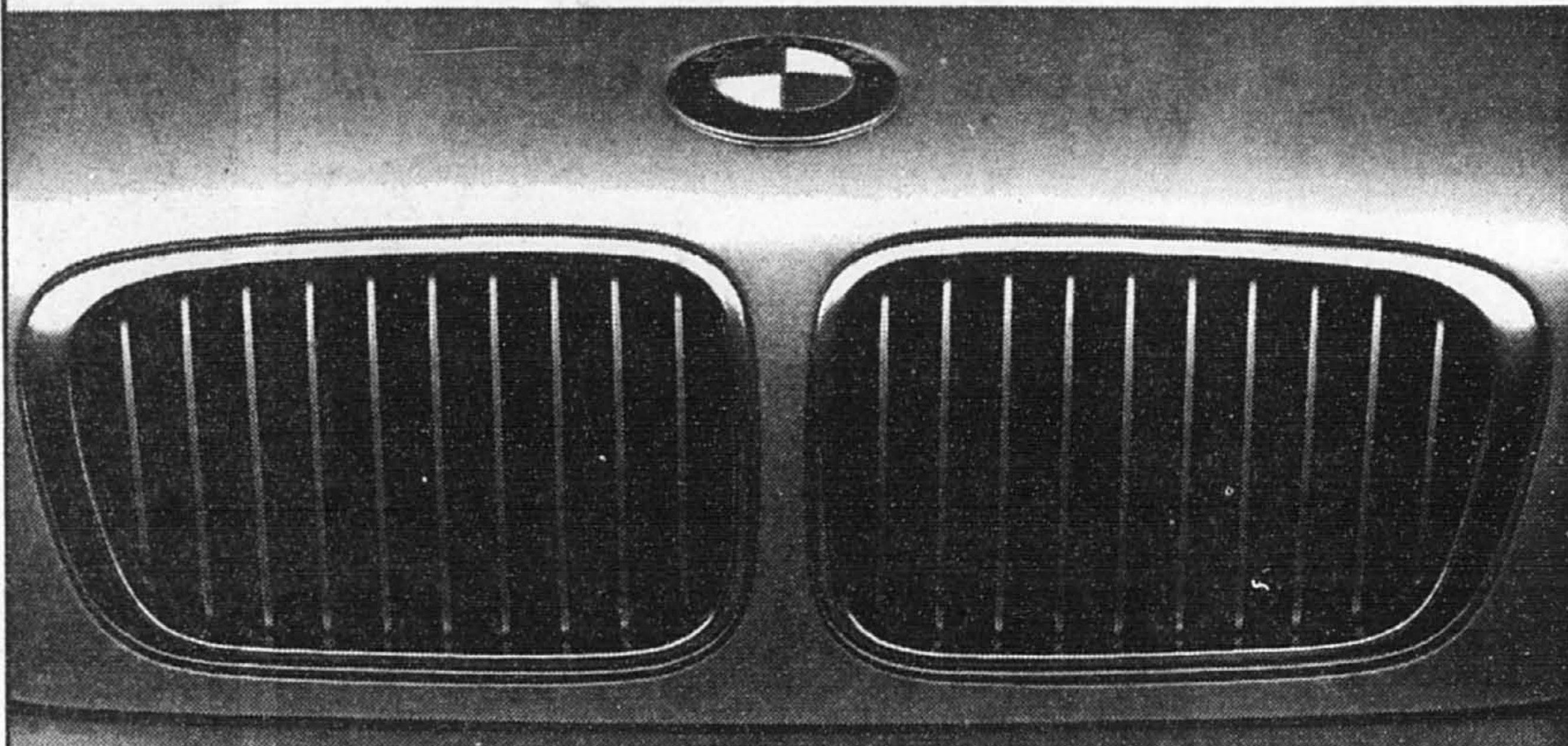
Selon M. Lapointe, plusieurs caisses ont dû fermer leurs portes parce que les cadres étaient débordés. Seuls les guichets automatiques des institutions touchées sont accessibles aux clients.

Dans d'autres caisses, les heures d'ouverture ont été réduites considérablement et la clientèle qui a besoin de services spécialisés doit faire la queue. Les grévistes ont toutefois offert aux personnes âgées qui sont incapables d'utiliser le guichet automatique un service d'accompagnement.

La Presse a tenté en vain de joindre un porte-parole pour connaître la version patronale.

Une séance de négociations en présence d'un conciliateur doit avoir lieu samedi. Entre-temps, les grévistes ont obtenu l'appui moral de travailleurs des caisses populaires de la Côte-Nord, affiliés au Syndicat des métallos (FTQ), qui s'inquiètent des effets du processus de réingénierie entrepris par le mouvement Desjardins. À la FTQ, on signale que plusieurs conflits pourraient éclater à court terme dans la région de Montréal.

Un taux qui a de la gueule!



3,9% Un taux protégé sur la BMW 328i et la BMW 528i.

Jusqu'au 31 octobre 1998, vos concessionnaires BMW du Grand Montréal vous font une offre qui a de la gueule: un taux protégé de 3,9% sur les modèles 328i et 528i 1998. Dépêchez-vous donc de passer chez votre concessionnaire BMW, car avec un pareil taux, les BMW 328i et 528i 1998 s'envoleront très vite! Et s'il n'en reste plus, c'est vous qui risquez de faire la gueule!

Montréal
BMW Canbec
4090, rue Jean-Talon Ouest
Montréal
731-7871

Laval
Boulevard St-Martin Auto inc.
1430, boul. St-Martin Ouest
Chomedey, Laval
(450) 667-4343 / Mtl 343-3412

Banlieue Ouest
Automobiles Jalbert inc.
16710, Route Transcanadienne
Kirkland
695-6682/343-3413

Rive Sud
Park Avenue BMW
8755, boul. Taschereau Ouest
Brossard (450) 445-4555
Montréal 875-4415



Le plaisir de conduire.

* Offre valable sur les modèles 328i et 528i 1998 neufs, 4 portes, 5 vitesses. Les taux de location sont ceux offerts exclusivement par les Services financiers BMW et sont disponibles auprès des concessionnaires participants, conditionnellement à l'approbation de crédit. Les mensualités de 399\$ pour la 328i et de 599\$ pour la 528i sont basées sur un contrat de crédit-bail à terme de 27 mois (328i) et de 36 mois (528i), avec un versement initial ou une valeur de reprise de 4 999\$ (328i) et de 4 999\$ (528i). Le taux de financement est 3,9%. Valeur résiduelle garantie de 31 614\$ (328i) et de 32 596\$ (528i). Des frais de 0,15¢ du km s'appliquent (328i) et de 0,20¢ du km (pour la 528i) sur la portion du kilométrage excédant 18 000 km par année. Fret, transport et préparation en sus. Consultez votre concessionnaire BMW du Grand Montréal pour connaître tous les détails. Cette offre prend fin le 31 octobre 1998.

267006-D



VOUS AVEZ DÉJÀ UN BON PRIX POUR UNE TOYOTA

ON A TOUJOURS LE PRIX LE PLUS BAS



ENCORE QUELQUES 98 À LIQUIDER LES 99 SONT ARRIVÉES

On ne bat pas

Vincent LEXUS TOYOTA
255, BOUL. ST-MARTIN EST, LAVAL
(PRÈS DU BOUL. DES LAURENTIDES)
Tél.: 668-2710 SANS FRAIS: 1-800-625-3987

Voir détails et conditions sur place.

267002-D

As-tu peur des hauteurs?



Es-tu exigeante envers toi-même?
As-tu le goût du dépassement, de la réussite? As-tu le goût d'aller toujours plus loin, toujours plus haut?
Si oui, le Saint-Nom-de-Marie est pour toi!

Sur les hauteurs du Mont-Royal, dans le décor enchanteur d'un terrain idyllique, au coeur de l'animation culturelle de Montréal, dans la ville d'Outremont, le Saint-Nom-de-Marie t'attend!

Depuis 95 ans, le Saint-Nom-de-Marie est tout au haut de la liste des meilleures institutions d'enseignement secondaire du Québec. À vrai dire, nous nous plaignons bien dans les hauteurs. Comme toi.

Plus qu'une instruction de qualité... une véritable formation générale.

- Programme enrichi du ministère de l'Éducation et programme d'éducation internationale
- Laboratoire d'informatique, Internet, bibliothèque informatisée
- Option musique à l'École Vincent-d'Indy
- Utilisation des équipements du Centre d'éducation physique et des sports de l'Université de Montréal (CEPSUM)
- Enrichissement culturel au contact d'élèves venant de pays étrangers
- Enseignement de l'espagnol

Cours secondaire complet, en externat et en pensionnat, pour jeunes filles seulement

SAINT-NOM-DE-MARIE

628, chemin de la Côte Sainte-Catherine, Outremont (Québec) H2V 2C5
Téléphone: (514) 735-5261 poste 3045 • Télécopieur: (514) 735-5266
Site web: www.psnm.qc.ca • Courrier électronique: admission@psnm.qc.ca

Examens d'admission
Samedi, 24 octobre
de 9h à 12h
Samedi, 7 novembre
de 9h à 12h

Portes ouvertes
Dimanche, 18 octobre
de 14h à 17h

267006-D



PHOTO ARMAND TROTTIER, La Presse

Productrice agricole, France Jutras, surnommée « maman oie », participe à l'élevage expérimental à Baie-du-Febvre. On la voit ici en compagnie de Christian Hart, agent de développement de la MRC Nicolet-Yamaska, venu admirer les premières oies qui seront abattues le 25 septembre.

Reine de l'oie des neiges, Baie-du-Febvre veut produire une oie domestique d'appellation contrôlée

Appellation réservée : une longue procédure

Une subvention de démarrage a été demandée à la Corporation de développement agroalimentaire. En attendant, c'est la coopérative qui finance les opérations. Le coût de production, aliments et équipements, est estimé à 25 \$ l'oie.

« Au Québec, explique M. Hart, la loi permet depuis peu d'obtenir une appellation réservée (terme semblable à l'appellation contrôlée) pour certains produits régionaux. Nous voulons en faire la demande, car le processus est long (de deux à trois ans) et implique la création d'un comité de surveillance. Il faut d'abord préparer un cahier des charges expliquant toutes les conditions d'élevage et d'abattage pour garantir une qualité toujours égale. Ce cahier devrait être rédigé au cours de l'hiver. »

L'objectif est de faire appel à des transformateurs pour une utilisation maximale de l'oie afin de faire des suprêmes, mais aussi des rillettes et d'autres produits. Il n'est cependant pas question de se lancer dans le gavage pour produire du foie gras. « On ne voudrait pas se faire taper dessus en partant. C'est plus compliqué et controversé », explique M. Hart.

On ignore encore d'où viendront les oisons ou petits utilisés pour l'élevage sur une



Martha Gagnon

Centre réputé d'observation de l'oie des neiges, Baie-du-Febvre, près de Nicolet, veut maintenant offrir « son » oie domestique, élevée spécialement dans la région, pour laquelle on espère obtenir une appellation contrôlée.

Plusieurs chefs cuisiniers du Québec participeront à un test de dégustation le 15 octobre à Baie-du-Febvre, située sur la rive sud du lac Saint-Pierre, où 300 convives sont également attendus. Ils goûteront alors pour la première fois à cette oie domestique élevée par deux producteurs agricoles de la région qui ont accepté de participer à cette expérience prometteuse.

« Nous avons réalisé un premier élevage expérimental de 300 oies, certaines gardées à l'extérieur en enclos et d'autres à l'intérieur. Les producteurs ont fait l'essai de différents régimes alimentaires pour obtenir une viande de qualité supérieure. Nous verrons si nous avons réussi lors de notre grande bouffe », explique Christian Hart, agent de développement agro-économique à la MRC Nicolet-Yamaska.

Selon M. Hart, il n'existe pas au Québec de production importante et stable de l'oie domestique qui est presque entièrement importée de l'Ouest et des États-Unis. « Nous voulons offrir un produit de chez nous sur les tables des auberges et restaurants gastronomiques de la région, mais aussi du Québec, ainsi que dans les boucheries fines », précise-t-il.

Des chefs cuisiniers, dont ceux des casinos de Hull et de Montréal, s'intéressent au projet et sont prêts à ajouter cette nouvelle spécialité à leur menu. À la condition que le produit soit d'excellente qualité. L'Institut d'hôtellerie de Montréal et l'École d'hôtellerie de Trois-Rivières ont aussi été consultés.

Bernard Gill, chef exécutif à l'auberge Godfrey, à Bécancour, explique que les suprêmes d'oie bien apprêtés sont délicieux. « Le problème, c'est que l'oie actuellement vendue sur le marché est plutôt décevante et n'offre pas la qualité de chair que nous recherchons, dit-il. Si nous parvenons à offrir un produit supérieur, les chefs cuisiniers seront heureux de proposer l'oie à leurs clients comme ils le font avec le canard, ce vieux classique de la table. Il faut toujours innover, créer. »

M. Gill ajoute que l'oie est une « viande délicate à cuisiner qui mérite certaines attentions ». Il a déjà servi des suprêmes dans une sauce à l'orange et aux canneberges, un autre produit régional. « À ma grande surprise, le nouveau plat a suscité beaucoup d'intérêt chez les clients satisfaits de goûter à un produit que l'on sert rarement », poursuit-il.

C'est Christian Hart qui, le premier, a lancé l'idée de faire un élevage expérimental de l'oie, à défaut de ne pouvoir servir l'oie des neiges, le gibier sauvage étant interdit sur nos tables.

« Au début, certains trouvaient cela farfelu, mais à force d'en discuter, ils se sont mis à y croire. Et ils y croient maintenant très fort », dit-il.

Plusieurs organismes et personnes du milieu, dont la MRC Nicolet-Yamaska, la municipalité et le Centre d'interprétation de Baie-du-Febvre, la coopérative Covilac, les producteurs de la région, la Table bio-alimentaire, un organisme fédéral de développement et le restaurateur local La Baraca, soutiennent le projet. Si les tests sont satisfaisants, ils envisagent de créer une corporation sans but lucratif.



L'art de peser la bête.

base régulière. « On a vidé le couvoir à Lachute pour notre élevage expérimental, dit M. Hart. On cherche un producteur dans l'Ouest ou ailleurs qui pourrait nous approvisionner. Peu importe d'où viennent les petits, c'est surtout la façon de les élever et de les nourrir qui fait la différence dans la qualité. »

Les oies, qui ont atteint de six à sept kilos, seront abattues à Saint-Agapit le 25 septembre qui, ironie du sort, est le jour même de l'ouverture de la chasse à la sauvagine.

Non seulement Baie-du-Febvre est un lieu d'observation de l'oie des neiges, qui a attiré 90 000 visiteurs le printemps dernier, mais c'est aussi un territoire de chasse contrôlée à la sauvagine. Des centaines de milliers d'oies viennent à cet endroit pour s'alimenter des résidus agricoles dans les basses terres inondées, propriétés du groupe SARCEL, association à but non lucratif créée il y a 12 ans pour favoriser l'observation et la chasse contrôlée.

La MRC espère que l'élevage de l'oie domestique constituera un nouvel atout touristique. « On ne pouvait pas trouver mieux pour illustrer le thème de la MRC Nicolet-Yamaska qui est la terre nourricière », souligne M. Hart.

nos jours

La Petite Vie
NOUVEL ÉPISODE

19h30

Auteur : Claude Meunier
Réalisation : Pierre Séguin

4 et demi...
20h

Idee originale et textes : Sylvie Lussier et Pierre Poirier
Réalisation-coordination : Christian Martineau

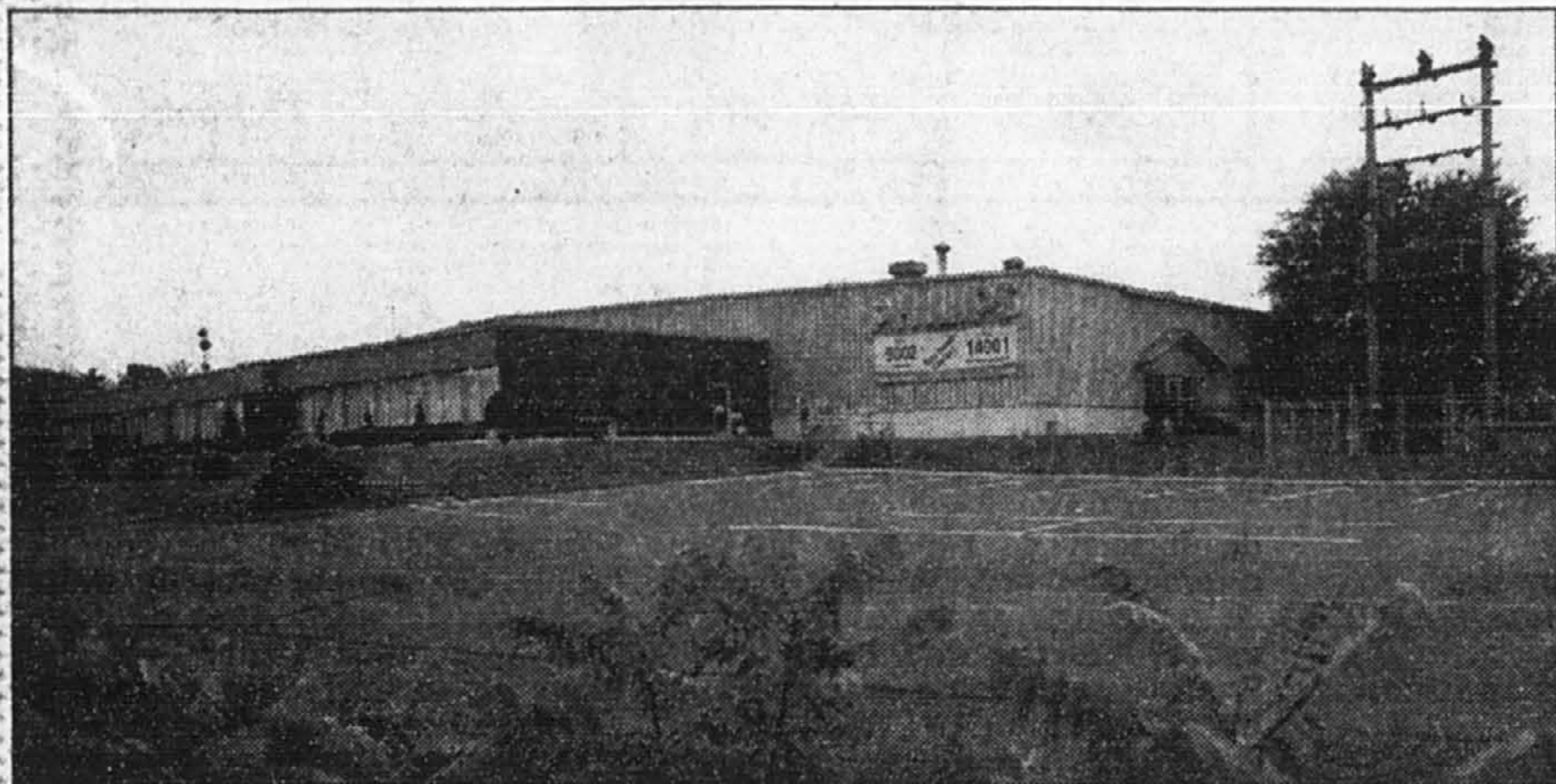
Omertà
La Loi du silence
21h

Auteur : Luc Dionne
Réalisation : Pierre Houle

Radio-Canada vous en met
plein la vie



Laval-Laurentides



L'usine de Philips à Saint-Jérôme. Le syndicat parle d'une fermeture sauvage.

Les métallos veulent forcer le maintien de la production à l'usine de Philips

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Appuyé sans réserve par les autorités municipales de Saint-Jérôme et la députée du Parti québécois de Prévost, Lucie Papineau, le Syndicat des métallos affirme qu'il ne reculera devant rien pour forcer la direction de Philips à maintenir son usine ouverte après le 31 décembre.

Le directeur québécois de ce syndicat affilié à la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), Arnold Dugas, a indiqué qu'il participera aujourd'hui à la réunion d'un comité technique qui rencontrera des représentants du gouvernement québécois.

Ce comité est notamment composé d'une délégation de la Ville de Saint-Jérôme, dont le maire Marc Gascon, de la députée Lucie Papineau, d'Emploi Québec et du ministère de l'Industrie et du Commerce.

Philips est établi depuis 1971 sur le boulevard John F. Kennedy, dans le parc industriel de Saint-Jérôme. On y fabrique des petits transformateurs (ballasts) utilisés dans les systèmes d'éclairage. Jeudi, les employés ont appris la fermeture de l'usine pour la fin de l'année.

« Si la compagnie demeure sur ses positions, nous allons lancer un vaste boycottage des produits Philips afin de dénoncer cette fermeture sauvage. La compagnie fait de l'argent avec cette usine », a indiqué M. Dugas.

Il veut aussi connaître le montant de la subvention accordée par le gouvernement d'Ottawa à l'entreprise en 1987.

De son côté, le directeur général du centre local de développement de Saint-Jérôme, Michel Gauthier, a affirmé que tout sera mis en oeuvre pour convaincre Philips de réviser sa décision.

Si jamais le pire se produisait et que la décision de l'entreprise était maintenue, M. Gauthier se dit confiant de pouvoir trouver preneur pour l'immeuble occupé par Philips.

« La demande d'entreprises qui veulent venir se loger dans des bâtisses déjà existantes de notre parc industriel est très grande », a-t-il précisé.

Pour sa part, la députée Lucie Papineau se dit outrée par cette annonce. « Ce geste de Philips est un drame social pour la région, car 135 femmes et hommes, dont la très grande majorité sont âgés de plus de 40 ans, perdent leur emploi sans raison valable. La plupart d'entre eux ont passé la plus grande partie de leur vie chez cet employeur à exécuter des tâches répétitives qui ont hypothéqué leur santé, rendant ainsi encore plus difficile la possibilité qu'ils se trouvent un nouvel emploi. »

Elle croit que Philips doit assumer ses responsabilités sociales et agir en bon citoyen corporatif. « Malgré le fait qu'elle réalise d'importants profits au Canada et qu'elle a bénéficié d'importantes subventions et de prêts sans intérêt des gouvernements fédéral et provinciaux, Philips a fermé six usines au Canada au cours des 15 dernières années, dont trois au Québec. Il ne reste plus à l'heure actuelle au Canada que l'usine de lampes de London, en Ontario, et l'usine de transformateurs à Saint-Jérôme. »

M^{me} Papineau déplore aussi l'approche sauvage de Philips qui a préféré mettre le gouvernement du Québec devant un fait accompli plutôt que de l'informer au préalable de l'existence d'un problème de marché en déclin comme l'ont fait les sociétés Kenworth et General Motors.

....mais malgré Philips, la région de Saint-Jérôme reste en bonne croissance

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

L'année 1997 a été une des meilleures de la décennie sur le plan économique dans le territoire du centre local de développement (CLD) formé de Saint-Jérôme, Saint-Antoine et Bellefeuille avec des investissements de plus de 75 millions.

Bellefeuille a obtenu 11 212 628 \$ de ces investissements, Saint-Antoine 9 076 373 \$ et Saint-Jérôme 55 432 795 \$. Si Saint-Jérôme se situe au premier rang quant aux investissements dans le secteur industriel avec 41 638 629 \$, Bellefeuille est en tête du côté résidentiel avec 7 971 100 \$.

Le rapport de 1997 de la Société de développement économique du Saint-Jérôme métropolitain, devenue depuis le centre local de développement, précise que c'est principalement dans le domaine industriel que ce secteur des Laurentides a connu une année remarquable.

Et selon les autorités locales, le développement de Saint-Jérôme, considéré comme la ville-centre des Laurentides, est loin d'être terminé.

Il y a de plus en plus de résidents des Laurentides, par exemple, qui se rendent compte qu'ils n'ont plus besoin de descendre à Laval ou à Montréal pour faire leurs courses. C'est

particulièrement vrai depuis l'ouverture d'un Costco (Club Price) à Saint-Jérôme.

Le directeur du CLD, Michel Gauthier, a indiqué qu'environ 48 000 résidents de la vaste région des Laurentides étaient détenteurs d'une carte de Costco prise à Laval.

« Auparavant, ces personnes, même si elles habitaient Saint-Faustin ou Sainte-Agathe, se rendaient à Laval pour magasiner. Maintenant, elles viennent à Saint-Jérôme où l'on peut stationner plus facilement devant le magasin qu'à Laval. Après leurs emplettes au Club Price, elles se rendent souvent au centre commercial le Carrefour du Nord, dans divers autres magasins ou encore dans un restaurant local. Le directeur du centre commercial a fait part récemment d'une augmentation de l'achalandage à cet endroit », a ajouté M. Gauthier.

L'ouverture de Costco a créé une centaine d'emplois, tandis que son voisin, Rona l'entrepôt, en a généré une soixantaine et Bureau en gros, qui a ouvert samedi, une cinquantaine.

De plus, a expliqué M. Gauthier, l'ouverture de l'échangeur Brière de l'autoroute des Laurentides, qui donne accès à ces trois établissements de grande surface, a entraîné un nouvel engouement.



Bonne croissance dans la région de Saint-Jérôme. Samedi, Bureau en Gros accueillait 50 nouveaux emplois.



Les gens de Saturn sont obsédés par cinq choses : la sécurité, la sécurité, la sécurité, la sécurité et la sécurité. Au point tel qu'ils ont conçu ce caisson en acier pour vous offrir le maximum de protection. Une protection à la hauteur de l'amour que vous avez pour vos p'tits poussins. Nous concevons différemment parce que nous faisons les choses tout autrement.

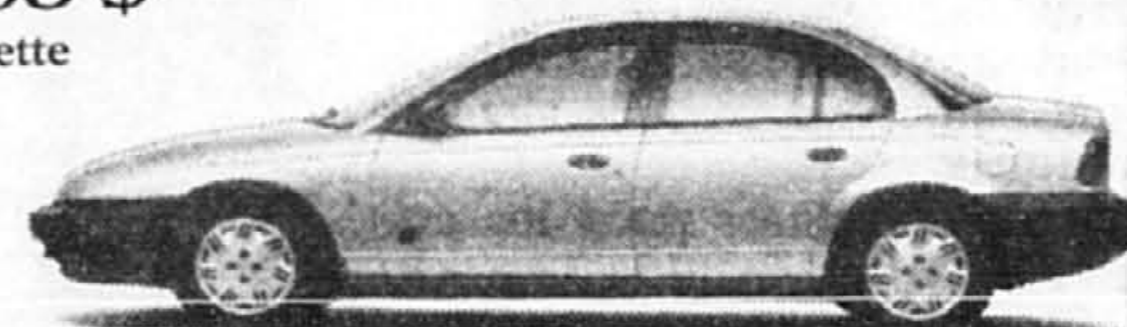
Une cage pour protéger vos p'tits poussins.



176 \$/mois* ou 14 903 \$†

Radio AM/FM stéréo avec lecteur de cassette
Colonne de direction réglable
Banquette arrière 60/40 rabattable

Bail de 36 mois. 2000 \$ comptant
(transport et préparation à la route inclus)

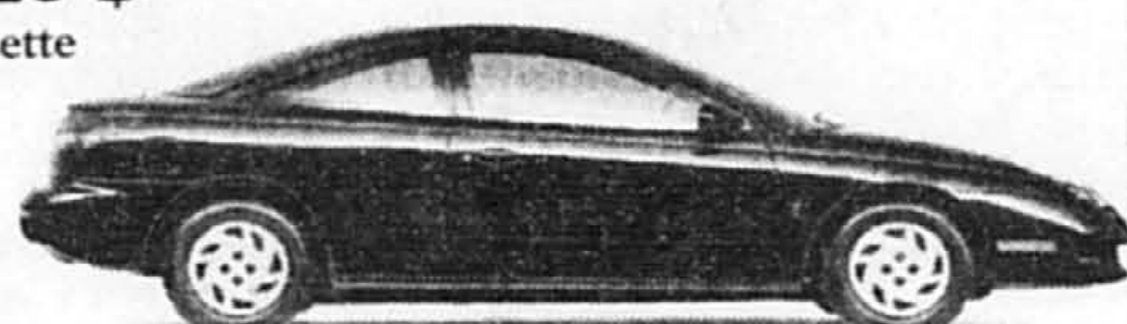


La Saturn SL1 1999

190 \$/mois* ou 16 623 \$†

Radio AM/FM stéréo avec lecteur de cassette
Colonne de direction réglable
Banquette arrière 60/40 rabattable

Bail de 36 mois. 2000 \$ comptant
(transport et préparation à la route inclus)



La Saturn SC1 1999

*Ces mensualités sont calculées sur un bail de LocationPlus de 36 mois (vous allez voir, c'est plus vite passé que 48 mois) et comprennent le transport et la préparation à la route. Par contre, l'immatriculation, l'assurance et les taxes ne sont pas incluses (ouf!) À la signature du contrat, un premier versement vous sera demandé. Par ailleurs, le versement initial à payer sera selon l'option choisie. Pendant la durée du bail, le kilométrage qui vous est alloué est de 60 000 km (méchante trotte) et chaque kilomètre supplémentaire ne vous coûtera que 12 cents. Voyez votre détaillant Saturn (il est tellement plaisant) pour un plan de location qui tient compte d'un versement initial et de mensualités convenant à votre budget. †PDSF. Les détaillants peuvent fixer un prix ou des mensualités moindres. Pour tous les détails, communiquez avec votre (toujours plaisant) détaillant Saturn le plus près ou composez le 1 888 4SATURN. « Si tout ça n'est pas clair à vos yeux, inspirez profondément et recommencez en lisant lentement. Bonne lecture. »

Modèles SL1 et SC1 1999		
Vos paiements mensuels* (Boîte de vitesses manuelle)		Votre versement initial ou échange équivalent
SL1	SC1	
176 \$	190 \$	2000 \$
206 \$	220 \$	1000 \$
236 \$	250 \$	0 \$

Climatiseur 21 \$ de plus/mois
Transmission automatique 16 \$ de plus/mois
Option 72 000 km disponible

Renseignez-vous sur notre garantie de remboursement de 30 jours ou 2500 km



Pour faire tout autrement

Saturn Saab Isuzu de Blainville
249, boul. Seigneurie Ouest
Blainville
(450) 437-6317

Bourassa Saturn Saab Isuzu
1615, boul. St-Martin Est
Laval
(514) 385-9191

Saturn Saab Isuzu de Brossard
5950, boul. Marie-Victorin
Brossard
(450) 672-2500
www.gravel.qc.ca/saturnbrossard/

Saturn Saab Isuzu de Terrebonne
705, boul. des Seigneurs
Terrebonne
(450) 964-1374

Décarie Saturn Saab Isuzu
6100, boul. Décarie
Montréal
(514) 342-2222
(Angle Van Horne)

Gravel Saturn Saab Isuzu
1, Place Ville-Marie, # 11 180
Montréal
(514) 861-2000
www.gravel.qc.ca/saturn
(Angle Cathcart et McGill College)

Mondial Saturn Saab Isuzu
9415, Papineau
Montréal
(514) 385-7222
www.mondial-ssi.com

West Island Saturn Saab Isuzu
10333, boul. Gouin Ouest
Roxboro
(514) 684-3161
(Entre des Sources et Aut. 13)

Cyberpresse

LUNDI

Courrier

MARDI

Multimédia

MERCREDI

Internet

JEUDI

Logiciels

VENREDI

Technologie

L'info en direct sur Internet



Bruno Guglielminetti

collaboration spéciale

L'actualité des derniers jours, et spécialement la publication d'un certain rapport américain, m'a fait découvrir des sites Web d'information américains. Existe-t-il des sites comme ceux-là, mais en français ?

Jocelyn FOURGUES

Rassurez-vous, il existe des services équivalents dans le monde francophone, toutes proportions gardées, bien sûr. Si vous désirez prendre des nouvelles de votre monde, entre deux éditions du journal, vous pourriez facilement trouver de quoi vous nourrir à l'un des sites d'informations suivants : la section information du site TVA,

la section information du site de Radio-Canada et, finalement, les nouvelles de la Presse Canadienne qui sont hébergées par le fournisseur Sympatico. Seulement avec ça, vous êtes sûr de ne pas rater une nouvelle importante au pays.

Si c'est l'information française, européenne ou internationale qui vous intéresse, voici quelques suggestions. D'abord mon premier choix, le site ActualInfo. Difficile de faire mieux en fait de vitesse de publication de la nouvelle. Le site est littéralement branché sur le service de presse de l'AFP et publie l'info aussitôt qu'elle est disponible sur le fil de presse. C'est comme si vous étiez abonné au service de l'agence elle-même.

Ensuite, il y a le site de la radio RTL qui offre la possibilité de faire vous-même votre propre bulletin à la carte. Vous sélectionnez les reportages qui vous intéressent et il est ensuite possible de les écouter ou de lire les textes des journalistes.

Et puis, dernière initiative à souligner, le site de nouvelles d'Europe1 qui offre un très rapide tour du monde avec des résumés concis de l'info du jour, le tout appuyé par des reportages.

Canal Nouvelles

<http://www.tva.ca>
Radio-Canada Nouvelles
<http://radio-canada.ca/nouvelles>
Presse Canadienne
<http://www2.sympatico.ca/nouvelles>
ActualInfo
<http://www.actualinfo.com>
Europe1
<http://www.europe1.fr>
RTL
<http://www.rtl.fr>

Je dois monter un site Web pour mon entreprise et pour ce faire, nous avons acheté Frontpage 98 de Microsoft. Maintenant que l'on est venu installer le logiciel sur mon ordinateur, qu'est-ce que je dois faire pour "monter" mon site.

Daniel Marcotte, un lecteur perdu

Vous devez d'abord prendre une grande respiration par le nez, question de relaxer un peu. Si je comprends bien, vous avez obtenu le mandat de construire le site Web de l'entreprise un peu malgré vous. Rassurez-vous, si vous aimez un tant soit peu la création, vous ne devriez pas avoir trop de problèmes.

L'édition 1998 du logiciel Frontpage est idéale pour quelqu'un qui commence à se mouiller dans le monde du Web. Je recommande toujours aux nouveaux utilisateurs

du logiciel de l'aborder un peu comme ils aborderaient un logiciel de traitement de texte. D'ailleurs, même l'interface de l'éditeur du Frontpage ressemble étrangement à l'interface du logiciel Word de Microsoft. On a voulu créer un environnement convivial pour que les utilisateurs s'y retrouvent. Maintenant que vous êtes un peu plus calme devant votre nouveau défi, je vous recommande de faire un second achat stratégique : un guide.

Si vous désirez seulement connaître les rudiments de base du logiciel et que vous trouvez trop aride la lecture du manuel qui vient avec le logiciel, je vous recommande le guide *Se former à FrontPage 98 en un jour* aux Éditions Simon & Schuster Macmillan. Avec ce petit guide, vous en aurez assez pour votre argent et surtout, vous serez capable de créer un site Web intéressant. Vos collègues de bureau se demanderont sûrement où vous avez été pêcher ce savoir-faire en HTML.

Aux plus courageux d'entre vous, je recommande deux grands livres sur le sujet qui devraient venir à bout de toutes vos questions. D'abord, le *Macmillan FrontPage 98*, publié également chez Simon &

Schuster-Macmillan. Une énorme brique qui compte plus de mille pages sur le sujet. Avec ce livre, vous apprendrez à tirer le maximum du logiciel dans un temps raisonnablement court. Et puisque Frontpage 98, c'est plus qu'un éditeur de page Web, le livre aborde également en détail l'ensemble des fonctionnalités du logiciel pour créer, entretenir et gérer des sites. C'est mon livre de référence lorsque j'utilise le logiciel Frontpage.

Autre lecture de qualité sur le sujet, le *Grand livre Frontpage 98* aux Éditions Micro Application. Comme le livre précédent, il couvre en profondeur tous les principaux aspects du logiciel. Dans les deux cas, les livres viennent avec un CD-ROM qui contient des illustrations des exemples présentés dans le livre, des modèles et des éléments pour agrémenter vos pages Web.



Les articles de Cyberpresse sont maintenant archivés tous les lundis sur le site de l'émission *Cl@ir* et *Net* de la radio de Radio-Canada, www.radio-canada.ca/radio/clairenet

Le rapport Starr pour les enfants

Agence France-Presse WASHINGTON

Pour les parents américains confrontés à la difficulté d'expliquer le scandale Lewinsky à leurs enfants, il existe désormais un remède — un nouveau service sur Internet qui résume l'affaire en termes simples et pudiques.

« Le rapport Starr pour les enfants », écrit par Cynthia Leacock, conseillère et écrivain pour enfants et responsable d'une maison d'édition, offre une version très édulcorée des grands thèmes débattus avec vigueur par les médias américains depuis la parution du rapport du procureur Kenneth Starr sur les frasques sexuelles du président Bill Clinton et de Monica Lewinsky, ex-stagiaire à la Maison Blanche.

« Les parents me disent que leurs enfants en parlent en termes crus dans les cours de récréation, » a affirmé Mme Leacock.

Les enfants « ne comprennent pas tout ce qui se passe. Les parents ont besoin de ce type d'information pour leur expliquer », a-t-

elle ajouté.

Le dossier Internet est présenté sous la forme de questions-réponses, avec des titres tels « Qu'est-ce que le président Clinton a fait de mal ? », « Qu'est-ce que la destitution ? » et s'adresse aux enfants de 10 et 11 ans.

Mme Leacock explique notamment que certains types de contacts physiques — baisers sur la joue ou embrassades — entre personnes non-mariées sont parfaitement acceptables, mais que ceux entre Monica et Bill ne le sont pas.

Sur la question d'une éventuelle sanction infligée au président, Mme Hancock évoque la possibilité d'un vote de réprimande (censure) par le Congrès.

« Une censure c'est comme lorsque votre maître d'école met votre nom au tableau noir parce que vous parlez en classe, vous avez des ennuis, mais on ne vous renvoie pas de l'école. Le président Clinton pourrait avoir des ennuis pour ce qu'il a fait, mais il serait toujours président. »

Rapport Starr best-seller des internautes



Des brèches dans la collaboration Intel-Microsoft

Agence France-Presse WASHINGTON

Les accusations lancées par Intel dans le cadre de l'action antitrust contre Microsoft, et les alliances formées par les deux groupes, dont les produits équipent l'essentiel des ordinateurs personnels dans le monde, font apparaître des brèches dans leur collaboration.

Intel, pour les microprocesseurs, et Microsoft, pour les systèmes d'exploitation Windows, sont des partenaires de premier ordre au point que l'on parle couramment de la « plate-forme Wintel » (Windows/Intel) pour les ordinateurs personnels (PC).

Les spéculations sur un refroidissement des relations entre les deux partenaires ont été relancées par l'annonce d'un accord entre Intel et RealNetworks, à la fois partenaire et concurrent de Microsoft, dans le domaine des logiciels multimédia.

« Nous sommes au début d'une bataille prolongée sur un standard (technologique) qui n'a pas beaucoup d'importance aujourd'hui mais en aura plus dans cinq ans », a observé Jesse Berst, analyste du site Internet spécialisé ZDNet AnchorDesk.



OFFRE DE NETTOYAGE DE MEUBLES ET DE MOQUETTES!

SERVICES À DOMICILE

UNE SEMAINE SEULEMENT - PRIME SPÉCIALE!

Maintenant, La Baie nettoie mieux vos moquettes.

NOTRE NOUVEAU SERVICE EN SIX ÉTAPES : UNE GARANTIE DE SATISFACTION

- ★ Notre nouveau procédé nettoie vos moquettes à fond, complètement et en sûreté.
- ★ Un prétraitement spécial déloge la saleté.
- ★ Nos spécialistes apportent un soin particulier au nettoyage des taches rebelles et des endroits passants.
- ★ Nous rinçons les fibres de la moquette pour éliminer la saleté et les résidus.
- ★ Nous peignons les poils de la moquette pour un séchage plus rapide et plus efficace.
- ★ Nous inspectons les moquettes nettoyées pour nous assurer que vous êtes satisfait, sans quoi vous ne déboursez rien.

54 \$
Trois pièces
seulement 18 \$ par pièce75 \$
Cinq pièces
seulement 15 \$ par pièce98 \$
Sept pièces
seulement 14 \$ par pièce49 \$
Un canapé de 7 pi ou 2 fauteuilsPRIME SPÉCIALE:
Nettoyage d'un fauteuil GRATUIT avec tout nettoyage de mobilier

APPELÉZ DU LUNDI AU SAMEDI ENTRE 8 H ET 18 H

Montréal (514) 339-5420
Sherbrooke (819) 820-1417
Trois-Rivières (819) 378-8480
Drummondville/Victoriaville (819) 474-8007

Renseignez-vous sur notre désodorisant et notre traitement de protection des fibres. Les pièces de plus de 200 pieds carrés comptent pour deux pièces ou plus. Prix fixé séparément pour vestibules et escaliers. Des frais minimums s'appliquent. Frais additionnels pour moquettes en laine, tissus spéciaux, coussins de dossier non attachés et mobilier modulaire. Les offres expirent le 26 septembre 1998.



Participez au concours du Salon habitat d'automne

La Presse, CKOI et le Salon habitat d'automne vous invitent à participer au concours *La Belle Époque du Titanic* et ainsi courir la chance de gagner une magnifique chambre Élysée complète de

Thomasville

offerte par

mobilia

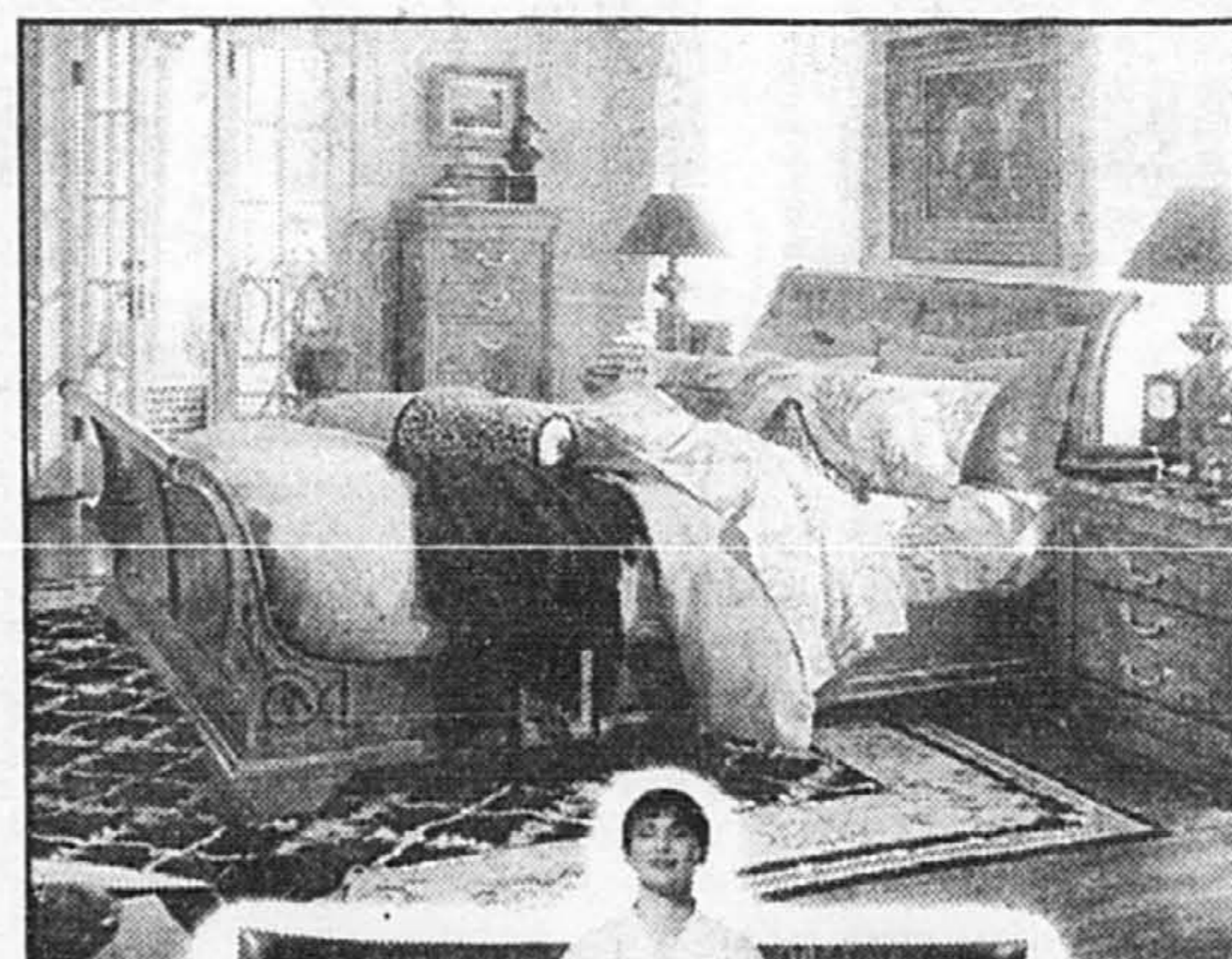
incluant entre autres un lit calèche, tables de nuit, commode et un miroir à battants, le tout d'une valeur de près de 22 000 \$.

POUR PARTICIPER rien de plus simple!

Il suffit de compléter ce coupon de participation et de le déposer dans le stand de Mobilia lors de votre visite au Salon habitat d'automne, ou encore postez-le à l'adresse suivante :

La Presse
Concours «La Belle Époque du Titanic»
C.P. 11055
Succ. Centre ville
Montréal (Québec)
H3C 4Z2

Les règlements du concours sont disponibles au Salon habitat d'automne et à La Presse. Les coupons doivent être reçus à La Presse au plus tard le vendredi 2 octobre à 12h. Les facsimiles reproduits à la main sont acceptés.



Retour vers l'intérieur.

Du 30 septembre au 4 octobre
Place Bonaventure

Concours La Belle Époque du Titanic

SALON HABITAT D'AUTOMNE

Gagnez un mobilier complet de chambre à coucher Élysée de Thomasville, offert par Mobilia, incluant entre autres, un lit calèche, tables de nuit, commode et un miroir à battants, le tout d'une valeur de près de 22 000 \$.

Le tirage aura lieu au Salon habitat d'automne le dimanche 4 octobre à 18h.

Nom : _____ Age : _____
Adresse : _____ App. : _____
Ville : _____ Code postal : _____
Téléphone : (____) _____

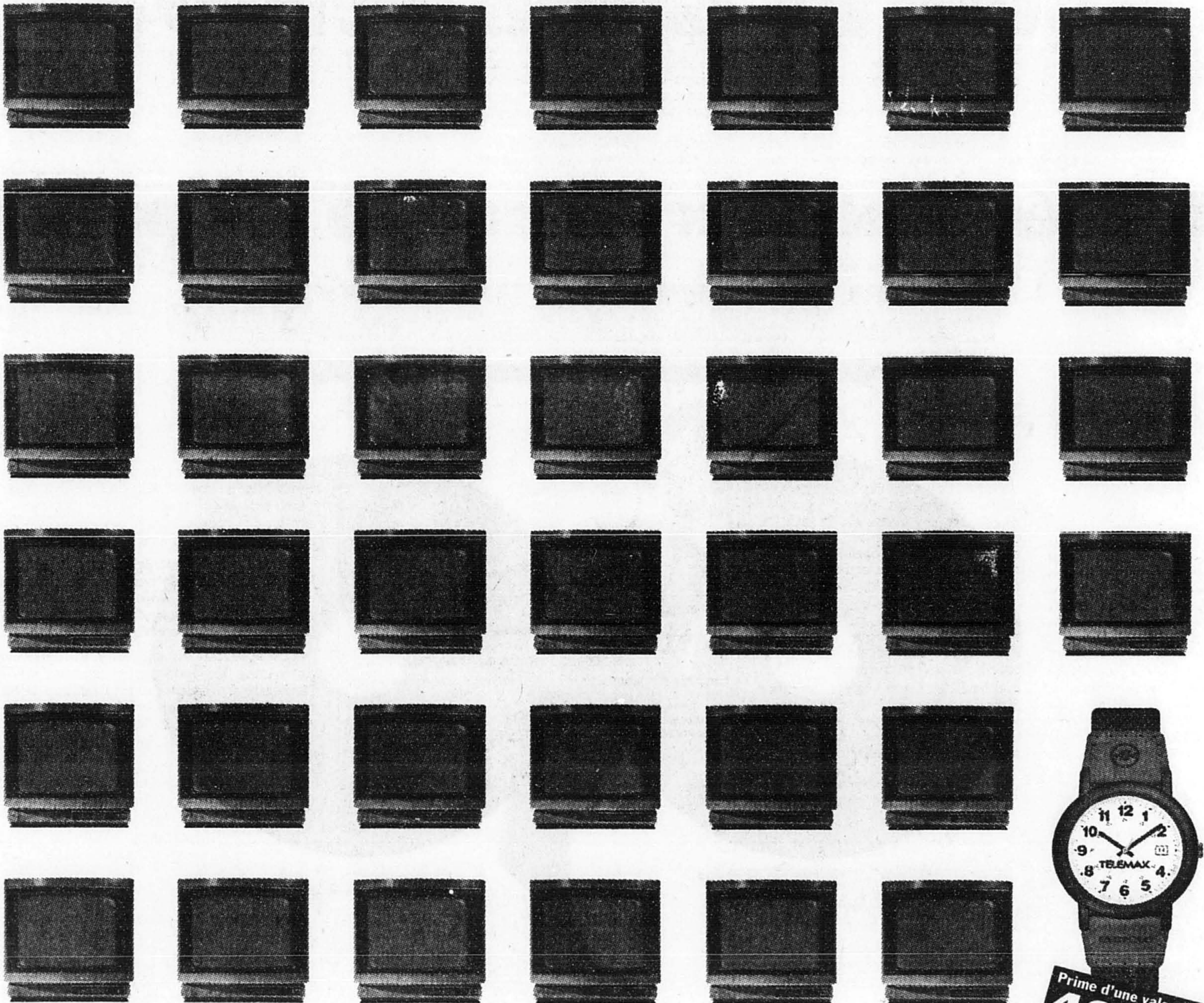
Qui anime l'émission «Y'è pas trop tard» du lundi au vendredi entre 16h et 18h à CKOI?

N.B. Pour être valide, ce coupon doit être dûment rempli.
 S.V.P. cochez la case précédente si vous ne désirez pas profiter d'offres publicitaires.

UN ÉVÉNEMENT EN COLLABORATION AVEC
La Presse ckoi 96,9 FM



Abonnez-vous au câble et à TÉLÉMAX, recevez plus de 40 canaux plus une montre!



Abonnez-vous au câble et à TÉLÉMAX de Vidéotron et obtenez le maximum de la télé, sans décodeur: le maximum de sports, d'émissions pour enfants, de reportages, de musique... Parce que TÉLÉMAX, c'est plus de 40 canaux* dont Télétoon, Canal D, Fox, Discovery, Canal Vie, Le Canal Nouvelles, RDS, MusiquePlus, MusiMax, TSN, TLC et une foule d'autres.

Vidéotron vous offre l'installation du câble pour **seulement 69,99\$****. Et jusqu'au 31 octobre, avec votre abonnement d'un an au câble et à TÉLÉMAX, vous obtenez en prime*** une montre Timex Indiglo d'une valeur de 40,00 \$****.

Abonnez-vous sans tarder à TÉLÉMAX de Vidéotron. Votre service à la clientèle Vidéotron: **(514) 281-1711 ou 1 800 361-9350.**

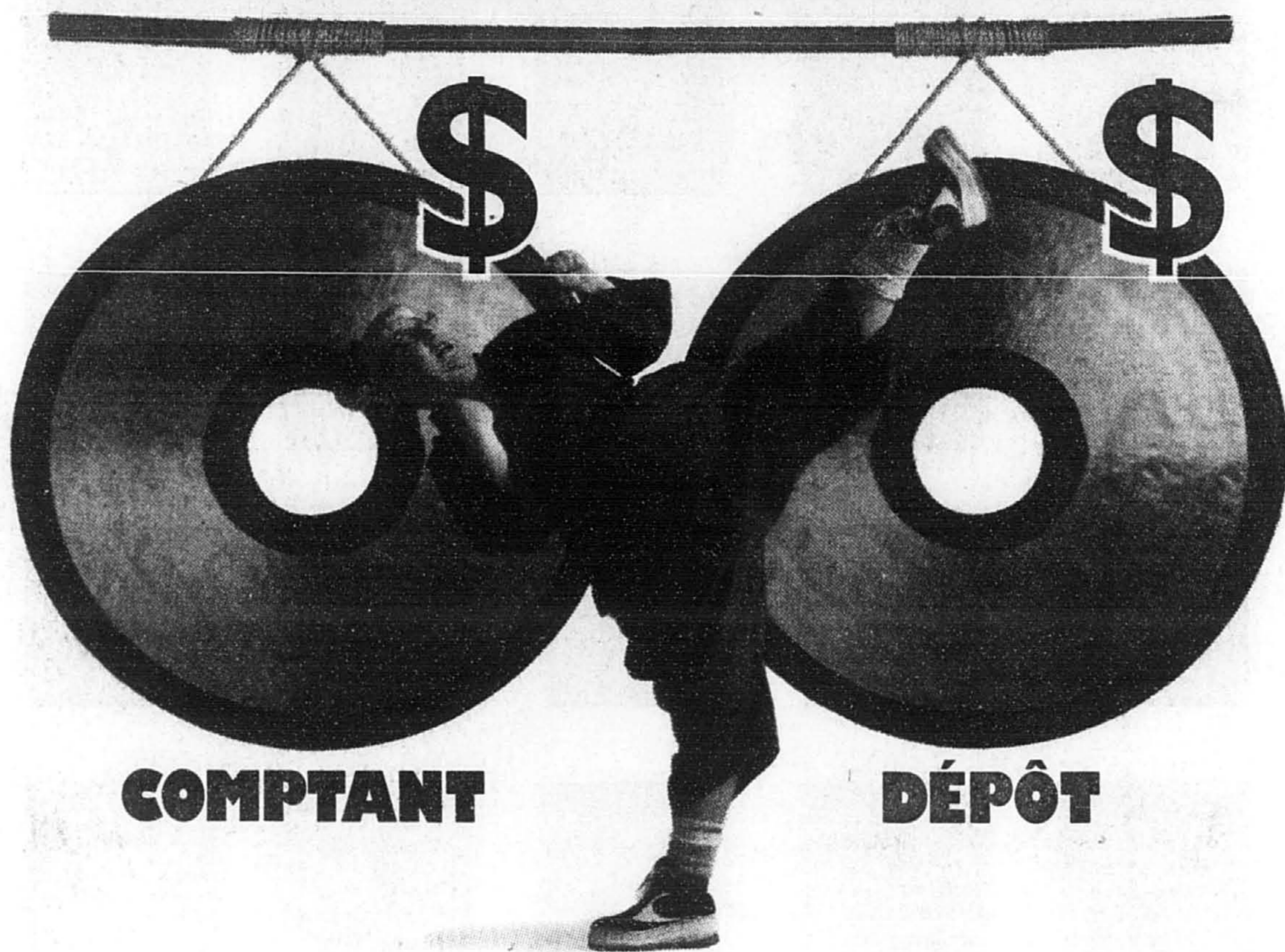


* Le nombre de canaux peut varier selon la région. ** Taxes en sus. *** Offre exclusive aux foyers non abonnés en date du 19 septembre 1998. **** Prix de détail suggéré du manufacturier.

Vous avez jusqu'au 30 septembre pour profiter des offres exceptionnelles sur la Cavalier 98

L'événement « On coupe les prix »

Transport et préparation inclus



Chevrolet Cavalier 2 portes

Une alliée fiable depuis les huit dernières années à travers le pays.

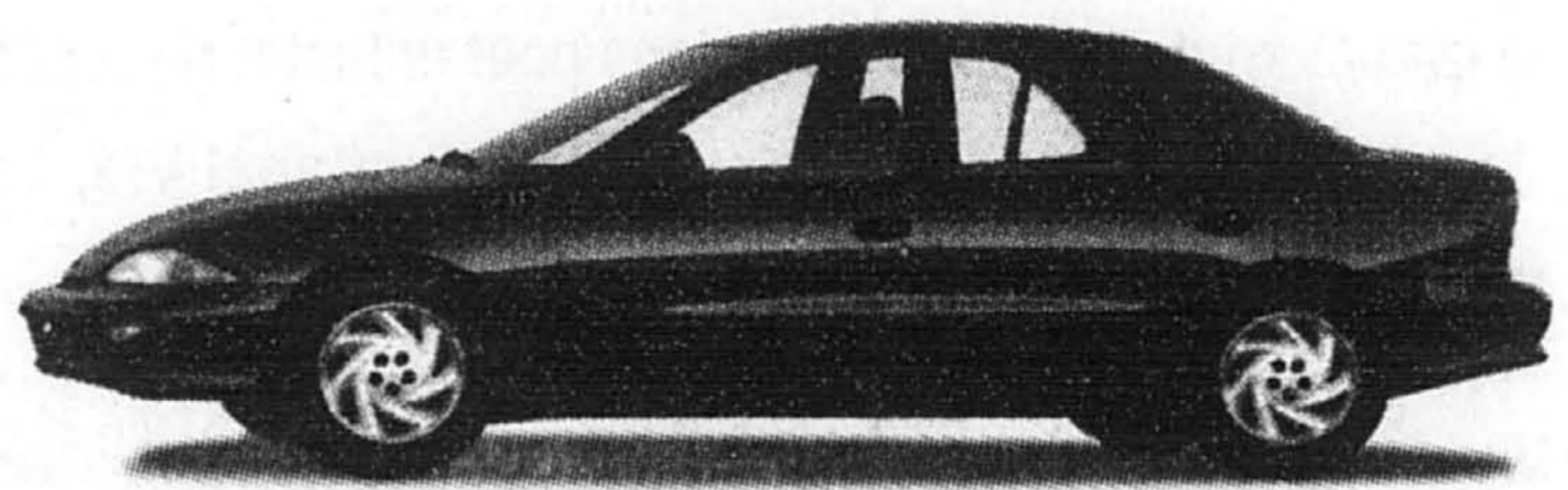
218 \$

par mois, location 36 mois*

ou **13 418 \$*****

- Moteur 2,2 litres
- Moulures protectrices latérales
- Freins antiblocage aux 4 roues
- Aileron arrière

1,9%
de financement**



Chevrolet Cavalier 4 portes

La Cavalier est une voiture faite pour durer, encore et encore.

218 \$

par mois, location 36 mois*

ou **13 418 \$*****

- Moteur 2,2 litres
- Siège arrière à dossier rabattable
- Moulures protectrices latérales
- Freins antiblocage aux 4 roues



L'Association marketing des concessionnaires Chevrolet Oldsmobile du Québec

La Carte GMSM

Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs 1998 en stock, comportant l'ensemble des équipements décrits ci-dessus. Photos à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit. Première mensualité exigée à la livraison. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Aucun dépôt de sécurité sur approbation de GMAC. Frais de 12¢ du kilomètre après 60 000 km. **Taux de financement de 1,9% disponible jusqu'à 48 mois à l'achat sur la plupart des modèles en stock. ***Transport et taxes en sus à l'achat. Exemple de financement 15 000 \$ incluant transport, préparation et taxes: 36 versements de 428,98 \$, coût en intérêts de 443,29 \$, coût total: 15 443,28 \$. †Rabais aux diplômés taxable et accordé selon les critères établis par le manufacturier. †††Marque déposée de General Motors Corporation. Banque TD, usager agréé. L'Assistance routière et la Garantie GM TOTALSM sont offertes sur tous les véhicules neufs GM 1998 pour une durée de 3 ans ou 60 000 km selon la première éventualité. Voyez votre concessionnaire participant pour tous les détails.